

Le Monde



QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13088 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beauve-Méry Directeur : André Fontaine - JEUDI 26 FÉVRIER 1987

Felipe Gonzalez reprend les rênes

M. Felipe Gonzalez, brillamment reconduit lors des élections du mois de juin 1986 à la tête du gouvernement, a dû faire face depuis à de multiples mouvements sociaux, dont le dernier, celui des lycéens, a agité les rues de Madrid et des grandes villes espagnoles pendant plus de deux mois. Il était donc grand temps pour lui de répondre à ces constatations diverses dans le traditionnel discours sur l'état de la nation prononcé mardi 24 février devant les Cortès.

Discours de reprise en main, disent les sympathisants du premier ministre au lendemain de cette prestation, tandis que la droite présente M. Gonzalez comme un homme sur la défensive qui aurait mangé son pain blanc et dont la popularité serait sur le déclin.

M. Felipe Gonzalez, pourtant, non seulement n'a pas esquissé les grands sujets de conflit mais a tenu une grande démonstration sur le principal, à savoir sa politique économique. Une politique s'est développée ces derniers mois au sein-même de la famille socialiste entre le ministère de l'économie, artisan de la politique d'austérité, et la confédération syndicale UGT, qui réclame une plus grande flexibilité dans la politique salariale. Le chef du gouvernement a très nettement tranché mardi en faveur du premier : pas question, a-t-il dit, de renoncer à donner la priorité à la lutte contre l'inflation.

M. Gonzalez a dressé un bilan positif de la situation du pays un an après l'entrée dans le CEE, soulignant que le taux de croissance avait atteint 3 % en 1986, pour la première fois depuis 1974, et que le chômage avait commencé à décroître « modérément ». Il touche malgré tout, selon les chiffres officiels, 21 % de la population active.

Ces paroles ne satisfèrent sans doute pas les milieux syndicaux, en particulier dans les secteurs où des reconversions industrielles menacent l'emploi, comme la région minière des Asturies. L'agitation lycéenne n'a pas mis le feu aux poudres comme en revêtaient certains de ses leaders, au demeurant non représentatifs de l'ensemble du mouvement.

Dans deux autres domaines, M. Gonzalez a annoncé des mesures propres à satisfaire des revendications de longue date. En ce qui concerne la lutte antiterroriste, le chef du gouvernement, se félicitant à nouveau du passage du bon état de la coopération avec la France, a annoncé un assouplissement de la législation d'exception : la période pendant laquelle un suspect peut être maintenu au secret avant d'être mis à la disposition de l'autorité judiciaire sera réduite de dix à cinq jours ; or c'est pendant cette période qu'interviennent trop souvent les mauvais traitements. Cette réforme devrait donc satisfaire, entre autres, le Parti nationaliste basque avec lequel les socialistes viennent enfin de s'entendre pour la formation d'un gouvernement dans la région autonome.

La gauche du Parti socialiste trouvera également son compte dans l'annonce de l'Espagne au traité de non-prolifération des armes nucléaires, inscrite au programme du parti dès 1982 mais à laquelle on soupçonnait le chef du gouvernement de vouloir renoncer.

Après que les contestations se sont exprimées dans la rue, M. Felipe Gonzalez paraît donc avoir repris l'initiative sur le terrain parlementaire.

Après la flambée des prix en janvier

Le gouvernement révisé en hausse ses prévisions en matière d'inflation

Réunis autour de M. Jacques Chirac, à l'issue du conseil des ministres du mercredi 25 février, le gouvernement a analysé les conditions nouvelles dans lesquelles se trouve l'économie française. Il a, dans l'immédiat, révisé ses prévisions de hausse des prix pour cette année, retenant l'hypothèse de 2,5 % au lieu de 2 %. Malgré les déclarations apaisantes, la flambée de janvier fait craindre une reprise de l'inflation.



Cette révision s'impose dès lors que la hausse des prix à la consommation pour le mois de janvier, dont on ne connaît officiellement le résultat que vendredi, risque d'être une des plus élevées que l'on ait connues depuis juillet 1983. Tout en affirmant que ce résultat sera exceptionnel et que les choses iront

s'améliorant au fil des mois, le ministère des finances n'en est pas moins amené à accepter les prévisions de l'INSEE, selon lesquelles l'indice des prix augmentera de 1,9 % au cours du premier semestre. Il paraissait difficile, dans ces conditions, de maintenir une prévision de hausse de 2 % pour

l'ensemble de l'année. L'INSEE confirme par ailleurs que les six premiers mois seront difficiles à passer. C'est donc à doubler ce cap que s'emploie le gouvernement, sans donner l'impression de remettre en cause ses objectifs fondamentaux.

(Lire page 28 l'article d'ERIK IZRALEWICZ.)

Elections législatives et options économiques

L'Algérie sur la voie du réalisme

Huit cent quatre-vingt-cinq candidats brigueront, jeudi 26 février, les deux cent quatre-vingt-cinq sièges du Parlement algérien (treize de plus que dans la précédente Assemblée). Les électeurs auront donc le choix entre trois personnes pour chaque siège, mais elles ont toutes été choisies par le parti unique, le Front de libération nationale.

ALGERIE de notre correspondant

Un premier choix a été fait par les « kasmas » (cellules de base du parti) qui ont éliminé la plus grosse partie des onze mille huit cents candidats à la candidature. Le tri s'est poursuivi dans sept wilayas (préfectures). La commission nationale a statué en dernier ressort. Les listes ont été

publiées tardivement, à la mi-février, ce qui tend à prouver que la liste définitive a fait l'objet d'un débat interne.

Aucun membre du gouvernement ne figure parmi les candidats, en majorité des inconnus. Le plus célèbre d'entre eux est M. Rabah Bitat, l'un des neuf chefs historiques du FLN et le dernier à exercer des activités officielles puisqu'il est, en tant que président de l'Assemblée nationale, le second personnage de l'Etat après le président de la République. La moyenne d'âge des candidats est de quarante ans. La moitié d'entre eux sont des universitaires, avec 94 % d'hommes.

L'Assemblée populaire nationale (APN) a acquis, en deux législatures, une maturité et une légitimité par l'ampleur des tâches qu'elle a accomplies. Son

activité n'est pas strictement formelle, et les députés jouent leur rôle. Ils ont proposé en dix ans quelque dix mille amendements, dont certains remettaient en cause la finalité de projets gouvernementaux, et c'est pour cela que les élections du 26 février ne sont pas une simple formalité. De l'arbitrage des électeurs entre les différents courants du parti unique peut dépendre le succès de la politique du président Chadli.

Amendée en 1986, la Charte nationale ne remet pas en cause les options fondamentales du pays, mais elle est porteuse d'une certaine libéralisation économique. Sans doute le texte définitif ne va-t-il pas aussi loin que l'aurait souhaité le président de la République, mais il induit un nécessaire changement d'hommes.

FREDERIC FRITSCHER. (Lire la suite page 6.)

Grave incident à Beyrouth-Ouest

Vingt-trois militants du Hezbollah tués dans un affrontement avec les troupes syriennes. PAGE 2

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

La France va de nouveau être sur la sellette en deux occasions : devant le comité de décolonisation de l'ONU, et lors d'une conférence des pays du Forum du Pacifique. PAGE 2

La Jamaïque au rythme de l'alternance. PAGES 4 et 5

Plan d'économies à la SNCF

Onze mille emplois supprimés et vingt-cinq lignes secondaires menacées. PAGE 29

Le procès de Georges Ibrahim Abdallah

Le témoignage de M. Robert Charles Ray et la rivalité entre les polices. PAGE 15

Le sommaire complet se trouve page 32

Campagne d'information, mesures de prévention

Un plan anti-SIDA

M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, a annoncé, le mardi 24 février, des mesures pour lutter contre le SIDA, dont la mise en vente libre des seringues en pharmacie.

L'inquiétante progression de l'épidémie de SIDA ne peut plus être ignorée. Pas plus par les autorités gouvernementales que par l'ensemble de la population. Le gouvernement français a, par la voix de M^{me} Barzach, enfin clairement défini son programme de lutte contre cette maladie. C'est un programme cohérent, exprimant en outre la volonté de voir la France conserver l'avance dont elle a longtemps disposé dans la recherche scientifique et médicale sur le SIDA.

Inquiet quant aux capacités d'accueil et de traitement des malades, le gouvernement commence à accepter l'idée de revenir

sur sa politique drastique de réduction des dépenses hospitalières. M^{me} Barzach a toutefois tenu à préciser que les soixante postes paramédicaux spécialisés ne seront affectés « qu'après redéploiement du personnel déjà en place ». Elle précise dans le même temps qu'entre 15 000 et 45 000 personnes seront atteintes du SIDA dans les cinq prochaines années. Si un tel pronostic se vérifie, cela contraindra le gouvernement à adopter de nouvelles mesures pour que les hôpitaux français puissent prendre en charge les malades atteints de SIDA sans pour autant réduire leur activité médicale dans d'autres disciplines.

L'autre défi lancé par l'extension de l'épidémie est celui du dépistage.

JEAN-YVES MAU. (Lire la suite page 16.)

Producteur, metteur en scène, interprète de « Heartbreak Ridge »

Clint Eastwood, un Américain de rêve

C'est à Carmel-by-the-Sea (Californie), une ville de 4825 habitants dont il a été élu maire avec une confortable majorité, que Clint Eastwood parle de son film, de son travail de metteur en scène, de ses opinions politiques. « Aux Etats-Unis, on croit que je suis de droite parce qu'on m'assimile au personnage de « Dirty Harry ». En France, vous savez faire la différence entre un homme et un rôle. »

La voix n'est plus qu'un murmure raupe, ses cordes vocales doivent ressembler à des fragments de fil de fer barbelé rouillés dans la bière. Son front, son cou, sont creusés de sillons boursoufflés de cicatrices irréparables. Le sergent Highway est dans un bel état. Il a fait la Corée, le Vietnam, et après... Et maintenant ? Vétéran usé jusqu'à la trame de son trépas, jusqu'au tréfonds de son âme, il va pourtant reprendre du service dans le corps des « marines », et dans le cœur de sa femme.

Puis le sergent Highway mènera au combat - un tout petit combat sur l'île de la Grenade - une troupe - une toute petite troupe - de punks, de blacks, de « gays », dont, bien sûr, avant de les envoyer au casse-pipe, il aura fait des hommes...

Heartbreak Ridge (le Maître de guerre) pourrait n'être qu'un avatar avachi des Douze Salopards. La rédemption par l'action, ça va, on connaît, on a déjà donné. Oui mais... Il y a un

mais : Tom Highway, anti-héros militant au bord de la retraite, médaillé de toutes les défaites, c'est Clint Eastwood. Qui, producteur, metteur en scène, interprète, poursuit, fier, solitaire, son entreprise d'apparente autodestruction, de s'ape de son propre mythe, et relance avec le Maître de guerre la polémique. Est-il bon ? Est-il méchant ? Crypto-fasciste ou néo-gauchiste ? Fonctionne-t-il au premier ou au second degré ? Son film est-il franchement militariste ? Ou carrément pacifiste ?

A tout cela, Clint Eastwood répondra tout à l'heure. En attendant, en l'attendant, offrons-nous une visite de Carmel-by-the-Sea, bourgade californienne dont il est le maire et que certains considèrent déjà comme la première marche de l'escalier qui peut le conduire à la Maison Blanche.

(Lire l'article de DANIELE HEYMANN page 17.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Chronique des événements amoureux », le dernier film d'Andrzej Wajda.

Pierre Soubleyras au musée du Luxembourg. Pages 17 à 19

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 525 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 85 p.; Grèce, 120 dr.; Irlande, 85 p.; Italie, 1 700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 F.; Norvège, 10 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 110 esc.; Singapour, 335 F CFA; Suède, 11 sc.; Suisse, 1,80 F.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

سكنا من الاجل

صكنا من الامم

Etranger

LIBAN : grave incident à Beyrouth-Ouest

Vingt-trois militants du Hezbollah tués dans un affrontement avec les troupes syriennes

Le premier accrochage sanglant depuis l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane) a eu lieu mardi soir 24 février : vingt-trois militants pro-iraniens du Hezbollah (parti de Dieu, intégriste chiite) ont été tués par une patrouille syrienne dans le quartier de Basta.

La Croix-Rouge libanaise (CRL) a indiqué avoir été contactée par la direction de l'hôpital Beyrouth, au sud de la capitale, afin d'évacuer vingt-trois corps déposés dans le hall de l'établissement hospitalier. Selon la CRL, un porte-parole du Secours islamique (organisation médicale du Hezbollah) a indiqué que les victimes étaient des partisans du Hezbollah.

Une source militaire syrienne a affirmé, pour sa part, que quinze militants du Hezbollah avaient été tués ou blessés mardi soir lors d'un accrochage avec une patrouille syrienne, à proximité de la caserne des troupes. Selon cette source, « des tir ont été dirigés de façon systématique par des éléments du Hezbollah contre une patrouille (syrienne) qui se déplaçait à Basta, à l'entrée de la rue Fathallah », où se trouve la place forte de ce parti, remise sans incident, quelques heures auparavant, aux troupes syriennes. « La patrouille a riposté, tuant ou blessant quinze

assailants, avant de poursuivre son déplacement », a-t-on ajouté de même source.

Pour sa part, le Hezbollah a affirmé, dans un communiqué, qu'après avoir remis sa caserne Fathallah aux forces syriennes, ces dernières ont enjoint aux habitants de se retirer des rues. Selon l'organisation intégriste, « les soldats syriens ont pénétré dans l'entrée d'un immeuble où s'étaient retranchés un grand nombre d'habitants et ont poursuivi une trentaine de personnes qui s'étaient réfugiées dans un appartement situé au premier étage, puis ont tiré sur elles froidement. Ils les ont ensuite transportées dans un camion militaire, recouvrant les corps de légumes, jusqu'à l'hôpital Beyrouth ».

Les mises en garde syriennes

Le Hezbollah a appelé ses partisans à « ne pas réagir et à se conformer aux décisions de la direction du parti (Wilayat al-Fatih) ». Il les a enfin appelés à participer à l'enterrement des martyrs ce mercredi dans le quartier de Bir-el-Abed, un des fiefs dans la banlieue sud.

Peu après ces incidents sanglants, le général Ghazi Kansan, chef des services de renseignement militaires syriens au Liban, a renouvelé, dans une déclaration radiodiffusée, sa mise en garde contre les éléments armés de Beyrouth-Ouest : « Nos troupes vont poursuivre leur tâche.

Tout homme armé est l'ennemi de Beyrouth, à quelque parti ou mouvement qu'il appartienne », a-t-il déclaré.

Les événements de mardi soir interviennent deux semaines après que des soldats syriens ont été publiquement humiliés par des hezbollah dans ce même quartier. Le 12 février, un accrochage avait eu lieu opposé les militants pro-iraniens à une patrouille de sécurité libano-syrienne près de la caserne Fathallah. Les véhicules blindés de la patrouille avaient été détruits, et les quatorze soldats des Forces spéciales (unité d'élite) syriennes de la patrouille avaient été battus et séquestrés, avant d'être relâchés.

Les affrontements de mardi soir vont mettre à rude épreuve les relations entre la Syrie et l'Iran. Jusqu'à présent, l'Iran s'est abstenu de tout commentaire sur l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth-Ouest. Lundi, deux ministres iraziens, celui des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, et celui des Gardiens de la révolution, M. Mohsen Rafiq Doost, avaient effectué une visite solidaire à Damas, vraisemblablement pour débattre de cette question et tenter d'éviter un éventuel affrontement entre le Hezbollah et les troupes syriennes.

La Syrie est le seul allié arabe de l'Iran engagé dans un interminable conflit avec l'Irak. Mais il est clair que Damas est catégoriquement opposé au projet que Téhéran pour saisir en Liban, par Hezbollah interposé, l'établissement au pays du Caire d'une république islamique à Francomme. — (AFP).

ISRAËL : tension au sein du gouvernement

La visite de M. Shimon Pérès au Caire irrite le premier ministre

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, devait commencer, ce mercredi 25 février, une visite officielle de deux jours au Caire, au cours de laquelle il s'entreferait avec son homologue égyptien, M. Hosni Mubarak. M. Pérès, rapporte notre correspondant à Alexandrie

Becciani, doit aussi rencontrer le président Hosni Mubarak, qui fut son principal interlocuteur lors du sommet israélo-égyptien de septembre dernier à Alexandrie. Les conversations de M. Pérès doivent porter sur l'éventualité d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

JÉRUSALEM de notre correspondant

Sans attendre — à quelques heures près — le retour en Israël du chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, après une visite officielle sans gloire de neuf jours aux États-Unis, M. Pérès a pris mercredi le chemin du Caire. Cinq mois après son sommet d'Alexandrie avec M. Hosni Mubarak, il se propose de scruter les intentions du président égyptien sur une relance du processus de paix.

Ce déplacement était prévu — en pointillé — depuis plusieurs semaines. Sa réalisation, grâce à une invitation de son homologue égyptien, M. Meguid, a suscité une nouvelle et fort aigre controverse entre travaillistes et membres du Likoud au sein du cabinet d'union nationale. Ce départ, quelque peu imprévu, a manifestement indisposé M. Shamir, qui, de New-York, a rappelé, sans trop d'élegance, que M. Pérès « pouvait discuter de ce qu'il voulait au Caire, mais ne pourrait en aucun cas décider ou conclure quoi que ce soit sur une conférence internationale ».

Ainsi mis en condition, M. Pérès, à qui un journaliste

demandait s'il avait reçu l'imprimatur de M. Shamir pour s'entrefermer avec les dirigeants égyptiens, a répondu : « Je n'ai nul besoin d'un accord, je ne suis l'employé de personne ».

Parallèlement à l'échange d'amabilités entre les deux partenaires, qui en deux ans et demi de cohabitation s'étaient plutôt épargnés, ne s'expliquant pas seulement par l'usure du pouvoir partagé. Le sujet de la polémique se résume à une expression désormais fichée au cœur de la vie politique israélienne : « Une conférence internationale de paix au Proche-Orient ».

Ouvert

une nouvelle avancée

C'est à Alexandrie, en septembre dernier, que M. Pérès, alors premier ministre, avait osé la reprendre pour la première fois à son compte, prenant soin de présenter un tel forum comme un simple prétexte et la caution à des négociations directes israélo-égyptiennes. A contre-courant, M. Shamir a encore, précisé, avant de quitter les États-Unis, tout le mal qu'il pensait de cette internationalisation d'une négociation de paix. « Je suis totalement opposé à

cette mauvaise invention, inspirée par les Soviétiques, et qui dessert la cause de la paix ». Le chef du Likoud a lancé un avertissement : « Si M. Pérès désire nous forcer à accepter une telle conférence, cela peut conduire, à notre grand regret, à l'éclatement du gouvernement ».

En quelques semaines, l'idée s'est brusquement imposée sur la scène internationale. Les dirigeants américains, infligeant un camouflet à M. Shamir, se sont ralliés à cette initiative avec quelques réserves. Les Douzes de l'Europe l'ont chaleureusement applaudie, lundi 23 février, de leurs vœux (Le Monde du 23 février). Convaincu d'avoir réussi à figer M. Shamir dans son rôle de champion de l'immobilisme diplomatique, M. Pérès tentera d'obtenir une « nouvelle avancée » en Egypte sur deux points : la durée et le statut de la conférence, et la représentation palestinienne, l'OLP étant d'emblée hors jeu pour Israël.

L'effet concret de la visite sera cependant — sans complaisance, on peut le dire certain — par les membres du Likoud, au conseil des ministres, dimanche prochain.

(Interim.)

Diplomatie

La controverse sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le Comité de décolonisation de l'ONU va examiner le cas du territoire

Le « numéro deux » libyen de retour à Tripoli. — Le commandant Abdessalam Jelloud, a quitté, mardi soir 24 février, Damas pour Tripoli, après un séjour de trois mois en Syrie, a indiqué mercredi le chargé d'affaires libyen, Abdel Kader al-Warfalli. Le commandant Jelloud était arrivé le 24 novembre à Damas où il a été reçu à quatre reprises par le président syrien Hafez al-Assad, dans le cadre des efforts déployés par Tripoli pour mettre un terme à la « guerre des camps » au Liban. — (AFP).

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Le Comité de décolonisation des Nations unies, appelé également Comité des vingt-quatre, a entamé, mardi 24 février, la première des deux sessions prévues pour cette année. Chargé de passer en revue la situation intérieure et diplomatique de dix-neuf « territoires non auto-

nomes », c'est-à-dire ayant, selon l'ONU, vocation à devenir indépendants, le Comité est saisi, pour la première fois depuis 1947, du cas de la Nouvelle-Calédonie, conformément à la décision de l'Assemblée générale du 2 décembre dernier (Le Monde du 4 décembre 1986).

S'exprimant sur l'ensemble de l'ordre du jour, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a placé la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie en tête de ses propres préoccupations. Evitant de mentionner directement la Nouvelle-Calédonie, le secrétaire général a noté que « certains territoires et les dispositions d'une surface géographique réduite, d'infrastructures inadéquates et de marchés trop petits, ce qui les rend généralement dépendants des importations et, de manière générale, de la puissance administrative ».

Droit de vote des non-Canaques

Bien entendu, l'intervention la plus attendue était celle du représentant des Fidji, M. Winston Thompson, qui s'exprimait au nom des trente pays membres du Forum du Pacifique. Rappelant que l'Assemblée générale avait voté, « avec une majorité écrasante », en faveur des thèses indépendantistes, l'ambassadeur Thompson a insisté pour que « les droits contenus dans la Charte des Nations unies soient pleinement accordés au peuple calédonien ». « L'année 1987 sera sans doute une année critique et difficile dans l'histoire de ce territoire, a-t-il poursuivi, alors que le gouvernement français s'empresse de mettre en place diverses dispositions quant à son avenir. C'est pourquoi il est de la plus haute importance que le Comité veille avec la plus grande vigilance sur l'application des lois internationales qui déterminent le processus de décolonisation. Ces lois ont été strictement suivies dans le Pacifique sud, et nous demandons rien de plus — mais rien de moins — dans le cas de la Nouvelle-Calédonie. Demandant à la France de coopérer avec le Comité, M. Thompson a souligné que « le dialogue et la souplesse politique sont nécessaires pour la solution de ce problème complexe ».

Avant d'ajourner la séance, le Comité a décidé, à la demande des Fidji, de commencer les débats par la Nouvelle-Calédonie, le 17 mars. Selon la procédure, les parties en présence peuvent présenter des « pétitions », c'est-à-dire faire entendre leurs thèses dont elles jugent les voix utiles à la discussion. Quatre personnalités du FLNKS, dont M. Tjibou et Uregui, se sont

déjà inscrites sur la liste. D'autres mouvements et organisations seront également admis à s'exprimer.

Alors que M. Tjibou était resté en Nouvelle-Calédonie, son collègue du « gouvernement provisoire », M. Uregui, assistait à la séance. Se félicitant de la récente prise de position du président Mitterrand en faveur de certaines thèses canaques, le « ministre des relations extérieures » nous a déclaré que « la négociation avec Paris était toujours possible et souhaitable », mais qu'il ne pouvait en aucun cas décider ou conclure quoi que ce soit sur une conférence internationale ». « L'Assemblée nationale », a-t-il ajouté.

Les milieux diplomatiques ouïens estiment en tout cas que le conflit entre l'Élysée et Matignon à propos de la Nouvelle-Calédonie ouvrira aux indépendantistes une possibilité plus grande de mettre à profit l'« officialisation » de leur mouvement par l'Assemblée générale.

Du côté français, en revanche, on se refuse à toute dramatisation. « Le gouvernement poursuit sa propre voie, l'ONU la sienna. Ce sont là deux processus qui coexistent sans doute pendant un certain temps ». La France se reconnaît pas l'existence, estime-t-on, du Comité de décolonisation, dont elle affecte souvent d'ignorer les conclusions.

CHARLES LESCAUT.

Les pays du Forum du Pacifique vont tenir une conférence extraordinaire à Auckland

SYDNEY de notre correspondant

Les trois pays du Forum du Pacifique sud ont décidé, mardi 24 février, de se réunir en conférence extraordinaire la semaine prochaine à Auckland en Nouvelle-Zélande, afin de réaffirmer leur opposition au maintien de la présence française en Nouvelle-Calédonie et de manifester une fois de plus leur soutien à la cause canaque. L'ordre du jour de cette session exceptionnelle sera, bien sûr, le référendum d'autodétermination qui doit se tenir à Nouméa en juillet, et l'un des buts de cette réunion sera de mettre au point une stratégie commune contre les projets de M. Chirac, tant sur le plan régional qu'aux Nations unies. (Le Monde d'ici.)

Visiblement, pour les organisateurs du Forum, il y a urgence en la matière, puisqu'ils n'ont pas cru devoir attendre leur conférence annuelle prévue pour le 31 mai. Pourtant, la date de cette rencontre avait déjà été avancée, afin de précéder le référendum néo-calédonien. Une manière de manifester un soutien de tous derniers minutes, avant l'échéance.

Sir Kamisee Mara, premier ministre des Fidji, qui préside le Forum, veut, dit-on, vérifier que le consensus régional exprimé en août dernier à la conférence de Suva est bien intact. Les pays les plus « dans » du Forum — notamment le

Vanuatu et la Papouasie-Nouvelle-Guinée — considèrent les efforts déployés ces derniers mois par la France pour tenter de les reconquérir à sa cause.

Les pays de l'Alliance mélanésienne souhaitent, eux, voir le Forum exercer une pression plus virulente sur la France et soutenir leurs amis canaques avec encore plus de fermeté. Ces derniers pourraient suggérer que le Forum reconnaisse officiellement le « gouvernement provisoire » que le FLNKS avait déjà présenté aux Nations unies. Mais l'Australie y est tout à fait opposée et voit d'un œil plutôt inquiet cette conférence extraordinaire. Si elle s'est ralliée en août à certains régionalistes quant à l'affaire néo-calédonienne, elle n'a pas pris l'initiative de cette croisade contre la France, bien qu'elle ait dit affronter, plus que les autres membres du Forum, les républicains du gouvernement français. Par exemple, le retour de M. Daurès, son conseil général, dont l'intérim sera assuré à Nouméa par M. Malcolm Leander. Canberra sera certes représentée à la conférence extraordinaire d'Auckland, mais non par son ministre des affaires étrangères, M. Hayden : c'est simplement le sénateur Evans, ministre des ressources et de l'énergie, qui se rendra en Nouvelle-Zélande pour l'occasion.

SYLVIE CROSSMAN.

Commandant des forces alliées en Europe

Le général Rogers quittera ses fonctions en juin

Bruxelles. — Le général américain Bernard W. Rogers quittera ses fonctions de commandant en chef des troupes alliées en Europe à la fin du mois de juin prochain, annonce un communiqué officiel de l'OTAN publié mercredi 25 février à Bruxelles.

« Le comité des plans de défense de l'OTAN a accédé à un profond regret à la demande du président Reagan visant à libérer le général Rogers de ses fonctions, indique ce communiqué, et invite le président des États-Unis à désigner un officier des forces armées américaines en vue de sa nomination comme remplaçant ».

Le poste de commandant en chef en Europe est depuis la création occupé par un officier général américain, qui est en même temps commandant en chef des troupes américaines en Europe (325 000 hommes).

Agé de soixante-six ans, le général Rogers, qui a subi il y a quelques semaines une intervention chirurgicale aux États-Unis, commande les troupes alliées en Europe depuis le 29 juin 1979. En juin 1985, malgré le fait qu'il atteignait la limite d'âge, il avait vu sa nomination prolongée de deux ans par le président Reagan, et il ne cachait pas qu'il ne refusait pas une nouvelle prolongation.

Le nom du général John Galvin, cinquante-sept ans, actuel commandant des troupes américaines pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Southern Command), avec quartier général à Panama, a été avancé de sources proches du Pentagone pour la succession du général Rogers.

« Le « Journal officiel » du 24 février a annoncé la nomination de M. Gabriel Robin comme ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'OTAN à Bruxelles, en remplacement de M. Gilles Curien (Le Monde du 14 février).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
TÉLÉPHONE : (1) 45-23-06-81
TÉL. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Veruet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09
TÉL. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437 ISSN : 0395-2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composés 36-15 - Tapet LEMONDE

Imprimé en France par les Éditions du Monde, 11, rue de Valenciennes, PARIS-10E (1985)

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
TÉL. : (1) 45-55-91-52 et 45-55-91-71
TÉLÉPHONE MONDPUB 286 136 F

Le Monde (ISSN 0395-2037) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde s/a Speditions, 45-46 33 th street, L.C.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. Postmaster: send address changes to Le Monde s/a Speditions U.S.A., P.O. Box 45-46 33 th street, L.C.L., N.Y. 11104.

Amériques

ETATS-UNIS : le scandale de l'« Irangate »

Le président américain « ne se souvient plus » de la date à laquelle il a autorisé la première livraison d'armes à Téhéran

WASHINGTON de notre correspondant

C'est officiel : le président des Etats-Unis ne sait tout simplement pas s'il a ou non autorisé l'envoi de la première livraison d'armes américaines à l'Iran, effectuée par l'intermédiaire d'Israël en août 1985.

Il ne le sait pas, car il ne s'en souvient plus, a-t-il publiquement confirmé, mardi 24 février, après avoir, semble-t-il, informé, vendredi dernier, par lettre personnelle les trois membres de la commission qu'il avait lui-même chargée, en novembre dernier, d'enquêter sur le fonctionnement du Conseil national de sécurité. Dite « commission Tower », du nom de l'ancien sénateur républicain qui la présida, cette instance devait publier son rapport jeudi, et faites et remises ont promis tant de révélations que le monde politique américain est en ébullition depuis une semaine.

On devrait notamment apprendre comment plusieurs hauts responsables de la Maison-Blanche ont essayé, en novembre dernier, quand toute l'affaire devenait connue, d'établir une version des faits qui ne puisse laisser peser aucun soupçon direct sur M. Reagan. Le directeur général de la Maison-Blanche, M. Donald Regan, pourrait notamment avoir été très directement mêlé à cette entreprise. Si cela était confirmé, sa position en serait encore plus affaiblie qu'elle ne l'est déjà.

Il y a, en effet, plus de deux mois maintenant que M. Reagan organise, à peu près ouvertement, une campagne en faveur de son départ. Celle-ci a atteint, depuis le week-end dernier, un tel paroxysme que le porte-parole de la Maison-Blanche a dû finir par indiquer, mardi, que le président et « Don » Regan étaient convenus de trancher la question au vu du rapport Tower.

Le rôle de l'entourage

En toute logique, cette démarche signifie ou bien que M. Reagan attend toujours de ce rapport, après trois mois de scandale, la vérité sur son plus proche collaborateur, ou bien qu'il attend de savoir ce que la commission aura pu ou non découvrir. Il y a de quoi laisser perplexes. Mais pour le monde politique de Washington la seule et grande question est de savoir qui a été le véritable coauteur, comme ceux de M. Paul Laxalt, ancien sénateur du Nevada et très proche ami du couple présidentiel, de M. James Baker, actuel secrétaire au Trésor et prédécesseur de M. Regan, de M. Drew Lewis, ancien secrétaire aux transports, ou encore de M. John Herington, secrétaire à l'énergie, ou de M. William Clark, ancien secrétaire

à l'intérieur et pilier du clan républicain.

On parle de combinaisons possibles entre plusieurs personnalités, et cette incertitude échauffe les esprits — non pas tant parce que le poste de secrétaire d'Etat est une ambition rivale, mais parce que l'homme qui remplacerait M. Regan serait en position de définir un nouvel équilibre au sein de l'entourage présidentiel. Or, personne n'en doute, c'est son entourage, beaucoup plus que le président lui-même, qui aura un rôle déterminant dans la vingtaine de mois de pouvoir qui restent à M. Reagan.

Si l'on ajoute à cela que le rapport Tower devrait donner à voir les contours de la Maison-Blanche et fournir la première chronologie détaillée d'événements dans lesquels plus personne ne se retrouve vraiment depuis longtemps, on comprend aisément que sa publication soit attendue comme un événement décisif.

Que l'enquête tiende ou non ses promesses, il est très possible que la révélation qui marquera le plus soit celle des défaillances de mémoire de M. Reagan. Dans un premier temps, il avait déclaré, le 26 janvier, aux trois membres de la commission qu'il avait armé d'avance la livraison d'armes d'août 1985. Le président avait ainsi confirmé la version constamment donnée par M. Robert McFarlane, qui était à l'époque son conseiller pour les

affaires de sécurité nationale et qui vient de sortir de l'hôpital où il était traité pour sa récente tentative de suicide au Valium.

L'ennemi est que, ce faisant, le président avait également contredit la version développée par M. Donald Regan, qui n'est pas homme à battre facilement en retraite. Plusieurs entretiens entre les deux hommes avaient donc conduit, le 11 février, à de nouvelles déclarations présidentielles à la commission Tower : M. Reagan aurait, en fait, été « surpris » d'apprendre les livraisons faites par Israël.

Tout cela étant mauvais pour l'image du président, il fallait y mettre le bon ordre. C'est pourquoi M. Reagan, selon le Washington Post de mercredi matin, aurait pris la plume pour faire savoir à la commission Tower qu'il n'avait « honnêtement pas souvenir » de la date à laquelle il avait autorisé les livraisons d'armes et qu'il pouvait s'être « laissé influencer par les souvenirs d'autres » que lui.

On aurait peine à croire à l'existence de cette lettre si, mardi, M. Reagan n'avait pas choisi, avec un naturel parfait, de répondre par une question aux questions que des journalistes lui posaient sur ses hésitations chronologiques. « Que tous ceux qui peuvent se souvenir de ce qu'ils faisaient le 8 août 1985 lèvent la main », a-t-il lancé aux correspondants de la Maison-Blanche. Les journalistes présents étant restés

cois, M. Reagan a enchaîné, presque comme se parlant à lui-même : « Je crois qu'il est possible d'oublier. Personne n'a levé la main. »

La séparation des pouvoirs

Ce moment était si confondant que le pire n'est pas forcément à exclure. D'autant que les trois autres enquêtes sur l'« Irangate », celle du procureur spécial, M. Walsh, et celles des commissions spéciales de la Chambre des représentants et du Sénat, se développent bon train.

Celle de M. Walsh a même pris une telle tournure que le lieutenant-colonel North a entrepris, mardi, une action judiciaire pour la faire déclarer anticonstitutionnelle en arguant du fait qu'elle violerait le principe de la séparation des pouvoirs. Le lieutenant-colonel North, « Ollie » pour ses nombreux admirateurs, est l'homme qui, au sein du Conseil national de sécurité, aurait à lui seul conçu et mené le financement de la guérilla anti-iranienne par les bénéfices des ventes d'armes à l'Iran. En échange d'une garantie d'immunité, sa secrétaire aurait révélé comment elle l'avait aidé à détruire de très nombreux documents et en recréer d'autres en documents expurgés.

BERNARD GUETTA.

Enquête sur une photo

M. Le Pen a bel et bien « rencontré » M. Reagan

WASHINGTON de notre correspondant

La publication par le *Quotidien de Paris*, mardi 24 février, d'une photo de M. Jean-Marie Le Pen serrant la main du président Reagan a suscité dans les milieux officiels américains.

Aucun des responsables concernés ne se souvient, en effet, que le dirigeant du Front national ait demandé une audience. Rien ne laisse voir non plus qu'il ait réellement obtenu une et personne ne pouvait concevoir, surtout, que la chose ait été possible tant l'écart est grand entre l'importance de M. Le Pen pour les Etats-Unis et la valeur de quelques instants pris sur l'emploi du temps présidentiel.

Enquêtes conclues, cette photo et sa légende se prêtent pourtant pas à contestation : M. Le Pen a bel et bien — d'une certaine façon — rencontré M. Reagan la semaine dernière. Cela s'est passé vendredi en fin de matinée, durant la brève réception qui a précédé le déjeuner au cours duquel le président américain s'est adressé à la conférence de l'Action politique conservatrice pour

déclarer qu'il gardait « le meilleur pour le dernier acte » [de son mandat].

Quelque vingt-cinq des participants à ce déjeuner ont eu, à cette occasion, la possibilité de se faire photographier avec l'invité d'honneur, et M. Le Pen a compté parmi eux. « C'est là (ce serait peut-être mieux dit) l'unique de lui-même dans le groupe des élus ? Quelqu'un l'y a-t-il introduit ? La réponse n'est, pour l'instant, pas évidente, mais, selon une source gouvernementale des plus fiables, le Conseil national de sécurité aurait été en occurrence « mystifié ».

Introduit par le colonel Pak

La personnalité qui aurait conduit M. Le Pen à cette réception serait le colonel Bo H. Pak — le bras droit du révérend Moon, chef de file de la secte du même nom.

Haut responsable politique du combat anticommuniste multiforme mené par l'Eglise de l'Unification, le colonel Pak est notamment le président de la société News World Communications, qui contrôle le *Washington Times*, le quotidien

dont la ligne éditoriale est, pour les conservateurs américains, une excellente raison de tenir à la liberté de la presse.

L'entourage du colonel Pak n'avait pas donné suite, mardi soir, aux demandes de confirmation ou de démenti qui lui ont été présentées. Un porte-parole officiel des organisateurs de la conférence nationale des conservateurs, M. Richard Ralph, a pu, en revanche, d'une part confirmer que c'était bien durant cet événement que M. Le Pen s'était fait photographier en compagnie de M. Reagan, et, d'autre part, indiquer que le *Washington Times* avait retenu une table de dix convives (à 160 dollars par tête) pour les dîners, jeudi et vendredi soirs, de la conférence.

A en croire une enquête détaillée publiée il y a trois ans par le *Washington Post*, l'Eglise de l'Unification utilise « ses vastes ressources financières à renforcer une alliance nationale avec la nouvelle droite » américaine. Elle aurait, en particulier, accordé un soutien de 500 000 dollars au Comité national d'action publique conservatrice, l'un des organisateurs de la conférence.

B. G.

Asie

AFGHANISTAN

Kaboul ferait de nouvelles propositions à la conférence de Genève

Le ministre afghan des affaires étrangères, M. Abdul Wakil, a confirmé, mardi 24 février au cours d'une conférence de presse à Genève, que son gouvernement fera de nouvelles propositions, portant sur un calendrier de retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, au cours des négociations indirectes avec le Pakistan sous l'égide des Nations unies, qui reprennent ce mercredi (le Monde du 25 février). Il a ajouté que le régime de Kaboul était parvenu à un « accord » avec Moscou à ce sujet, sans fournir de précisions.

M. Chirac charge M. Denias d'une mission

M. Wakil a également indiqué que la politique d'ouverture désignée à l'honneur à Kaboul pour le prochain 25 février, les cérémonies d'un « gouvernement de coalition » qui rassemblerait « sous les couleurs politiques, y compris des représentants de l'ancien régime » afghan. Cette offre, sur laquelle M. Wakil est resté vague, semble traduire un assouplissement, au moins de forme, de la position soviéto-afghane en dépassant la notion de « réconciliation nationale » prônée ces derniers temps par le régime de M. Najibullah. La réouverture afghane avait rejeté cette dernière ouverture. La mise en place d'un tel gouvernement, a précisé

M. Wakil, pourrait intervenir « à tout moment », et ne dépend pas de l'évolution des pourparlers de Genève.

D'autre part, afin d'étudier les implications de la flexibilité nouvelle dont se targue Moscou sur le problème afghan, M. Jacques Chirac a chargé M. Jean-François Denias, vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, d'une « mission d'évaluation » de l'ensemble de la question, afin de présenter au

gouvernement, sous six mois, des propositions sur d'éventuelles initiatives que pourrait prendre la France en vue d'un règlement du conflit.

M. Denias, qui recevait la presse mardi au quai d'Orsay, a souligné que ce travail, effectué en liaison avec le ministère des affaires étrangères, ne faisait pas double emploi avec la médiation de l'ONU, s'agissant d'une réflexion sur tous les aspects du problème afghan. Ce conflit, a-t-il poursuivi, « a valeur de test pour l'ensemble des rapports Est-Ouest », l'intervention sovié-

te en Afghanistan ayant marqué la fin de la détente. « Il serait dommage que la France ne contribue pas à un processus de solution, s'il y en a un », a ajouté l'ancien ministre.

M. Denias, qui avait déjà enquêté auprès des réfugiés et résistants afghans au Pakistan, aura des consultations avec « toutes les parties intéressées » dans le conflit, mais il a précisé qu'une visite à Kaboul n'était pas « prioritaire dans l'immédiat ».

F. D. D.

PHILIPPINES : l'anniversaire de la chute de M. Marcos

Mme Aquino rend hommage à l'armée

Manille (AFP, Reuters, UPI). — La présidente Cory Aquino a ouvert, mercredi 25 février, les cérémonies marquant le premier anniversaire de son arrivée au pouvoir, en rendant hommage aux militaires qui ont contribué, par leur désobéissance, à renverser M. Ferdinand Marcos. Devant deux mille soldats réunis pour un salut aux couleurs en camp Aguinaldo, quartier général des forces armées et point de départ de la rébellion de février 1986, Mme Aquino a appelé les militaires à « jouer leur rôle » désormais dans la défense de la démocratie et de la liberté — une allusion à la lutte

contre la guérilla communiste. Evoquant les tentatives de coups d'Etat militaires auxquelles le gouvernement a échappé depuis, Mme Aquino a déclaré aux soldats : « Tant que vous aurez à rendre compte de vos actes au peuple, le peuple se rassemblera autour de vous comme il l'a fait l'année dernière ». Elle a également souligné qu'il convenait à présent d'« examiner et fortifier » l'armée.

Des milliers de Philippines étaient réunis dans le calme aux coins des rues et près des casernes pour assister aux divers cérémo-

nies, tandis que trois mille soldats ont été placés en état d'alerte, observant cependant une certaine discrétion, et que des hélicoptères survolaient la capitale afin de prévenir d'éventuels troubles.

La télévision gouvernementale a affirmé que deux officiers philippins partisans de M. Marcos avaient regagné le pays, venant des Etats-Unis, dans le but d'assassiner, au cours des cérémonies de mercredi, le général Fidel Ramos, chef d'état-major général des forces armées. Celui-ci a toutefois participé aux cérémonies aux côtés de Mme Aquino.

CANADA

M. Mulroney accepte un débat au Parlement sur le rétablissement de la peine de mort

La peine de mort, abolie en 1976, va de nouveau faire l'objet d'un débat au Parlement d'Ottawa, au risque de déchainer les passions dans l'opinion.

Les plus fervents partisans du retour de la peine de mort militent depuis de nombreuses années dans les rangs de Parti conservateur, qui détient une large majorité (208 députés sur 282) à la Chambre des communes d'Ottawa. L'opposition libérale et néo-démocrate favorise, quant à elle, le statu quo.

MONTREAL de notre correspondant

Bien que personnellement opposé à la peine capitale, le premier ministre, M. Mulroney, avait promis la réouverture de ce délicat dossier durant la campagne électorale qui l'a porté au pouvoir en 1984. Depuis la fin des années 70, une majorité de Canadiens (trois sur quatre, selon les derniers sondages) est favorable à une telle sanction.

Les libéraux de M. Pierre Trudeau avaient néanmoins réussi en 1976 à faire adopter son abolition complète par une courte majorité de six voix. Depuis 1965, la peine de mort, exécutée par pendaison depuis les débuts de la colonisation, n'était plus réservée qu'aux meurtriers de policiers ou de gardiens de prison et les sentences étaient commuées en détention à perpétuité. La dernière pendaison remonte à 1962.

Pas d'échancier précis

Soucieux de permettre un « débat complet et constructif », le gouvernement canadien, lui-même divisé sur la question, a opté pour un long processus sans fixer d'échéancier précis. A l'issue d'un débat qui promet de durer, les députés seront invités à se prononcer librement sur le principe du rétablissement de la peine de mort. Si le vote est favorable, un comité parlementaire sera chargé de consulter la population afin de définir les crimes possibles de cette sentence, ainsi que les modalités de son exécution. Ce comité rédigera alors une proposition de loi qui sera soumise au Parlement au plus tôt dans un an.

MARTINE JACOT.

SURINAME

Les difficultés économiques engendrent un mécontentement populaire croissant

Paramaribo. — Sept ans après le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir au Suriname, le 25 février 1980, le commandant Desi Bouterse, confronté à la guérilla depuis juillet dernier et isolé sur la scène internationale, fait face à un mécontentement populaire et à des difficultés économiques croissantes. A la veille de cet anniversaire, et pour la première fois depuis cinq ans, plusieurs centaines de personnes ont manifesté la semaine dernière dans la capitale, pendant trois jours consécutifs, pour protester contre la pénurie de certaines denrées alimentaires. Lundi 23 et mardi 24 février, la fermeture des écoles secondaires et techniques du pays a été ordonnée à la suite de ces manifestations.

L'action de la guérilla, dirigée par Ronny Brunswijk, qui paralyse l'économie du pays, a coïncidé avec la mise en place d'un gouvernement civil comprenant des représentants des partis traditionnels des syndicats et du patronat, dans le cadre d'un « processus de démocratisation » qui prévoit le vote, le 31 mars prochain, d'une nouvelle Constitution actuellement en cours d'élaboration, et sa ratification par référendum dans les six mois suivants. Ni la lutte armée

ni les démissions récentes au sein du gouvernement ne changeront le calendrier de retour à la démocratie, ont affirmé les autorités, et le commandant Bouterse a annoncé, samedi 21 février, la mise en place d'un « plan de crise » qui prévoit notamment une augmentation des exportations de riz et de bois et un développement du secteur de la pêche, ainsi que la limitation de l'utilisation à des fins privées des produits pétroliers.

7403 réfugiés en Guyane française

Malgré ces décisions, le nombre de réfugiés surinamais qui fuient la zone de conflit armé entre le gouvernement et les rebelles continue d'augmenter. Selon un recensement effectué par la préfecture de la Guyane française, ils étaient 7403 au 17 février, et chaque jour des dizaines d'autres continuent de traverser le fleuve frontière du Maroni. Trois centres d'accueil ont été créés en Guyane pour les recevoir et la France a renforcé ses efforts de sécurité dans cette région. — (AFP, AP, Reuters.)

LE « MUST » DE L'ANNEE BOURSIERE 1987 LES OPEABLES

Un dossier complet de 118 pages sur les 88 sociétés françaises les plus vulnérables, classées par ordre d'intérêt décroissant. Un classement rigoureux selon 8 critères.

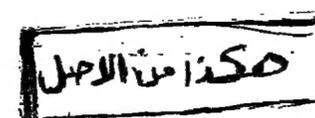
- Capitalisation boursière.
- P.E.R.
- Rentabilité des fonds propres.
- Résultat financier de trésorerie.
- Concurrence.
- Contraintes clients/fournisseurs.
- Avenir du secteur.
- « Découpabilité » des actifs.

Intermédiaires financiers, entreprises, « raiders » ou simples investisseurs boursiers, prenez une longueur d'avance sur le marché.

Nom : _____
 Société : _____
 Tél : _____
 Adresse : _____
 Signature : _____

Je désire recevoir exemplaire(s) du dossier « Les Opéables 1987 » au prix de F.F. 801,00 H.T., soit F.F. 930,00 T.T.C. franco de port l'unité. Bon de commande à retourner à l'attention de M. B. FRANCOIS accompagné d'un chèque de règlement à l'ordre de la Société IXEL.

IXEL
 18, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS
 Tél. : 643720.



صكنا من الاجل



Enquête

La Jamaïque au rythme

La Jamaïque est un peu l'île oubliée de la Caraïbe. Située entre Cuba et Haïti et indépendante depuis 1962, ce pays a pourtant su conserver un système démocratique hérité de trois siècles de colonisation britannique. Au rythme d'une alternance bien ancrée entre les deux principaux partis, la Jamaïque tente de conquérir une place de choix parmi les pays en voie de développement de la région. Mais la crise économique mondiale et la chute des revenus de la bauxite, qui était sa principale ressource, ont conduit l'actuel premier ministre, M. Edward Seaga, à imposer une politique de rigueur très « libérale », qui provoque un mécontentement de plus en plus grand dans la population. L'endettement important du pays constitue aussi l'un de ses handicaps. M. Seaga doit venir en France au début du mois de mars pour renégocier la dette de son pays avec le Club de Paris.

KINGSTON de notre envoyé spécial

ILS sont une vingtaine en grande tenue blanche dans la nuit tombante. Ils chantent, accompagnés par quelques musiciens, en défilant le long d'une rue qui mène au port de la capitale jamaïcaine. C'est l'Armée du salut, dans une île des Caraïbes, qui termine ainsi sa journée. Dans le quartier voisin du centre des affaires de Kingston, un petit café-théâtre ouvre ses portes. Ce soir on y joue une pièce satirique sur la politique et le « féminisme ». La petite baraque de bois simplement couverte d'un toit de tôle est pleine. Devant le décor, que ne cache, aucun rideau, les spectateurs sont assis. A l'heure prévue du spectacle l'assistance se lève et écoute, recueillie... l'hymne national.

Deux exemples, parmi beaucoup d'autres, de l'influence britannique après trois siècles de colonisation. Cette influence déconcerte le visiteur tant elle fait partie intégrante de la réalité

jamaïcaine. A la fin du gouvernement de M. Michael Manley, en 1980, alors que ce pays proche des Etats-Unis s'était de plus en plus tourné vers le voisin cubain et que la situation économique devenait désastreuse, certains observateurs s'attendaient à un coup d'Etat mené par des militaires ou par les éléments conservateurs des milieux affairistes. La « crise » a été résolue par des élections conformes au modèle démocratique de Westminster.

Dans cette île qui débouche sur le canal du Vent, au milieu des

courois britannique, mais il ne dispose d'aucun pouvoir. Le premier ministre est le chef du parti majoritaire de l'Assemblée législative — élus tous les cinq ans — et peut dissoudre le Parlement. Un Sénat, dont treize membres sont désignés par le premier ministre en place, et huit autres par l'opposition, rappelle, lui, le prestigieux Chambre des lords.

Depuis l'indépendance, en 1962, la Jamaïque fonctionne ainsi au rythme de l'alternance entre deux partis : l'un, libéral, le Jamaican Labour Party (JLP),

Les dernières élections générales ont provoqué la mort de six cents personnes lors d'affrontements divers. Mais, dans un mouvement de balancier régulier, les deux partis prennent le pouvoir en alternance après deux mandats. Seulement à ce « modèle de démocratie », l'unique quotidien de l'île, le *Daily Gleaner*, est, de tradition, conservateur.

Le système connaît aussi depuis quelque temps des à-coups imprévus. Trois ans après son élection comme premier ministre, le chef du parti de droite décidait

du parti au pouvoir, et l'opposition ne dispose plus, comme tribune, que du Sénat. C'est l'une des raisons qui conduisent aujourd'hui le PNP à réclamer des élections législatives avant la date normale de fin 1988.

La pression vient aussi de la rue. Après son élection à la tête de l'Etat, M. Seaga, ancien fonctionnaire du FMI, a orienté le pays vers le libéralisme économique.

Aujourd'hui, à Kingston, cette nouvelle donne fait l'objet d'une plaisanterie classique. « Sous l'ancien premier ministre, nous avions de l'argent, mais les magasins étaient vides. Maintenant, les boutiques sont pleines, mais notre pouvoir d'achat s'est considérablement réduit. » Dans le centre des affaires, les magasins de luxe et les galeries marchandes se sont multipliés. Le chômage a, lui, progressé pour atteindre 30 %. Notamment en raison de la baisse des ventes de bauxite et d'alumine, qui assuraient, en 1980, 75 % des revenus de la Jamaïque, contre 30 % aujourd'hui.

Le cauchemar de l'emploi

Mais cette baisse, due à l'évolution des prix du pétrole, n'explique pas tout. La libéralisation de l'économie a aussi entraîné des restructurations et des privatisations. Les rues de Kingston sont maintenant nettoyées par une entreprise privée — et non plus par des employés municipaux — à un coût nettement moindre. L'efficacité de cette méthode a été louée par tous, y compris par l'opposition. La capitale offre un aspect propre et accueillant.

Mais le coût social de ces mesures est élevé. Plus de neuf mille emplois ont ainsi disparu. Trouver du travail devient le cauchemar de tous les jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi. La « dérive libérale », comme l'appelle le secrétaire général du PNP, M. J. Patterson, inquiète aussi d'autres secteurs de la société, comme les étudiants. L'accès à l'université était, depuis le gouvernement de M. Manley, libre et gratuit. Depuis cette année, les droits d'inscription ont

été fixés à 1 500 dollars jamaïcains (un peu plus de 2 000 F).

« L'adoption de cette mesure n'a pas encore provoqué d'importantes manifestations », souligne l'un des chefs de département de l'université de Mona, dont les campus s'étendent sur les hauteurs de Kingston, « mais, à terme, cela peut devenir catastrophique pour les étudiants peu fortunés, d'autant plus qu'une augmentation régulière de ces droits est prévue chaque année ».

L'accroissement de la dette

Les budgets sociaux font, eux aussi, l'objet de réductions. Même si la Jamaïque atteint l'un des niveaux de vie les plus élevés de la région (1 700 dollars américains, à comparer aux 320 d'Haïti), le mécontentement est de plus en plus perceptible. Certaines entreprises publiques réduisent leur train de vie et les emplois. Comme Jamaican Airlines, « la petite perle de la Jamaïque qui vole », selon le slogan publicitaire de la firme. Elle a dû revendre sa flotte de Boeing et ne dispose plus que de deux Airbus. Les autres appareils sont loués ponctuellement à la compagnie trinitarienne. Dans les campagnes, le développement de la culture de la « ganja » (la marijuana) a pris des proportions importantes, permettant des revenus faciles, mais le gouvernement multiplie en ce moment les campagnes d'éradication.

Le mécontentement de la population s'est exprimé lors des dernières élections municipales, en juillet. Le parti d'opposition a remporté plus de 57 % des suffrages.

L'opposition dénonce aussi un accroissement considérable de la dette extérieure, qui est passée, depuis 1980, de 1,5 milliard de dollars à près de 3,5 milliards. Cela malgré l'aide considérable qui a été fournie par les Etats-Unis, l'une des plus importantes, au monde (environ 200 millions de dollars cette année), par rapport au nombre d'habitants.

Le gouvernement de M. Seaga compte sur le rétablissement des



Indépendante depuis 1962, la Jamaïque, « terre des deux » dans le langage des Indiens Arawaks, massacrés lors de la conquête espagnole, est membre du Commonwealth et du CARICOM, la communauté caraïbe qui regroupe une douzaine de pays de la région. Avec une population de 2,3 millions d'habitants, cette île, au relief moyennement montagneux, est légèrement plus étendue que la Corse, avec une superficie de 10 500 kilomètres carrés, et n'est distante que de 800 kilomètres de Miami. Profondément religieux, les Jamaïcains sont en majorité protes-

tants, mais il existe une minorité catholique importante, et les « rastafaris » constituent environ 10 % de la population. Tournaise, selon les résultats des élections, vers Cuba ou vers les Etats-Unis, la Jamaïque est considérée comme un pays en voie de développement. La crise économique mondiale, ajoutée aux problèmes liés au gouvernement de gauche de M. Michael Manley dans les années 70, a considérablement ralenti son développement. L'important accroissement de la population, avec un taux de natalité avoisinant les 30 %, est aussi un frein au « décollage ».

dont le chef est l'actuel premier ministre, M. Edward Seaga ; l'autre, travailliste, le Popular National Party, (PNP), dirigé par M. Michael Manley. Pour parvenir à l'équilibre, deux syndicats d'importance à peu près comparable, le BITU (Businessmen Industrial Trade Union) et le NWU (National Workers Union) soutiennent chacun un parti. BITU, pour le JLP et NWU, pour le PNP.

de dissoudre, comme la Constitution lui en donne le droit, l'Assemblée législative. Selon l'opposition, il rompt ainsi un accord entre les deux partis qui prévoit qu'aucune élection n'aura lieu avant la révision des listes électorales. Le parti de M. Manley refuse alors de participer au scrutin.

Les soixante sièges de l'Assemblée sont donc, depuis 1983, uniquement occupés par des députés

Caraïbes, entre Cuba et Haïti, la devise est élogieuse : « Out of many, one people », « un seul peuple, issu de beaucoup ». Si la population est noire à 95 %, les visages reflètent cette diversité : Indiens, Chinois et Africains cohabitent et partagent souvent la fierté hautaine de la lointaine Albion, dont la marque est omniprésente. Dans le système politique aussi, et avant tout. Un gouverneur général représente la

HISTOIRE

La longue révolte des « Maroons »

ACCOMPONG de notre envoyé spécial

C'EST un village comme les autres au cœur du pays, à 150 kilomètres à l'ouest de la capitale. Pourtant, dès l'arrivée, l'accueil y est différent. D'une camionnette arrêtée à l'entrée de la piste, quelques jeunes se précipitent à la rencontre du visiteur. « Nous vous conduisons au colonel. »

Dans sa petite maison qui surplombe les autres, le colonel Harris N. Cowley montre avec une évidente fierté les nombreux livres qui ornent sa bibliothèque, et indique qu'il s'est en dialogue avec le gouvernement jamaïcain. Nous obtenons donc une assistance limitée pour notre Etat. Mais nous devons aussi négocier avec les autorités britanniques. Rien n'a été prévu pour nous dans la Constitution, au moment de l'indépendance ».

Quatre-vingts ans de lutte

Le « colonel » n'est pas un militaire en rébellion contre le gouvernement. Il est le chef élu de cette communauté de « Maroons ». Un nom vraisemblablement dérivé de deux mots espagnols : « morano », qui signifie « nègre », et « cimarron », qui veut dire « sauvage ». Ce dernier terme étant aujourd'hui employé pour un animal domestiqué qui s'est enfui. Les Maroons ne sont plus guère que quelques milliers à vivre encore en communauté, comme ici, à Accompong, au bordure du Cockpit-Country.

La plus souvent, ils sont fermiers, et accusés de cultiver plus la ganja (la marijuana) qu'autre chose. En fait, comme l'explique la femme du colonel Harvey, « c'est exagéré. Il n'y a pas plus de ganja ici, que partout ailleurs dans le pays ». Simplement, les autorités ont plus tendance à fermer les

yeux pour des raisons politiques. Même si de nombreux descendants de ces esclaves rebelles se sont peu à peu intégrés dans le pays et vivent dans la capitale ou dans d'autres villages de l'île, tous ont en commun la fierté d'une longue histoire.

Celle de ces petites bandes d'esclaves qui commencent à se battre contre les fermiers anglais le long de Blue-Mountain et de Clarendon-Hills, profitant du départ des Espagnols et de l'invasion anglaise en Jamaïque, en 1655. Les bandes grandissent avec l'arrivée de nouveaux esclaves rebelles. Seuls et sans aide extérieure, ils mettent rapidement en danger la colonie. Les autorités britanniques renforcent leurs troupes et des chasseurs cattaïns leur viennent même en aide. Mais les Maroons poursuivent le combat.

Dans le Cockpit-Country principalement, ils fuient les plantations. Du haut de ces collines rocheuses que le frottement rend inaccessibles, ils harcèlent l'ennemi et mènent, à intervalles régulières, une véritable guérilla. Pendant quatre générations.

A leur tête, des chefs comme Cudjo, qu'honore aujourd'hui une plaque sur le monument d'Accomping, en plein centre du village. Il est le grand résistant contre le gouvernement militaire des plantations. Les soldats britanniques baptisent cette région « the Country of look behind », le pays où il faut regarder derrière soi.

Des citoyens libres et indépendants

Accoutumés au climat, connaissant parfaitement le terrain, les Maroons restent hors de portée des fusils britanniques. Après quatre-vingts années de lutte acharnée, la Couronne, lasse des pertes que provoque cet épuisant combat, conclut un premier traité

en 1739. Un accord signé « par le sang » qui conduit les Maroons, enfin reconnus comme des citoyens libres et indépendants, à cesser leur combat. La trêve ne dure que peu de temps. Certains esclaves, qui ont rejoint récemment les rebelles, doivent retourner dans les plantations. Ils refusent. Parmi eux, quelques-uns sont expulsés par bateau vers la Canada. Ils défont l'embarcation et rejoignent l'Afrique. D'autres reprénaient le combat dès 1755.

Un gentilhomme, John Thesp, jamaïcain de naissance, mais éduqué à Cambridge et à Eton, sert ensuite de médiateur, à la fin du dix-huitième siècle. Planter, il remplace les noirs de mules qui servent à brayer le canne par des machines à eau, et amène ainsi une fortune considérable à son retour d'Angleterre. Il est aussi représentant honoraire de la reine.

Epopée... et imbroglio juridique

De son domaine de Good Hope, au sud de ce Cockpit-Country, il négocie l'accord avec les Maroons. Une sorte de gentleman's agreement : « Riez dans vos montagnes et nous vous laisserons en paix. » John Thesp emploie à ce moment trois mille esclaves dans son immense propriété. Elle est dominée par sa maison dont les pierres et les briques ont été amenées directement de Bristol par les bateaux qui, au début du dix-neuvième siècle, transporteront le sucre vers la Grande-Bretagne.

Ces navires font aussi escale en Afrique pour alimenter la Jamaïque en esclaves et compenser l'hémorragie provoquée par la révolte des Maroons.

Près de deux siècles plus tard, cet historique combat prend la forme d'une épopée, suscitée une légitime fierté dans le cœur des Jamaïcains... et provoque un

imbroglio juridique. Car, au moment de l'indépendance en 1962, plus personne ne s'est souvenu de ces révoltés. Le nouvel Etat jamaïcain a, certes, reconnu les traités signés par la Couronne britannique, mais la situation a profondément changé. Le statut des Maroons a été ignoré. Aujourd'hui, ils ne jouent pas d'importance, ne reçoivent aucune aide du gouvernement, comme à Accompong pour l'organisation de leurs élections, mais ne sont pas considérés comme citoyens par les autorités.

Leurs différences deviennent faibles. A Moore-Town, un petit village de Maroons à l'est du pays, le « colonel » n'est pas élu, mais nommé à vie. Plus rigides dans leurs traditions, les Maroons de cette région sont aussi plus intégrés. Ils travaillent souvent à proximité de Port-Antonio, l'un des hauts lieux touristiques de l'île. Beaucoup de jeunes quittent les villages pour se marier et ne plus revenir. Le mythe maroon est tel qu'il ne sont décrits que comme des combattants sauvages et fiers. Mais ils sont le plus souvent des citoyens comme les autres, exerçant des métiers très divers. Le « colonel » Harvey estime à plus de deux cent cinquante mille les Maroons jamaïcains. Ce chiffre ne signifie pas grand-chose. Les descendants des illustres combattants ne représentent pas une force politique organisée.

Mais il reste que les Maroons sont, aujourd'hui encore dans la Jamaïque indépendante, le symbole de « l'esprit de liberté du peuple », comme le dit M. Carey Robinson, du Jamaican Institute, auteur d'un ouvrage sur leur histoire. « Ils ont été à la pointe d'un combat, explique, pour se part, le directeur de la culture du bureau du premier ministre, les Alvin Lewis, bien avant que les Etats-Unis accèdent à l'indépendance. Leur fierté est aujourd'hui la nôtre. »

D. H. G.

EMIGRATION

A Londres, un flot des Caraïbes

LONDRES de notre correspondant

NOTTING HILL est un flot des Caraïbes solidement ancré sur les rives de la Tamise, à quelques encablures des quartiers les plus résidentiels de l'ouest de la capitale britannique.

Depuis des années, le carnaval de Notting Hill est inscrit en bonne place sur le calendrier des principales festivités anglaises. Chaque été, durant un week-end, c'est le grand rendez-vous des communautés « noires » (1), et de plus en plus nombreux, les Blancs y participent pour assister de se convaincre qu'ils vivent désormais dans une société multiculturelle. Le temps d'oublier les tensions raciales qui se sont violemment manifestées lors des émeutes de 1981 et de 1985 dans les quartiers déshérités de Londres et des principales métropoles d'Angleterre.

Trêve à plus d'un titre symbolique, où l'on fraternise dans une atmosphère bon enfant, ce carnaval ne cesse de se diversifier, mais reste quand même une fête essentiellement « rasta » dont la musique dominante est le reggae.

Il ne saurait en être autrement, car avec quatre à cinq cent cinquante mille personnes la population d'origine antillaise est à 60 % jamaïcaine, et représente parmi les minorités de Grande-Bretagne le deuxième groupe ethnique, immédiatement derrière celui des Indes (près de sept cent mille personnes).

Les Jamaïcains ont été des pionniers, puisque, dans les années 50, ils ont constitué le premier flot massif d'immigration au Royaume-Uni. Signe de cette antipathie et d'une très relative intégration, les Antillais se distinguent des autres nouveaux venus dans la mesure où leur mouvement est presque entièrement local, même réparti, où leur taux de natalité est en très nette régression (au point d'atteindre à peine le seuil d'équilibre démographique), et où leur répartition géographique com-

menée à déborder les ghettos traditionnels.

Aussi bien à Londres que dans les grandes agglomérations des Midlands, beaucoup de ceux de la première génération avaient déjà émigré en Angleterre durant la seconde guerre mondiale pour occuper, notamment dans les transports en commun, les emplois laissés vacants par les Britanniques mobilisés. Ainsi perdurent deux décennies ont-ils été largement majoritaires parmi les employés du métro et des bus londoniens, maintenant peu à peu remplacés par d'autres immigrants plus récents.

Leur présence est également très forte au sein du personnel médical et hospitalier (hors d'un tiers des médecins des hôpitaux sont « noirs »).

La communauté dispose de plusieurs hebdomadaires : *West Indian World* (2), *Caribbean Times*, *The Voice*, et un mensuel, *Road*. Les Antillais jouent à présent un rôle de plus en plus important dans le show-biz ou le mode, et de nombreuses émissions de télévision, particulièrement sur le quatrième chaîne, leur sont réservées.

Sur le plan politique, la représentation antillaise est souvent prépondérante dans les collectivités locales, surtout dans plusieurs borough londoniens, Brent ou Lambeth, où plus du quart de la population est d'origine antillaise, africaine ou asiatique. Deux candidats travaillistes de famille jamaïcaine ont, pour la première fois, de bonnes chances de victoire aux prochaines élections législatives, qui auront lieu avant la fin de l'année.

FRANCIS CORNU.

(1) Le terme de Black désigne aussi bien en anglais les immigrants venus des Antilles qu'en Afrique que ceux venus de sous-continent indien ou du reste de l'Asie.

(2) West Indies (Indes Occidentales) en anglais signifie les Antilles.

سكزا من الالاحل

Afrique

Elections législatives et options économiques

L'Algérie sur la voie du réalisme

(Suite de la première page.)
Le renouveau ministériel à épisodes (Le Monde des 11, 14 et 20 février 1986), le mouvement de walis (préfets) et la nomination de nouveaux responsables locaux du parti traduisent la volonté d'avoir « l'homme qui il faut à la place qu'il faut ».

A l'algérienne, sans bouleversements, pratiqués à doses homéopathiques, ces changements indiquent clairement l'émergence d'une nouvelle classe, celle des technocrates. Il n'est plus nécessaire d'être drapé de légitimité historique pour participer à la conduite des affaires. La compétence et la formation priment. Certaines nominations symbolisent cette évolution. Nouveau titulaire du portefeuille des finances, M. Abdelaziz Khelil, par exemple, a forgé sa réputation au ministère du commerce. Dans une période cruciale où les recettes en devises ont chuté de 35 %, il incarne l'efficacité et le réalisme, nouveaux paramètres dans le paysage politique algérien. La nomination du nouveau ministre de l'Industrie lourde est également significative. M. Fayçal Boudra, quarante-cinq ans, ingénieur de formation, a participé en 1968 à la création de la Société nationale de sidérurgie (SNS). Il en était le directeur quand on l'a appelé au gouvernement, dont plusieurs ministres sont, comme lui, spécialistes reconnus dans les secteurs aux destinées desquels ils président.

Le mouvement préfectoral du printemps dernier, passé presque inaperçu faute de noms connus et aussi révélateur. Alors que l'agriculture semble repartir d'un bon pas, qu'elle est la priorité du gouvernement et que des résultats prometteurs sont enregistrés, ça et là, plusieurs des walis nommés sont ingénieurs agronomes.

Une partie sacrée

Le débat politique qui a opposé pendant presque deux ans les partisans de l'ouverture et les tenants de l'orthodoxie socialiste, sans être clos, est passé au second plan après la réunion du dernier comité central. Un certain consensus semble s'être dégagé puisque l'on parle, aussi bien au sein du parti que dans les sphères gouvernementales, de « la nécessité de mobiliser toutes les énergies » pour faire face à la crise. Est-ce que cette volonté ira jusqu'au retour en grâce d'anciens ministres de Boumediène, éloignés du pouvoir au début des années 80 ? Des noms circulent avec insistance, mais rien ne permet encore de l'affirmer. Seul le retour à Alger, la semaine passée, de M. Abdelaziz Bouteflika après six ans d'exil peut accréditer cette thèse.

Le président Chadli a fustigé ceux qui ne jouaient pas le jeu, allant jusqu'à mettre en cause certains walis. Il a dénoncé les

fléaux inhérents aux systèmes qui paralysent les efforts de redressement et de développement. La bureaucratie est clouée au pilori, elle doit disparaître et laisser l'entreprise prospérer en toute autonomie. Le sacro-saint monopole du commerce extérieur est lui-même remis en question.

Après avoir été le promoteur du secteur privé, le président Chadli se fait le chantre de l'autonomie de l'entreprise. Bien sûr, le décalage entre le discours et la réalité est large. Le privé est confronté à mille difficultés qui l'empêchent encore de se développer, et l'entreprise publique est toujours sous tutelle. Mais la volonté politique est claire depuis le débat sur l'enrichissement de la Charte nationale entamé à l'été 1985. Le président Chadli n'a pas dévié de la ligne qu'il s'est fixée. La partie qu'il joue est sacrée. Il a dû contourner maints obstacles et faire de nombreuses concessions, notamment pour sortir d'une « guerre des clans » qui, schématiquement, l'opposait à l'appareil du parti.

Difficulté de la vie quotidienne

Il semble qu'il ait bénéficié, dans cette entreprise, d'un allié de poids : l'armée, qui, en Algérie, a toujours le dernier mot. Elle partage, par-delà ses discussions internes, les mêmes convictions que lui quant à l'avenir économique du pays.

Fort de son soutien, le chef de l'Etat, dont les réformes ont été contrariées ou différées par la crise et le manque de moyens, accablé le mouvement. Le temps presse. Son deuxième mandat arrive à échéance au mois de janvier 1989. Il doit, en moins de deux ans, atteindre un point de non-retour dans la voie de la libéralisation qu'il a choisie. Pour prouver que son choix était le bon s'il se représente ; pour être sûr que son successeur continue d'œuvrer dans le sens de ses convictions profondes s'il n'est pas candidat.

La politique du président Chadli est cependant deservie par les contingences économiques, qui imposent une austerité croissante au peuple algérien et, par voie de conséquence, nuisent à sa popularité. Il est rendu responsable de tous les maux et régulièrement visé par les slogans frondeurs des Algériens, qui n'ont, pour l'instant, d'autres tribunes

pour s'exprimer que celles des stades.

Chaque match de football est l'occasion pour eux de laisser libre cours à une rancœur accumulée depuis de nombreux mois. Les difficultés de la vie quotidienne sont, avec le temps, de plus en plus supportées. Elles ont été, au mois de novembre dernier, à l'origine des violents incidents qui ont fait fiévreusement à la tribune Constantine. Ce qui s'est produit là peut arriver demain ici.

Les pénuries sont constantes. Il est toujours aussi difficile de trouver du café, pourtant mélangé à 50 % de pois chiches. L'huile fait sporadiquement défaut, le beurre aussi. Bien d'autres produits sont « sous tension », selon le terme consacré par la presse algérienne. Impossible de trouver du concentré de tomates, la base de nombreux plats traditionnels, par exemple.

Il est vrai que le Ramadan débute cette année le 29 avril. Selon leurs bonnes habitudes, les Algériens ont commencé depuis longtemps à stocker pour ne pas être démunis pendant le mois sacré où toutes les soirées sont conviviales. Mais il n'est possible de stocker ce que ce qui est disponible sur le marché. Sans doute les autorités feront-elles l'effort de l'approvisionnement, à cette période cruciale où les mécontentements sont exacerbés par de longues journées de jeûne, comme elles le font périodiquement tout au long de l'année pour éviter un peyorisme qui serait aussi une semence en cause définitive de la politique d'ouverture pragmatique du président Chadli.

FREDERIC FRITSCHER.

Après six ans d'exil

M. Bouteflika est rentré au pays

ALGER
de notre correspondant

Le père de la diplomatie algérienne, M. Abdelaziz Bouteflika, est rentré se réinstaller à Alger la semaine dernière, après six ans d'exil en Europe. Ministre des affaires étrangères de 1963 à 1979 dans les gouvernements successifs de Ben Bella et Boumediène, il est à l'origine de l'audience et de la crédibilité internationale de l'Algérie. Il est entré en disgrâce dès l'accession du colonel Chadli Bendjedid à la magistrature suprême. Simple conseiller à la présidence jusqu'en janvier 1984, il a été exclu du bureau politique du FLN en juillet 1981 et quitte le pays quelques mois plus tard pour, officiellement, aller se soigner en Suisse.

Condamné en 1983 par la Cour des comptes à rembourser 2 millions de dinars (environ 3 millions de francs) pour mauvaise gestion de crédits budgétaires, il ne rompra le silence qu'il observait scrupuleusement que pour se défendre de ces accusations de malversations. M. Bouteflika était régulièrement en retraite depuis, et n'avait aucune activité politique connue, pour la France. Il avait fait une réapparition officielle marquée le 7 novembre 1985 lors du cocktail donné pour la fête nationale par l'ambassade d'Algérie à Paris.

F. F.

A TRAVERS LE MONDE

URSS

Le dissident Ogorodnikov a été libéré

Le dissident orthodoxe Alexandre Ogorodnikov, trente-six ans, a été libéré le 14 février et est revenu à Moscou, a indiqué mardi 24 février à Londres le Keston College, une institution spécialisée dans les problèmes religieux en URSS et en Europe de l'Est. L'information a été confirmée à Moscou par l'épouse de l'écroulé, le dissident Andreï Sakharov, M^{me} Borzov.

Le dissident n'a fait aucune déclaration lors de son retour à Moscou, mais a signé un texte soutenant la politique actuelle de libération des prisonniers, a indiqué le Keston College.

Fondateur d'un séminaire chrétien de philosophie religieuse, Alexandre Ogorodnikov avait été condamné une première fois en 1979 à un an de camp pour « parasitisme » et n'avait pas recouvré la liberté depuis. Il s'est vu infliger en 1979 une peine de six ans de camp suivis de cinq ans de rééducation et avait été condamné à trois ans d'internement supplémentaire le 3 avril 1986 pour « violation du règlement intérieur du camp ».

Europe

ITALIE : un colloque sur l'énergie nucléaire

Les hésitations de l'après-Tchernobyl

ROME
de notre correspondant

Une conférence nationale sur l'énergie, attendue depuis des mois comme un événement majeur de la vie publique italienne, est ouverte le mardi 24 février au Palais des sports de l'EUR, la « ville nouvelle » située au sud de Rome. Il s'agit ni plus ni moins d'un débat sur l'avenir du nucléaire en Italie. Le principe de cette rencontre, qui durera jusqu'au 27, avait été décidé par le Parlement au lendemain de la catastrophe de Tchernobyl.

En apparence, le débat porte sur peu de chose : l'Italie ne produit en effet aujourd'hui que 3,8 % de son électricité à partir de centrales nucléaires. C'est l'Etat industriel le plus dépendant de l'étranger (à plus de 80 %) pour ses approvisionnements en énergie. Aussi, à la fin de 1985, une troisième révision du plan énergétique national avait confirmé la volonté du pays de renforcer son potentiel nucléaire : il s'agissait d'aboutir avant l'an 2000 à un doublement de sa capacité (1).

Mais la catastrophe de Tchernobyl a contrarié ce programme et a considérablement embarrasé les partis traditionnellement nucléaires, comme la Démocratie chrétienne et le PCI, et renforcé les mouvements écologistes déjà au plein essor.

Lors du sommet des sept Grands de Tokyo, qui avait suivi de quelques jours Tchernobyl, le président du conseil, le socialiste M. Bettino Craxi, avait répété que les nations industrielles ne pourraient pas se passer du nucléaire. De retour en Italie, il avait cependant ajouté que la catastrophe survenue en Ukraine contraindrait nécessairement chacun à la « réflexion ». Et de fait, dès le début de l'automne dernier, le PSI avait « réfléchi » : l'Italie devait renoncer totalement au nucléaire. Une prise de position si tranchée fut naturellement suspectée d'arbitraire électoraliste : le parti, qui parvient mal à capitaliser les des scrutins l'image positive dont jouit son leader, enfourchait, dit-on alors, un « dada » populaire.

M. Craxi observateur

Le PC, de son côté, était ébranlé : ses députés, réunis en congrès à Florence quelques jours avant Tchernobyl, n'avaient approuvé que de justesse une motion favorable au nucléaire ; un basculement était donc concevable. Le petit mais dynamique parti radical n'est encore mal à recueillir les quelques semaines les cinq cent mille signatures constitutionnellement nécessaires pour obtenir l'organisation de trois référendums, qui risqueraient de paralyser la mise en œuvre du programme énergétique national. La consultation est prévue pour le 14 juin.

Le thème du nucléaire est dès lors devenu le plus brûlant des débats politiques, au même titre que certains dysfonctionnements de la justice sur lesquels les électeurs devraient également se prononcer le 14 juin (Le Monde du 31 janvier). Ainsi la conférence, d'abord prévue

pour la mi-décembre, a-t-elle été deux fois reportée puis a finalement été annulée quelques jours avant son ouverture. Le ministre libéral de l'Industrie, M. Valerio Zanone, chargé de l'organiser ayant abandonné le ministère de l'Ecologie, les Verts s'inquiètent.

Leurs organisations firent savoir, il y a quelques semaines, leur non-participation à une manifestation dont les conclusions leur semblaient données d'avance, en raison de la composition des commissions préparatoires : les physiciens « pro » l'emportent en nombre sur les « anti ». Pour le Parti socialiste, la conférence était un « non-événement » tant ses conclusions semblaient prévisibles. M. Craxi menaçait même de boycotter la séance d'ouverture. Il a finalement décidé d'y aller ce canonnet à l'élite scientifique du pays et de participer, en observateur.

Commissions de douze « sages »

De fait, les rapports introduits ont une très nette saveur « anticlérical ». Il s'agit du fruit de trois mois de travail de trois commissions de douze « sages », chacune présidée par une personnalité incontestée. M. Paolo Bassi, gouverneur honoraire de la Banque d'Italie, a dirigé les travaux du groupe chargé d'étudier les aspects économiques. Les chiffres y ont été très marqués, mais une majorité a conclu que, dans une perspective de croissance économique de grande saignée industrielle, l'Italie ne pourrait pas se permettre de demeurer en dehors de la « culture du nucléaire ».

La commission santé présidée par un éminent chercheur, le professeur Veronesi, a conclu que le risque nucléaire n'était pas supérieur à ceux présentés par les autres sources d'énergie. Enfin la commission chargée des aspects institutionnels a estimé que les décisions en ce domaine devaient relever du pouvoir central, une fois entendues toutes les parties concernées.

Cette conférence nationale n'a pas, en principe, d'autre objectif que d'éclairer le Parlement, qui doit se prononcer en dernière instance. Mais les rapports introduits constituent, à l'évidence, un pavé dans la mare compte tenu de l'état d'esprit dominant dans le pays et au sein d'une fraction non négligeable de la classe politique.

Dans le contexte de crise de la majorité, dû à l'approche d'échéances gouvernementales importantes (2), la tonalité prometteuse des rapports des « sages » (même tempérée par trois journées de débats) ne sert plus guère un Parti socialiste désireux de « ratifier large ». Elle pourrait, en revanche, encourager ceux qui souhaitent anticiper les élections de 1988. Le tense des législatives empêcherait, en effet, l'organisation de référendums où triompherait le sentiment anti-nucléaire alors que la raison, à en croire du moins les experts, ne va pas en ce sens.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Actuellement, trois centrales sont en fonctionnement, dont une seule à Casaccia en Lombardie, peut être qualifiée de « grande centrale moderne ». Une autre est presque achevée à Montalto di Castro à 150 kilomètres au nord de Rome. Et les travaux ont débuté pour un nouvel établissement à Trino Vercellese dans le Piémont. L'Italie produirait alors 6 % de son électricité à partir de la fission atomique.

(2) M. Craxi qui était convenu, en juillet dernier, expressim de laisser la direction du gouvernement à un démocrate chrétien à la fin du mois de mars, a décliné, le 17 février, que le pacte au terme duquel il devait « passer le relais » était « caduc ». La DC vient d'écarter solennellement une « clarification » de la position du leader socialiste.

(Publié)
Jeudi 26/2/1987
à 20 h 30

Grande leçon annuelle Rabbi Akiva ou les grands mystères de la connaissance par Elie Wiesel, prix Nobel de la Paix, au centre Rachl, 30, bd de Port-Royal - Paris 5^e. M^{me} Gobelin.

P.A.F. 120 F membre 100 F
Tél. : 43-31-75-47

SÉNÉGAL

Accord entre les étudiants de Dakar et le gouvernement

Un accord a été conclu, mardi 24 février, entre le gouvernement sénégalais et les représentants de la coordination des étudiants de Dakar (CED), qui devrait déboucher sur une reprise des cours à l'Université et dans les lycées de la capitale sénégalaise, paralysés par une grève depuis plus d'un mois (Le Monde du 21 février). Cet accord en huit points, conclu au terme d'un week-end de négociations, devait être entériné mardi après-midi par la base étudiante, réunie en assemblée générale. Il prévoit le retrait des forces de l'ordre du campus, dès la levée du mot d'ordre de grève lancé par les étudiants le 22 janvier dernier.

Ce mouvement, déclenché à l'origine pour protester contre le non-

paiement des bourses et la mauvaise qualité des repas, avait dégénéré en affrontement avec les forces de l'ordre. Officiellement, ceux-ci avaient fait vingt-sept blessés. L'accord prévoit la mise en place d'une commission chargée d'établir si, comme l'affirment les étudiants, des manifestants ont ou non été tués au cours de ces violences. Le gouvernement s'est, en outre, engagé à prendre en charge les frais médicaux des étudiants blessés, ainsi que le coût des locaux endommagés. En revanche, les autorités sénégalaises ont refusé de céder sur l'une des revendications majeures des étudiants, soit le départ du directeur du centre des œuvres universitaires. — (Reuters.)

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Le combat des parents de Pierre-André Albertini

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Depuis dimanche matin 22 février, M. et M^{me} Albertini sont retenus à l'aéroport de Johannesburg, espérant toujours voir leur fils, Pierre-André, emprisonné depuis le 23 octobre dernier dans le homeland du Ciskei. Cette éventualité a cependant été réduite pratiquement à néant par la justice de ce bantoustan, mardi après-midi. L'attaché général (l'accusation), un magistrat sud-africain.

M. W.-J. Jurgens, a en effet publié un communiqué leur refusant ce droit, tout en proposant de les recevoir.

Une situation bloquée

Même s'il a flu à Jan-Smuts, l'aéroport de Johannesburg, cet entretien avec ce juge qui maintient leur fils en prison n'est pas forcément accablé. Il reste en effet à sortir de l'impasse diplomatique au centre de laquelle se trouvent les époux Albertini. Faute de quoi, le couple sera probablement contraint de prendre le prochain vol UTA de vendredi soir, même si les intéressés ont juré qu'ils ne quitteraient pas le pays sans leur fils.

Le différend entre la France et l'Afrique du Sud risque donc de tourner au vinaigre, Pretoria considérant la venue à Johannesburg de André et Jeanne Albertini (qui n'avaient pas de visa) comme une provocation.

M. Neil Van Heerden, directeur général adjoint du département des affaires étrangères, l'a exprimé en ces termes : « Nous agissons [dans cette affaire] comme un pays tiers, de bonne foi, et nous avons informé les

autorités du Ciskei que nous permettrions à ces gens, pour des raisons humanitaires, de transiter en Afrique du Sud. » M. Van Heerden ajoute : « Le Ciskei a répondu que la permission devait être demandée par l'ambassade de France. » Or de cela il n'est manifestement pas question, Paris, comme toute la communauté internationale, ne reconnaissant pas les homelands auxquels Pretoria a permis de devenir indépendants.

La voie consulaire a été utilisée pour la demande de permis de visite, mais il n'est pas question de Paris d'utiliser la voie diplomatique, à laquelle l'Afrique du Sud voudrait contraindre la France en vue d'une reconnaissance de facto de ce bantoustan. La situation est donc bloquée : Pretoria refuse de faire un geste de plus, estimant être victime d'un « coup de force » et reprochant implicitement aux époux Albertini de se placer un peu trop sur le terrain politique.

Tous deux sont militants du Parti communiste à Evreux, ville dont M^{me} Albertini est conseillère municipale. En décembre dernier, ils avaient pu rendre visite à quatre reprises à leur fils.

A l'époque, Pierre-André n'avait toujours pas été inculpé. Le 15 janvier, l'attaché général a décidé, en fin de compte, de lever toutes les présomptions de charge pesant contre lui, mais a ordonné son maintien en détention. La justice du Ciskei veut en effet qu'il témoigne, à partir du 16 mars, sur les faits reprochés à cinq militants de l'UDF (Front démocratique uni). Elle veut lui voir jouer le rôle de témoin à charge, rôle que ce jeune homme de vingt-sept ans ne paraît pas disposé à endosser.

Après quatre mois de détention, ses parents ont estimé que

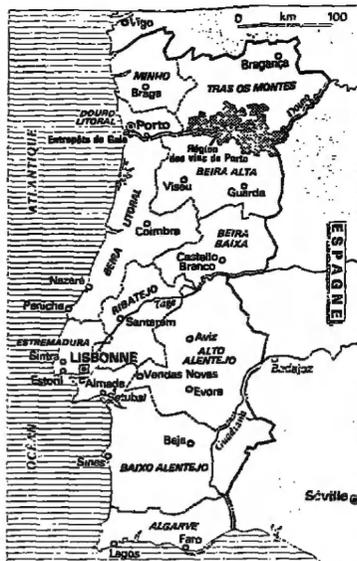
ceci suffisait, que leur fils avait « suffisamment payé » et qu'il est désormais « un otage aux mains des Sud-Africains ». Le 18 février, ils ont déposé une demande de visa auprès de l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris. Les d'attendre une réponse, ils ont décidé d'embarquer samedi pour Johannesburg sans ce visa. Avec le renfort de militants anti-apartheid et l'intervention d'un représentant du Quai d'Orsay, ils sont parvenus à monter à bord de l'avion pour Johannesburg en dépit du règlement, qui oblige les représentants de la compagnie aérienne à signer un visa pour délivrer une carte d'embarquement. Une infraction qui risque de coûter 10 000 rands (5 000 francs) par personne, soit 30 000 F français à la compagnie.

Arrivés à Johannesburg, les époux Albertini n'ont pu sortir de l'aéroport. Depuis, ils attendent dans un hôtel de transit. La possibilité de rentrer en France avec leur fils s'est considérablement amoindrie, mais ils n'ont pas pour autant l'intention d'abandonner leur combat, qui, aujourd'hui, se transforme en dénonciation du régime sud-africain.

MICHEL BOLE-RICHARD.

« Une démission du Parti communiste. — Une démission de parlementaires communistes, conduite par MM. Maxime Gremetz, membre du bureau politique du PCF, et Guy Ducloux, vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a été reçue mardi 24 février au Quai d'Orsay, où elle a demandé l'envoi d'un émissaire du gouvernement français en Afrique du Sud pour demander la libération de Pierre-André Albertini.

Le Portugal européen, an II



Le 1^{er} janvier 1986, le Portugal faisait son entrée effective dans la Communauté européenne. L'arrivage de la première livraison à l'Assemblée européenne célébrerait définitivement plusieurs décennies d'isolement politique et économique, sous-produit des dictatures franquiste et salazariste.

L'Espagne faisait déjà preuve depuis le rétablissement de la démocratie d'un dynamisme économique, d'une volonté de développement qui laissait bien augurer de son intégration dans la Communauté.

Mais le Portugal ? Tous les indicateurs économiques plaçaient ce petit pays de six millions d'habitants dans la position peu enviable de lanterne rouge.

Le choc de l'adhésion, avec ses conséquences : ouverture du marché portugais, « mises aux normes européennes » de l'administration et de la gestion du pays, n'allait-il pas être trop dur pour cette nation qui s'était épuisée dans des guerres coloniales toutes récentes ? Protégé provisoirement par les aménagements de la « période de transition », le Portugal a finalement bien supporté cette petite révolution culturelle et économique.

Les Portugais se détournent désormais de l'Atlantique au profit de l'espace communautaire européen. Encore enclavé à l'extrémité occidentale de l'Europe, difficile d'accès en raison d'un réseau routier d'un autre âge, le Portugal a encore un long chemin à parcourir pour rattraper le retard accumulé pendant ces « trente glorieuses », ces trois décennies de boom

économique dont il fut exclu. Mais on sent, sur les rives du Tage comme sur celles du Douro, une volonté farouche de changer d'époque, même si, en accord avec la mélancolie naturelle de ce peuple, on ne l'exprime pas avec clairs et tambours. Déjà, le Portugal habille une grande partie de l'Europe. Demain, il ambitionne d'être plus que marchand d'habits et fournisseur de porto : une nation moderne et prospère, porte de l'Europe pour qui vient du ponant.

A marche forcée pour recoller au peloton

Il faut trois heures de route pour aller de Matosinhos à Vila-Real-de-Tras-os-Montes. Et, pourtant, moins de 130 km séparent ces deux villes du nord du pays. Au Portugal, en effet, les distances sont plus longues. Les routes sont, pour la plupart, étroites et sinueuses et l'asphalte est mal entretenu.

Ancien port de pêche, Matosinhos a connu un développement accéléré dans les années 60. De nombreuses entreprises s'y sont installées, d'une façon désordonnée et sans aucune préoccupation d'ordre social. Le modèle économique du régime caetaniste fonctionnait ainsi : en exploitant la main-d'œuvre et en utilisant les infrastructures déjà installées. Or, Matosinhos était desservi par un des meilleurs ports maritimes du pays, et l'aéroport de Porto était tout proche. Au centre d'une région traditionnellement très peuplée, Matosinhos allait constituer en outre le lieu de destination d'innombrables paysans désertant les terres pauvres de l'intérieur.

Résultat : selon les dernières statistiques, environ deux cent mille personnes s'entassent dans une commune dont la surface dépasse à peine 70 kilomètres carrés.

Cinq fois plus vaste, la commune de Vila-Real, située de l'autre côté de la cordillère de Marao, compte trois fois moins d'habitants. Exemple même de la stagnation, Vila-Real a assisté, tout au long de son histoire, à des départs massifs vers la côte et vers l'étranger : d'abord vers le Brésil et les Etats-Unis, puis vers la France et l'Allemagne.

Le maire de Matosinhos est socialiste. Celui de Vila-Real est social-démocrate, formation politique qui, en dépit de sa désignation, a adopté une stratégie très conservatrice. Ils se sont présentés tous les deux aux premières élections locales en 1976. Ils les ont gagnées. Depuis, personne n'a réussi à les déloger.

Arrêter l'hémorragie démographique

Le premier, M. Miranda, doit faire face avant tout au problème du logement, mettre fin à la construction clandestine, supprimer les tsadis. Mais il lui faut aussi « rationaliser » le développement industriel de sa commune. « Nous voulons ici des entreprises modernes et rentables. Les autres, nous les refusons ! », s'exclame-t-il. La mairie a acheté des terrains qui, ensuite, ont été cédés à un prix symbolique à des coopératives de construction. Plus de huit mille logements ont été ainsi construits. Des terrains ont également été cédés à l'Association des industriels. L'objectif consistait à installer à Matosinhos le plus grand parc d'expositions



du pays. Ce rêve, vieux de treize ans, est en train de se concrétiser : l'Exponord sera inauguré au mois de mai prochain.

Pour M. Morera, le maire de Vila-Real, il s'agit plutôt d'arrêter l'hémorragie démographique dont souffre la région, d'aider à la formation d'une nouvelle génération d'agriculteurs, de créer les conditions permettant à des industriels d'investir dans la région.

Une partie importante du budget de la ville sera consacrée à la construction et à la réparation de routes et de chemins ruraux, ainsi qu'à l'extension des réseaux d'égouts. D'autre part, le maire se propose de collaborer avec d'autres institutions en vue de l'organisation de cours d'alphabétisation et de centres de formation des jeunes agriculteurs et des jeunes chefs d'entreprise. La création de comités locaux de développement, destinés à « encourager le changement », est aussi prévue.

Développer, moderniser, innover : voilà des mots qui reviennent sans cesse dans les propos des deux élus. L'un et l'autre se sont rapidement familiarisés avec le langage communautaire et ont déjà constitué des piles de dossiers. Ils attendent désormais les financements du FEDER (Fonds européen de développement régional), du FSE (Fonds social européen), du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole).

Les projets, déjà approuvés par les instances communautaires, ne manquent pas. Les promesses d'un remboursement rapide des sommes déjà investies non plus.

Seulement, l'argent tarde à arriver. Telle est du moins l'impression d'une grande partie des responsables municipaux. Regroupés au sein de l'Association nationale des municipalités, ceux-ci protestent contre ce qu'ils considèrent comme étant le reflet de la bureaucratie qui dominerait encore les structures du pouvoir central. Certains accusent même le gouvernement de favoriser les municipalités de sa couleur politique, qui disposeraient, elles, de tous les moyens.

Au ministère du plan et de l'aménagement du territoire, on rejette naturellement de telles accusations. Chiffres à l'appui, le secrétaire d'Etat, M. Penada, explique que les projets sont analysés à Bruxelles par tranches : « D'abord, précise-t-il, la Communauté s'est prononcée sur les grands projets de la responsabilité du gouvernement. Puis elle a donné son avis sur les initiatives de moindre dimension ». La dernière tranche de projets déposée par les municipalités n'aurait été analysée qu'à la fin de l'année 1986. D'où le décalage dans le financement des différentes initiatives.

Adapter les structures communautaires

Viaiblement optimiste, M. Penada souligne la rapidité avec laquelle le gouvernement a répondu au défi de l'adhésion à la CEE : « Tout le monde a été surpris, affirme-t-il, par l'importante quantité de dossiers que nous avons envoyés à Bruxelles en quelques mots. » La CEE a

approuvé, l'année dernière, une série de projets dont le montant dépasse 2 milliards de francs. Environ 36 % seront destinés à des grands travaux dépendant de l'Etat ; 27 % aux municipalités ; 29 % aux entreprises publiques et 8 % aux régions autonomes des Açores et de Madère.

Selon le secrétaire d'Etat au plan, il faudrait néanmoins « adapter les structures de la CEE aux exigences posées par le traité de Rome, qui préconise un développement harmonieux de toutes les régions communautaires ». D'après lui, seule l'intégration des fonds communautaires pourrait permettre à des pays comme le Portugal d'élaborer des programmes, eux aussi intégrés, qui tiendraient compte des différents aspects d'une politique de développement. « Pour obtenir un financement du FEDER, ajoute-t-il, il faut s'adresser à un département déterminé ; de même en ce qui concerne le Fonds social européen et le FEOGA. »

Il faudrait repenser ensuite la répartition des fonds communau-

taires. Ce thème a été au centre des entretiens entre M. Chirac et M. Cavaco Silva. Il a déjà suscité de nombreuses interventions de la délégation portugaise à Bruxelles. On conteste à Lisbonne l'importance, jugée démesurée, de la part destinée à garantir les prix des produits agricoles : 66 % du budget de la Communauté. « Ces sommes, affirme-t-on, permettent aux agriculteurs du nord de l'Europe de maintenir leurs revenus très élevés. » Le principe d'une Europe progressant à une seule vitesse serait ainsi remis en question. En attendant, le Portugal s'apprête à déposer, au siège de la CEE, une liste de sept cents projets qui devraient être financés pendant l'année en cours dans le cadre de différents programmes : programme spécifique pour le développement de l'industrie portugaise, programmes intégrés de développement régional, plan d'investissement de l'administration centrale.

JOSÉ REBELO.
(Lire la suite page 8.)

Banco de Portugal

Portugal : le défi de la modernisation

La politique de relancement graduel de l'économie portugaise menée depuis la fin de 1985 a produit des résultats remarquables pendant la première année de l'entrée du Portugal dans la CEE.

Il n'y a point de doute que l'impact de l'intégration dans la CEE, devenue effective depuis janvier 1986, est une étape-charnière dans l'histoire du pays, et, malgré le défi qu'elle représente, tout porte à croire que le solde sera positif.

La restructuration du secteur financier, la récupération d'entreprises économiquement viables, la réorganisation des entreprises publiques, la définition d'une politique de régionalisation et la réforme fiscale, voici quelques-unes des modifications structurelles que devra sous-tendre la reprise économique.

La baisse des taux d'intérêt, effective depuis le dernier semestre de 1985, a encouragé l'investissement après deux années d'une politique d'austérité qui a produit des résultats favorables au niveau de la balance des paiements.

Un ensemble de mesures ont contribué à moderniser et à diversifier les marchés monétaire et financier, notamment : le développement d'opérations d'open market ; la restructuration du marché monétaire inter-bancaire, et l'ouverture du marché des changes - celui-ci a été élargi à des opérations à terme depuis février 1987.

Dix nouvelles banques privées, portugaises et étrangères, sont actuellement en activité au Portugal.

La création d'institutions spécialisées dans l'offre de capital à risque à des projets d'investissement et à de nouveaux entrepreneurs, le développement des sociétés de crédit-bail, des sociétés immobilières et des fonds d'investissement et la dynamisation du marché des capitaux permettent d'envisager que le secteur financier apportera une contribution très importante au développement de l'économie portugaise.

Sur le plan macro-économique, on a enregistré un redressement remarquable des comptes extérieurs du pays.

Le programme de stabilisation financière entamé en 1983 a atteint les buts visés.

La balance des opérations courantes, qui avait dégagé un déficit record de 3,2 milliards de dollars en 1982, a bondi jusqu'à un bénéfice de 400 milliards de dollars en 1985 et de 1 580 milliards en 1986.

Des gains de productivité, la modernisation de l'évolution des coûts de production et la politique cambiale (évaluation en crawling-peg) ont renforcé la compétitivité internationale des exportations portugaises.

Le PIB a augmenté approximativement de 4 % en 1986, et l'on espère une évolution similaire pour 1987.

La taxe d'inflation est tombée de 29,3 % en 1984 à 19,3 % en 1985 et à 11,7 % en 1986. Le gouvernement a fixé pour 1987 l'objectif de 9 %.

Cet important progrès est l'une des plus remarquables réussites de l'actuelle politique économique ; il est aussi dû à la tombée des prix des produits pétroliers et d'autres matières premières, à la dépréciation du dollar et au programme de stabilisation financière.

L'amélioration des comptes extérieurs et l'évolution positive des réserves étrangères ont permis une politique de gestion de la dette extérieure bien plus efficace. La dette totale a diminué progressivement - en pourcentage du PIB, elle est tombée de 80 à 55 % - et vient d'être renégociée depuis la fin de 1985 à des taux d'intérêt plus favorables.

Le dynamisme montré, les réformes entreprises, le redressement financier : tout porte à croire que la modernisation progressive de l'économie portugaise pourra être poursuivie dans les années à venir, pendant la période d'adaptation des structures du pays à l'intégration européenne.

BANCO DE PORTUGAL
Rua do Ouro, n° 27
1100 Lisboa

صحة من الامم

صكنا من الاجل

LE PORTUGAL EUROPÉEN, AN II

Bruxelles-Lisbonne : le courant passe, l'argent aussi

« Le bilan, en termes d'opinion publique, est extrêmement positif, je dirais trop positif. » Ainsi s'exprime un proche collaborateur de M. Antonio Cardoso e Cunha, le membre portugais de la commission européenne...

ment retiré profit des possibilités financières offertes par la CEE en raison, pour une part, de leurs propres défaillances. Aussi avions-nous des projets prêts, conformes aux normes communautaires...

prises ont bien résisté, on s'en réjouit, mais sans vraiment s'étonner. « Sauf pendant la dictature, le Portugal n'a jamais vécu replié sur lui-même. Il y a une tradition d'ouverture bien plus qu'en Espagne, dans les milieux industriels... »

« Pour le Portugal, la PAC ne peut être un facteur de cohésion », résume un de nos Portugais bruxellois, qui espère que la réforme engagée par les Dix, afin de maîtriser la production et de réduire les dépenses de soutien, sera achevée avant la fin de la période de transition...

Auspices favorables

Le système est rodé et 1987 se présente sous des auspices encore plus favorables. L'ensemble de la classe politique applaudit, à l'exception de la vieille garde communiste et d'une extrême-droite qui ne comptent guère.

Cependant, en dépit de l'euphorie actuelle, ceux qui connaissent le mieux le dossier du Portugal dans la Communauté, pour avoir par exemple pris une part active à la négociation d'adhésion, ne sont pas tout à fait tranquilles. Le désenchantement ne risque-t-il pas de se retrouver au rendez-vous dans quelques années, lorsque le Portugal, et singulièrement son agriculture - aujourd'hui protégée par les dispositions de la période de transition - vont supporter de plein fouet la concurrence ?

Ce sera l'un ou l'autre, car les Allemands, les Britanniques et les Français entendent limiter leur contribution au budget européen. Aussi appellent-ils sans réserve Jacques Delors, le président de la commission, lorsqu'il souligne l'absolue nécessité d'améliorer la cohésion économique et sociale dans la CEE.

Inquiétudes

C'est là une vraie inquiétude. Et la politique agricole commune (PAC), davantage considérée comme un danger plutôt que comme un instrument, dont on pourrait tirer profit, n'est guère populaire. Les Portugais, dont l'agriculture est déficitaire, préféreraient pouvoir continuer à subventionner à bon marché à l'extérieur de la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE

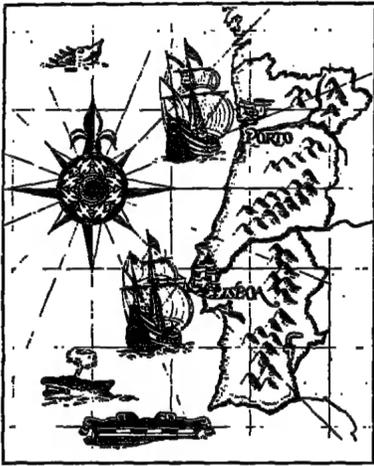
(1) Importations de Portugal en provenance de la CEE : 4,23 milliards d'ECU en 1985, 4,99 en 1986 ; exportations de Portugal vers la CEE : 4,24 milliards d'ECU en 1985, 4,53 en 1986.

PORTO BARROS



LES PORTOS VIEUX

Le MERIDIEN PORTUGAL



...VOTRE PROCHAINE DESTINATION

HOTEL MERIDIEN PORTO • Av. do Barrocelo, 1488 • 4000 PORTO • Tels. 28200-28201 • Telex 22201 FOMPT P • Telex 02754 HOTEL MERIDIEN LISBOA • Rua Commerce 146 • 1000 LISBOA • Tels. 00000-00001 • Telex 64201 LOMPT P • Telex 00001



SIÈGE: 195, Avenida da Liberdade - 1200 Lisboa - Portugal. Tel.: 57 80 05/57 90 05/52 40 68 - Telex: 12191 BESSCL P. FILIALE DE LONDRES: 4 Fenchurch Street - London EC3M 3AT, England. Tel: 01-283 53 81 - Telex: 882064 et 888959 BESSCL G. BUREAU DE REPRÉSENTATION A NEW YORK: 9 West 57th Street, Suite 2765 - New York, N.Y. 10019, U.S.A. Tel: (212) 225 0370 et 225 0378 - Telex: 6720613. FILIALE DE NASSAU: E.D. Sasseon Building, Parkmont Street - P.O. Box N 10124 - Nassau, Bahamas.

A marche forcée pour recoller au peloton

(Suite de la page 7.)

Toute l'opération est coordonnée par M. Valente de Oliveira, un ministre qui bénéficie d'un grand prestige dans le nord du pays, mais qui n'est pas exempt de critiques dans les milieux politiques de la capitale. Son projet de plan pour les trois prochaines années vient d'être rejeté à l'Assemblée. Il s'agissait, assurent les partis politiques de l'opposition, d'un document trop général: « Rien qu'une poignée de bonnes intentions », affirme-t-on.

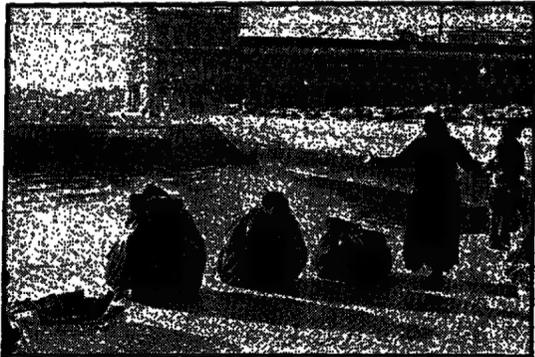
Dans le silence de son bureau ouvrant sur la place du Commerce, symbole du pouvoir politique portugais, M. de Oliveira poursuit pourtant sa tâche, discrètement.

Dès son investiture en octobre 1985, il s'est engagé à démanteler l'ancien ministère des travaux publics. Dans l'ancien régime, les municipalités n'avaient aucun pouvoir, et, pratiquement, tous les investissements locaux étaient de la responsabilité du gouvernement. Après l'adoption, en 1979, de la loi sur le pouvoir local, elles ont pu compter, outre sur leurs ressources propres, sur un financement annuel de l'Etat correspondant à environ 12 % du budget national, ce qui leur donne de considérables capacités d'action. Un pas vers la décentralisation a ainsi été franchi, mais l'appareil bureaucratique concentré dans l'ancien ministère des travaux publics était resté intact.

Son premier objectif ayant été pratiquement atteint, M. de Oliveira s'est tourné vers ce qu'il appelle les « réformes profondes ». L'argent ne lui manque d'ailleurs pas : les financements communautaires affluent ; la dévaluation du dollar et la chute des prix du pétrole ont permis au gouvernement de respirer.

Une politique de l'environnement a également été engagée. En quelques mois, plus de six cents résidences secondaires qui avaient été clandestinement construites à Arrabida, belle plage située dans les environs de Lisbonne, ont été démolies. Une fin identique est déjà annoncée pour les constructions clandestines qui envahissent la Serra da Estrela, la plus haute montagne du Portugal.

Carte blanche a été aussi donnée au secrétaire d'Etat à la recherche scientifique pour redresser la situation dans ce domaine. Organe exécutif de ce secrétariat, la Junta nationale de la recherche scientifique et tech-



AGUIAR INHAMEL

nologique disposait, en 1985, d'un budget insignifiant de 6 millions de francs. Ce budget est passé à 40 millions de francs en 1986 et à 100 millions en 1987. Sans négliger la recherche fondamentale, la JNRSST a donné la priorité à des projets visant la modernisation du réseau industriel. Cette année, plus de deux cents contrats de recherche ont déjà été passés entre la Junta et ses interlocuteurs : groupes de chercheurs, universités, entreprises.

Vocation régionale

Le président de la Junta, M. Mariano Gago, un jeune chercheur qui s'est spécialisé en France, compte sur un doublement en trois ans du nombre de chercheurs, ce qui, espère-t-il, « contribuera à la relance de la capacité technologique des entreprises nationales ». En effet, de 1978 à 1982, le nombre des brevets d'invention enregistrés au nom de citoyens ou d'institutions portugaises n'a pas atteint 4 %. L'écrasante majorité des demandes est parvenue d'entreprises étrangères. Ces derniers emploient, en outre, la plupart des chercheurs travaillant dans le privé : 20 % du total. La dimension des entreprises portugaises ne permet pas, il est vrai, de grands investissements dans ce domaine. Les petites entreprises ayant moins de cinquante ouvriers emploient 83 % du total de la main-d'œuvre du secteur industriel, contre 1 % qui travaille dans

des entreprises ayant des effectifs supérieurs à mille personnes. Lisbonne, Porto et Coimbra constituaient, avant la révolution d'avril 1974, les seuls centres universitaires du pays, situés au cœur des régions les plus développées. Après la démocratisation du régime, des universités ont été créées dans les provinces de l'intérieur, ainsi que dans les archipels des Açores et de Madère. Universités de seconde catégorie ? Toujours est-il que l'intelligentsia portugaise reste concentrée dans les grandes villes côtières.

A en croire les déclarations officielles, le moment serait venu de relancer de façon décisive les universités ayant une vocation régionale. A titre d'exemple, on cite l'université qui a été créée dans le Nord-est du Portugal ; ses cours ont commencé en 1975. Ses programmes ont été adaptés aux besoins de la région : sciences agricoles, biologie, géothermie, cours vétérinaires. Plus d'un millier et demi d'étudiants, venus pour la plupart des villes voisines, y sont inscrits. L'université organise, en outre, des cours intensifs de six mois d'informatique et de gestion, destinés à des jeunes ayant une formation secondaire. Pour mieux marquer ses relations avec l'extérieur, le conseil consultatif de l'université intègre des élus locaux ainsi que des chefs d'entreprise.

Ce même souci d'agir sur les zones les plus arriérées est à l'origine d'un plan de formation d'agents de développement, subventionné par l'Organisation internationale du travail et par le programme des Nations unies pour le développement, qui sera

lancé au mois de mai prochain.

Indépendamment des divisions et des querelles partisans, tous les discours politiques s'accordent sur un point : il faut combler au plus vite le fossé qui sépare le pays du reste de la Communauté. Tâche difficile. Il y a encore au Portugal 27 % d'analphabètes, un taux trois fois supérieur à celui de l'Espagne. Comparativement aux autres pays d'Europe communautaire, il y a au Portugal, pour mille habitants, deux fois moins de voitures et d'appareils de télévision, trois fois moins de téléphones ; le produit intérieur brut per capita est de 50 % en moins. Et la mortalité infantile deux fois plus élevée.

Le taux de chômage dépasse 10 %, et 64 % des demandeurs d'emploi sont âgés de moins de trente ans. Le secteur agricole absorbe 22 % de la main-d'œuvre active, mais la productivité y est extrêmement faible. Aussi le pays favorise-t-il la moitié des produits alimentaires qu'il consomme. La même dépendance à l'égard de l'étranger se vérifie en matière énergétique : 85 % de l'énergie dépensée est importée.

Selon les prévisions du gouvernement, l'expansion qui marque l'économie portugaise depuis l'année dernière va s'accroître dans les trois prochaines années. On estime que l'investissement augmentera à un rythme de 8 % à 10 % et le produit intérieur brut de 4 % à 5 %. Le taux d'inflation continuera à baisser : de 8 % à 9 % en 1987 à 4 % à 6 % en 1988. Une réforme du système fiscal allégera l'impôt sur le travail et favorisera la création de nouveaux emplois, sera bientôt adoptée. L'objectif consiste à ramener le taux de chômage à 7 % d'ici à la fin de l'année 1990. L'optimisme est ainsi de mise dans les milieux officiels, même si des bruits courrent dans les couloirs des ministères et des sièges des partis politiques sur l'éventualité d'élections législatives anticipées, auxquelles l'opinion publique d'ailleurs est largement hostile.

JOSÉ REBELO

LES AÇORES : L'EUROPE D'EXTRÊME-OCCIDENT

Le repli sur l'archipel de M. Mota Amaral, « étoile errante » de la droite portugaise

APRÈS avoir obtenu brillamment sa licence en droit en 1966, à l'âge de vingt-trois ans, M. José Bosco Mota Amaral installe son cabinet d'avocat à Lisbonne en 1967. Elle député en 1969, il continue, avec MM. Sá Carneiro, Magalhães Mota et Pinto Balsemão, la « tendance libérale ». Leur objectif : transformer le régime de l'intérieur. C'était le temps de « printemps caudilles », du nom du président du conseil, M. Marcelo Caetano. Mais, pressé par l'extrême droite, celui-ci mettrait fin, dès 1971, à tous les rêves libéraux. M. Mota Amaral se retirait alors de la vie politique, et entreprenait une série de voyages d'études, notamment aux États-Unis, à l'invitation du gouvernement américain.

En 1974, au lendemain de la révolution d'avril, il reprend son activité politique. Quelques jours après le « mouvement des capitaines », il est aux Açores, où il crée la branche régionale du Parti populaire démocratique, qui deviendra le Parti social-démocrate.

Elu à l'Assemblée constituante, il prend la tête d'un groupe de députés qui revendiquent l'autonomie politique et administrative des Açores et de Madère. M. Mota Amaral est alors appelé par le gouvernement de Lisbonne pour faire partie d'une commission chargée d'élaborer le statut provisoire des deux archipels. Le 3 septembre 1976, il est « naturellement » élu président du gouvernement régional des Açores, fonction qu'il exercera pratiquement sans opposition, son parti ayant toujours disposé de la majorité au Parlement régional.

Négociateur très habile, M. Mota Amaral a joué la carte de la séparation afin de contrer les tendances centralisatrices qui se dessinaient à Lisbonne, en ces premières années de la « révolution ». Mais lorsque des pouvoirs importants furent transférés à

l'exécutif régional, en application du statut d'autonomie, le jeune leader se détacha du Front de libération des Açores (FLA), qui, aujourd'hui, ne regroupe guère que quelques nostalgiques de projet indépendantiste.

L'épouse de l'archipel n'était pas en mesure de satisfaire l'ambition politique de M. Mota Amaral. Aussi a-t-il été de toutes les crises qui ont agité son parti : congrès houleux, auxquels le président des Açores arrivait en milieu de séance, manifestait son opinion, formait une majorité et repartait vers les îles avant même la fin des travaux. En 1984, le PSD est de nouveau décliné, à l'heure du choix du candidat social-démocrate à l'élection présidentielle. Trois courants s'affirment : l'un, dirigé par M. Mota Amaral, président du parti, plutôt favorable à la candidature du socialiste, M. Mario Soares ; l'autre, plus conservateur, souhaite, en cas de victoire du candidat démocrate-chrétien, M. Freitas do Amaral, une alliance PSD-CDS (Parti social-démocrate/Centre démocratique et social) ; enfin, le courant technocrate et modéré se prononce en faveur des « Européens convaincus », tels MM. Sálgueiro et Machete, qui voient en M. Mota Amaral, le dirigeant le mieux placé pour sauvegarder l'identité du parti.

M. Mota Amaral accepte le défi, et se déclare prêt à participer à la course à la présidence.

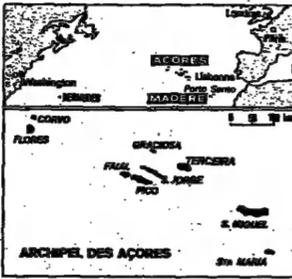
Mais le président du parti, M. Mota Pinto, décide, et les événements se précipitent. A l'issue du congrès qui se tient en mai 1985, M. Cavaco Silva emporte à la surprise générale, la direction du PSD. C'est une victoire de l'aile droite du parti, qui impose le

soutien des sociaux-démocrates à la candidature aux présidentielles du démocrate-chrétien, M. Freitas do Amaral. Cependant, malgré une forte mobilisation, M. Freitas do Amaral ne peut s'opposer à la dynamique socialiste. M. Mario Soares est élu président.

« La guerre des drapeaux »

Le candidat soutenu par le PSD a certes perdu la bataille des présidentielles, mais M. Cavaco Silva, premier ministre social-démocrate, a renforcé son autorité au sein du parti comme au sein du gouvernement.

A 2 000 kilomètres de là, M. Mota Amaral a assisté, impuissant, à cette reprise en main du parti. Localement même, son pouvoir est mis à mal : l'été dernier, un article du projet de statut d'autonomie des Açores reconnaissait au drapeau de la



région, les mêmes honneurs qu'au drapeau national. Protests des militaires et veto du chef de l'Etat.

En deuxième lecture, les députés supprimèrent l'article incriminé. M. Mota Amaral sortit vaincu de la « guerre des drapeaux ».

Quelques semaines plus tard, nouvelle défaite : M. Mota Amaral exigeait que le pouvoir central nomme un civil, né aux Açores, au poste de ministre de la République (représentant de Lisbonne dans l'archipel). Le président de la République nomma le général Rocha Vieira, né en Algarve, en métropole.

M. Mota Amaral, en butte au premier ministre, social-démocrate également, écarté par les « barons » de son parti, se retranche désormais dans son palais rose, qui domine la ville de Ponta Delgada.

Mais son étoile a pâli : son projet présidentiel a également divisé les sociaux-démocrates de la

région ; et dans la perspective de cette élection, des notables locaux avaient pensé venu le temps d'envisager sa succession à la tête de l'exécutif régional. Les antagonismes ont été violents et les cicatrices sont mal fermées. Le temps de l'unanimité n'est plus. La stratégie de M. Mota Amaral est ouvertement critiquée, et son populisme dénoncé : « Chaque dimanche, il fait le tour des églises et il ne manque aucune fête populaire », affirme-t-on.

Certains considèrent que le règne de ce catholique fervent, membre de l'Opus Dei, dont l'ascétisme a marqué la première décennie de l'autonomie des Açores, est désormais en péril. C'est l'annonce d'une traversée du désert, sans doute difficile pour un leader dont la carrière politique n'avait jamais connu de revers.

Interrogé sur cette mauvaise passe, M. Mota Amaral éclate de rire, d'une façon un peu trop exubérante peut-être pour ne pas cacher une certaine déconvenue. Levant au ciel les mains qu'il croit pieusement sur ses genoux et, d'un geste large, il assure : « C'est même plus grave que cela, car je risque de devenir une étoile errante. » Puis il réfléchit et ajoute : « Après tout, il faut savoir prendre son temps. »

En attendant des jours meilleurs, le président de la région des Açores a profondément remanié son gouvernement. Quelques personnalités trop encombrantes ont été écartées. Pour les remplacer, M. Mota Amaral a désigné des jeunes beaucoup plus enthousiastes, à l'abri, pour l'instant du moins, du « virus de l'intrigue ». J. R.

Une « pépinière » d'intellectuels

L'archipel volcanique des Açores se compose de neuf îles situées à environ 1 500 kilomètres de la côte portugaise. La plus importante, Sao-Miguel abrite la capitale, Ponta Delgada. La population totale est de 350 000 habitants. Comme Madère, la région des Açores jouit d'un statut de large autonomie.

Restée à l'écart des grands flux touristiques pour des raisons climatiques — le temps est doux toute l'année, mais variable et souvent pluvieux — l'archipel tire ses ressources principales de l'agriculture et de la pêche. L'île de Terceira abrite une importante base de l'armée américaine.

Les Açores ont donné au pays bon nombre d'intellectuels, d'hommes politiques de premier plan, qui jouent encore aujourd'hui un rôle important dans la vie publique du Portugal.

Le revenu par capita y est plus élevé que sur le continent, le record étant détenu par la petite île de Corvo (300 habitants), isolée six mois par an, mais qui reçoit les dollars de ses ressortissants immigrés aux États-Unis, qui ont, dit-on, fort bien réussi.

Advertisement for PORTO OFFLEY wine, featuring a bottle and glasses. Text includes 'L'ORGUEIL DU PORTUGAL DEPUIS 1737' and '250^e Anniversaire'.

scoller au peloton



Advertisement for 'Intelmatique' services. Text includes: 'S SERVICES GRAND 500 — LE NOMBRE ON — LE NOMBRE MOIS: 4 MILLIONS', 'ELECTRONIQUE NATIONAL', 'EXION PAR MOIS', 'SEURS DE SERVICES: TIPLIÉ PAR 3 EN UN 400 000 UTENTES', 'O EM GERAL E OS', 'PROFISSIONAIS — 30 MILHÕES DE CHAMADAS POR MÊS — 4 MILHÕES DE HORAS DE CONEXÃO POR MÊS — UMA LISTA TELEFONICA NACIONAL ELECTRONICA COM 700 000 HORAS DE CONEXÃO POR MÊS — 800 MILHÕES DE FRANÇOS (CERCA DE DEZOITO MILHÕES DE CONTOS) DE RENDIMENTOS PARA OS FORNECEDORES DE SERVIÇOS VIDEOTEX (TRIPLICOU NUM ANO) — UM SUCESSO SEM PRECEDENTE!', 'LES USAGERS: 2.400.000 — LES SERVICES GRAND PUBLIC ou PROFESSIONNELS: 3.500 — LE NOMBRE D'APPELS PAR MOIS: 30 MILLIONS — LE NOMBRE D'HEURES DE CONNEXION PAR MOIS: 4 MILLIONS — UN ANNUAIRE TELEPHONIQUE ELECTRONIQUE NATIONAL: 700.000 HEURES DE CONNEXION PAR MOIS — DES REVENUS POUR LES FOURNISSEURS DE SERVICES: 800 MILLIONS DE FRANÇOS (MULTIPLIÉ PAR 3 EN UN AN) — UN SUCCÈS UNIQUE — 2 400 000 UTENTES — 3500 SERVIÇOS PARA O PÚBLICO EM GERAL E OS PROFISSIONAIS — 30 MILHÕES DE CHAMADAS POR MÊS — 4 MILHÕES DE HORAS DE CONEXÃO POR MÊS — UMA LISTA TELEFONICA NACIONAL ELECTRONICA COM 700 000 HORAS DE CONEXÃO POR MÊS — 800 MILHÕES DE FRANÇOS (CERCA DE DEZOITO MILHÕES DE CONTOS) DE RENDIMENTOS PARA OS FORNECEDORES DE SERVIÇOS VIDEOTEX (TRIPLICOU NUM ANO) — UM SUCESSO SEM PRECEDENTE!', 'LES USAGERS: 2.400.000 — LES SERVICES GRAND PUBLIC ou PROFESSIONNELS: 3.500 — LE NOMBRE D'APPELS PAR MOIS: 30 MILLIONS — LE NOMBRE D'HEURES DE CONNEXION PAR MOIS: 4 MILLIONS — UN ANNUAIRE TELEPHONIQUE ELECTRONIQUE NATIONAL: 700.000 HEURES DE CONNEXION PAR MOIS'.

Advertisement for 'Le pays où il fait beau investir'. Text includes: 'Membre de la CEE depuis le 1^{er} janvier 1986, le Portugal s'est doté d'une nouvelle législation qui rend les investissements étrangers plus rapides et plus aisés, le rapatriement des bénéfices et des capitaux étant garanti.', 'De ce fait, les compagnies possédant capitaux et expertise technologique et désirant avoir accès aux 12 pays membres de la CEE auront le plus grand intérêt à se renseigner sur les bénéfices qu'ils tireront de leur implantation au Portugal. Texas Instruments, Bayer, General Motors, Heinz, Control Data, Hoechst, Siemens, Renault, Toyota et Dow Chemical, parmi d'autres, l'ont fait, avec le plus grand succès.', 'Des banques telles que Manufacturers Hanover Trust, Citibank, Chase Manhattan, Barclays Bank et la Banque nationale de Paris s'y sont installées.', 'Le Portugal s'ouvre délibérément à l'économie internationale, pour renseignements et soutien légal, adressez-vous à l'Institut de l'Investissement Étranger Portugal'.

Handwritten text in Arabic script: 'سكنا من الاجل'

هكذا من الاعمال

Une démocratie stabilisée

SUR les murs de Lisbonne sont peut-être écrites les meilleures pages d'histoire politique de ce Portugal qui a rattrapé, en dix ans, cinq décennies d'immobilisme, de torpeur et d'exclusion des grands débats du siècle.

Ramené dans le giron des démocraties occidentales par la révolution des œillets d'avril 1974, dont les héros, colonels et capitaines d'une armée épuisée par les guerres coloniales, ont connu des fortunes diverses, le Portugal vit aujourd'hui si intensément la démocratie retrouvée qu'on a peine à se l'imaginer sous la férule du docteur Oliveira Salazar.

Les murs parlent : fautes peut-être de services municipaux de nettoyage, slogans, peintures murales, affiches, racontent les

passions politiques du pays et constituent pour le visiteur un aide-mémoire fort utile pour se repérer dans cette histoire passionnément compliquée qui s'étend du coup d'Etat du 25 avril 1974 à l'élection, en 1985, de M. Mario Soares à la présidence de la République. On peut encore lire des « Soares rua » (Soares à la porte) dans les quartiers populaires de la capitale portugaise. Ces slogans, vengeurs ne signifient pas que l'actuel président de la République soit impopulaire : bien au contraire, les sondages le placent aujourd'hui au firmament. Ils datent de l'époque où, premier ministre, il s'appretait à perdre les élections législatives et à céder la place à l'actuel chef du gouvernement, M. Anibal Cavaco Silva, chef du Parti social-démocrate, principale formation d'un centre

droit qui a aujourd'hui le vent en poupe. Ce qui ne l'empêche pas, un an plus tard, à la surprise générale, d'emporter l'élection présidentielle et de pratiquer, avec le premier ministre, une forme de cohabitation que chacun s'accorde à qualifier d'harmonieuse.

Nulle petite phrase ou mise en garde n'est venue, en huit mois, perturber la bonne entente qui règne entre le palais de Belem, résidence du chef de l'Etat, et Sao Bento, où demeure M. Cavaco Silva. Bien au contraire, lorsque M. Mario Soares tape du poing sur la table, c'est pour opposer son veto à une loi sur la radio que ses amis du Parti socialiste ont votée contre les partisans du premier ministre.

Evolution à droite et à gauche

Mario Soares aurait-il donc cessé d'être socialiste le jour où, solennellement, il prêta serment devant un parterre prestigieux de chefs d'Etat ? S'il a formellement rendu sa carte du PS et passé la main à M. Vitor Constancio à la tête du parti, personne ne songe à l'accuser d'apostasie.

Son passé de militant antifasciste, sa présence constante aux avant-postes du combat politique depuis 1974, et enfin la majorité qui lui a permis de prendre le meilleur sur M. Feitas de Amaral témoignent de son ancrage dans cette gauche portugaise qui parvient à surmonter ses divisions dès que se profile le spectre du retour au passé. Non, l'attitude de M. Soares s'explique plutôt par son instinct très sûr de la chose politique de son pays. Le caractère minoritaire du gouvernement monocolor PSD de M. Cavaco Silva est contrebalancé par la très forte popularité du premier ministre, et surtout par l'incapacité de l'opposition de s'unir pour une solution de rechange au gouvernement en place.

Enfin, l'Assemblée nationale élue au mois d'octobre 1985 ne reflète qu'imparfaitement le rapport de forces réel dans le pays.

Avec 30 % des suffrages et quatre-vingt-six députés, le Parti social-démocrate constitue aujourd'hui le pôle de rassemblement potentiel d'un centre droit et d'une droite dont l'autre composante, le Centre démocratique et social (12 % des suffrages en 1985) est en perte de vitesse depuis la défaite du candidat Feitas de Amaral à l'élection présidentielle.

La situation à gauche est également en évolution. Le Parti communiste portugais subit, avec du retard, l'érosion dont est victime

réforme agraire, et sur un mouvement syndical qu'il contrôle encore pour l'essentiel. Le Mouvement démocratique portugais cherche aujourd'hui à diversifier ses alliances, n'excluant pas de collaborer avec le Parti socialiste, ce qui, on peut l'imaginer, ne fait pas l'affaire du Parti communiste, qui trouvait fort commode cette petite formation de « compagnons de route » pour ne pas avoir à se présenter seul devant les électeurs.

Le Parti socialiste, de son côté, se remet lentement de la très sévère défaite subie aux dernières

élections législatives. L'espace d'un dimanche, il perdit seize points dans l'électorat, passant de 36 % à un peu plus de 20 % des suffrages. La crise économique, les difficultés d'adaptation à la modernité d'un Portugal secoué par les maladies infantiles d'une démocratie qui se cherche avaient été mises au passif d'un Parti socialiste hégémonique depuis la mise au pas des militaires et civils d'extrême gauche qui rêvaient de l'instauration d'une démocratie populaire luthérienne.

Le PS, de toute façon, vaut bien plus en cas d'élections anticipées que les 20,5 % des suffrages de 1984. Une situation qui ne laisse pas de préoccuper cette troisième composante de la gauche portugaise qu'est le PRD (Parti rénovateur démocratique), conduit par l'ancien président de la République, M. Ramalho Eanes. Parti hybride, conservateur dans sa vision de la société, mais populiste dans son mode d'approche des problèmes politiques quotidiens, le PRD n'est pas parvenu à transformer l'essai des élections législatives de 1984 qui faisaient de lui la troisième force du pays avec 15 % des voix.

Malgré la popularité encore intacte du général Eanes, officier qui participa au coup d'Etat de 1974, et président respecté pendant deux mandats, le PRD a beaucoup de mal à trouver sa place sur un schéma politique qui a tendance à se normaliser, c'est-à-dire à dégager deux grandes forces susceptibles d'accession au pouvoir. Un problème résolu qui se pose de manière encore plus aiguë à l'extrême gauche, dont l'activité yéménite sur les mers est inversement proportionnelle à son influence dans la population : l'atténuation et la probable banalisation de son principal porte-drapeau, Otelo de Carvalho, soupçonné de complicité avec le groupuscule terroriste FP 25 dont le procès doit se terminer au mois d'avril, font partie de son lien symbolique avec la révolution des œillets.

LUC ROSENZWEIG



l'ensemble du mouvement communiste des pays d'Europe de l'Ouest. Si cette perte d'influence est moins spectaculaire que celles du Parti communiste espagnol ou du PCF, cela est dû pour une bonne part à l'intelligence pragmatique d'un leader charismatique, M. Alvaro Cunhal, dont la fidélité à Moscou est compensée, en politique intérieure, par une faculté d'adaptation aux circonstances. Néanmoins, les signes de craquement se multiplient : l'éclatement, au niveau national, de l'APU (Alliance du peuple uni) — sigle sous lequel se présentaient aux élections le Parti communiste et ses alliés du MDP (Mouvement démocratique portugais) — préfigure l'isolement d'un parti qui se replie sur ses places fortes régionales — l'Alentejo de la

élections législatives. L'espace d'un dimanche, il perdit seize points dans l'électorat, passant de 36 % à un peu plus de 20 % des suffrages. La crise économique, les difficultés d'adaptation à la modernité d'un Portugal secoué par les maladies infantiles d'une démocratie qui se cherche avaient été mises au passif d'un Parti socialiste hégémonique depuis la mise au pas des militaires et civils d'extrême gauche qui rêvaient de l'instauration d'une démocratie populaire luthérienne.

Aujourd'hui, alors que les passions de la révolution des œillets se sont calmées et que le consensus existe sur des points aussi fondamentaux que la fidélité du pays à l'alliance atlantique, le bien-fondé de l'intégration du Portugal dans la CEE, la néces-

INSTITUTO DO VINHO DO PORTO
RUA FERREIRA BORGES
PORTO

BANCO DE PORTUGAL
Société en France
31, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

LE CRÉDIT LYONNAIS, PRÉSENT AU PORTUGAL DEPUIS PRÈS D'UN SIÈCLE. MET À VOTRE DISPOSITION SES FILIALES :

CRÉDIT FRANCO-PORTUGAIS
SIÈGE - LISBONNE - RUE CAMILO CASTELO BRANCO, 48 - TEL. 52.54.70
TELEX 64 205/6 CRÉDIT P.

- Opérations bancaires classiques.
- Assistance aux investisseurs.
- Recherches de débouchés et partenaires commerciaux.
- Introductions en Bourse.

SLIBAIL PORTUGUESA
COMPAGNIE DE LOCATION FINANCIÈRE, S.A.

CRÉDIT LYONNAIS
LE MOUVEMENT DE BANCQUE

PORTO
VER SUR
FRAN

Le Mon

TRAI

ent
et l

CAIX

Le plus de

Toute la magie du porto

Ly à entre la France et les vins de Porto un vrai mariage d'amour. Depuis 1963 précisément, année qui vit l'Hexagone ravir à l'Angleterre la première place des pays importateurs. Joste retour aux sources en définitive, puisque dit que les cépages de la haute vallée du Douro furent importés de Bourgogne à la fin du onzième siècle.

Un pays qui produit du liège ne peut pas ne pas produire du vin. Il fallut longtemps toutefois pour voir codifier la pratique qui donna naissance aux portos d'aujourd'hui. Une pratique complexe et trop mal connue, pour l'essentiel à une étroite collaboration entre le Portugal et l'Angleterre, qui, privé des vins bordelais à la fin du dix-septième siècle, chercha à Porto ce qu'elle ne trouvait plus en Gironde.

Ainsi les vins de Porto prirent-ils leur essor sous l'impulsion des jeux politiques internationaux. Ce ne fut ni sans étonnements ni sans erreurs. Le monopole du commerce de la laine anglaise ayant, au traité de Methuen (1703), été échangé contre celui de ces vins, il fallut rapidement en réglementer la production et veiller au maintien de leur qualité. C'est cette mission que remplit aujourd'hui le célèbre Instituto do Vinho do Porto, organisme officiel chargé de garantir l'authenticité de ces vins.

Grand consommateur (plus d'un tiers de la production selon les derniers statistiques), le Français connaît mal le porto. Ce dernier ne correspond nullement à l'image que l'on se fait habituellement du vin. « C'est, résume M. Jacques Puisais, président de l'Union mondiale des œnologues, un vin fortifié, en toute rigueur, un vin de liqueur à mi-chemin, pourrait-on dire, entre le vin traditionnel produit de la fermentation alcoolique et le mariage de jus de raisin et de l'alcool. Toute la magie du porto (comme celle du banyuls en France) tient en effet au mariage, cette adjonction d'alcool en cours

de fermentation qui a pour effet de bloquer la transformation du sucre en alcool, c'est-à-dire d'augmenter le degré alcoolique et de conserver un caractère sucré à l'assemblage ainsi réalisé. Le mélange pourrait être sans qualité gustative. Il réalise tout au contraire, dans les vins de Porto, un subtil équilibre, une communion parfaite entre l'alcool ajouté au vin en gestation et, dans le meilleur des cas, une symbiose exceptionnelle entre le raisin-fruit et son expression sublimée qu'est l'eau-de-vie.

La France a augmenté sa consommation des vins de Porto

en même temps qu'elle nourrissait une nouvelle passion pour ses propres vins. Une passion difficile, le porto piégeant d'emblée l'amateur. Il y a d'abord les cépages : seize, dit-on, pour les portos rouges, six pour les blancs. Il y a le millésime presque toujours inconstant. Il y a ensuite, outre le choix des méthodes et des délais de conservation sans commune mesure avec ceux des vins français. Il y a enfin une oxydation constante qui bouleverse les goûts gustatives habituelles.

L'amateur débutant devra faire le part entre le porto d'assemblage (porto tawny ou blend) et le porto

vintage millésimé, plus rare et presque toujours exceptionnel.

Quantité ou qualité ? La consommation française ne concerne pour l'essentiel que les plus « légers » des vins de porto. Ceux dont Hugh Johnson dit avec une politesse toute britannique qu'il s'agit « de breuvages plus stimulants que satisfaisants complexes ». Après en avoir senti les qualités, il reste encore, en somme, au Français, à découvrir toutes les vertus, toute la magie des vins de liqueur du Haut Douro.

JEAN-YVES NAU.



Le Monde
sur minitel
SPECIAL PORTUGAL
3615. TAPEZ LEMONDE

CROQUIS

« L'Ardina »

A l'âge de douze ans, le mort de sa mère l'a obligé à abandonner les belles lettres et à aller dans la rue porter son cri : « Voici le monde ! »

« Voici le monde ! » Diário de Notícias (les premiers journaux portugais). Bientôt il s'est fait des amis célèbres, du théâtre, du cinéma, de la radio et du sport.

LISBONNE, 6 heures du matin. Le jour va se lever. Il pleut : le vent froid cingle les visages. Près de la place de l'Église de Lisbonne, rue étroite et sombre, qui porte des souvenirs de la ville. C'est là que se trouve Le Nicola, un vieux café, centre de la vie intellectuelle au dix-huitième siècle. Cette rue 1^{de}-de-Dezembro est le lieu de travail du vieil Ardina (c'est le nom que l'on donne en langue populaire à l'enfant qui vend des journaux dans les rues de Lisbonne).

« J'ai vendu mon premier journal à 30 escudos. Juste de quoi acheter un bonbon ! Vous vous rendez compte ? » Maintenant, son kiosque qui n'est en fait qu'une petite table sur laquelle on trouve des journaux et des revues est là, dans la rue 1^{de}-de-Dezembro, au même endroit où il lui faut payer quoi que ce soit pour l'occupation de cet espace.

« Quand je me suis installé au café Alvarez, où je bavarde avec mes amis... Souvent les gens qui ont entendu parler de moi viennent me voir, me parler, me demander un quatrain (poème de tradition orale, récité par les baladins qui ressemblent un peu aux troubadours d'antan et qui improvisent des vers et les chantent à la cantonade). »

« Personne n'a essayé de les recueillir ? »

« Si, Fernando Cardoso a fait un recueil des poèmes de poètes populaires et j'y suis. »

« Aimeriez-vous avoir une autre profession ? »

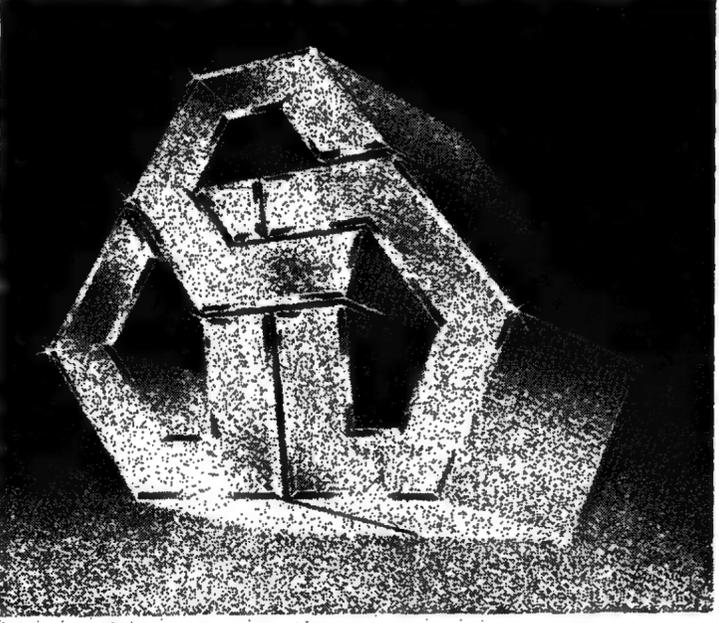
« Non. J'étais, je suis et je serai jusqu'à la mort l'homme qui vend les journaux. »

Il sent vibrer dans ses mains le papier qui transmettra l'événement sensationnel, la nouvelle, à cette foule pressée et avide de lire.

« Et ce métier ? Est-il condamné à disparaître ? »

« Mais non ! Aujourd'hui, il y a même des filles qui travaillent à côté de nous. Ça ne disparaîtra jamais. »

Une réponse qui remplira d'espoir le vieux fils jeune Ardina qui, dans ses nombreuses années, feront encore entendre leur cri dans les rues de Lisbonne : « Voici les journaux ! »



TRAIT D'UNION

entre le monde et le Portugal

CAIXA GERAL DE DEPÓSITOS
Le plus important réseau d'agences au Portugal.

Expresso

Au Portugal, l'Expresso est l'hebdomadaire qui a la plus grande circulation et audience. L'Expresso est lu en moyenne par 690 000 personnes dans un univers d'un million et demi de lecteurs de journaux. Parmi ses lecteurs, plus de 25 % sont des dirigeants ou cadres supérieurs d'entreprise.

L'Expresso est donc le plus lu par les grands décideurs, qui font confiance à l'information sérieuse et variée du plus grand hebdomadaire portugais. Dans un marché en franc développement, l'Expresso est, sans doute, le support idéal pour annoncer les produits qui cherchent le prestige d'un média réputé. Utilisez vous aussi ses services en contractant votre représentant Publicitas.



Publicitas SARL ATHENES	Publicitas B.Y. AMSTERDAM	Servizio Estero - SPI MILANO
Publicitas BASEL	Publicitas Ltd. LONDON	SFW-PRI International Inc. NEW YORK
Publicitas LAUSANNE	Publicitas GmbH HAMBURG	Martin & Associates Ltd. HONG KONG
Publimedia WIEN	Publicitas Media BRUXELLES	Publicitas S.A. BARCELONA

PUBLICITAS S.A.
Service International

26, avenue Victor-Hugo, téléphone : (01) 45-00-66-08, Télex : 61 00 67
F-75116 PARIS

سكنا من الاصل

هكذا من الاعمال

La Fondation Gulbenkian Les bonnes œuvres de « Monsieur 5 % »

Le musée de la Fondation Gulbenkian, construit au milieu d'un parc de sept hectares au nord de Lisbonne, abrite une des plus prestigieuses collections de monde. Le superbe rassemblement de chefs-d'œuvre d'une qualité exceptionnelle (peintures, sculptures, tapis, mobilier XVIII^e, bijoux de Lalique) a été pourtant que la partie émergée de l'iceberg Gulbenkian, la part visible d'un ensemble qui a transformé la vie culturelle du Portugal. Une œuvre de son ministère de la

culture privé, doté d'un budget annuel d'environ 10 millions de dollars (soit moins de 5 % du capital de 200 millions de dollars) dont l'activité, dans les beaux-arts, s'exerce dans les domaines de l'éducation et des bibliothèques, de la recherche scientifique, de l'aide à l'édition d'auteurs portugais, etc.

La Fondation, qui possède un auditorium de mille trois cent places et présente un programme de concerts très brillant, a aussi un orchestre symphonique, une compagnie de ballets. Une partie du budget est par ailleurs consacrée à l'aide aux communautés arméniennes (et notamment à la restauration des églises d'Arménie soviétique et à l'entretien du saint Sépulchre).

Autant de points précisés dans le testament de Calouste Gulbenkian (1) daté le 11 juin 1953, soit deux ans avant sa mort, afin de créer une fondation « portugaise et perpétuelle » dont les buts sont « charitables, artistiques, éducatifs et scientifiques ». Passionné d'art, il avait commencé dès l'âge de quatorze ans à acheter des monnaies anciennes dans le bazar d'Istanbul avec la récompense de ses succès scolaires. Calouste Gulbenkian choisissait lui-même les objets de sa collection, et ses acquisitions portaient la marque de son goût personnel. Et aussi de son habileté et de sa persévérance. Pour certaines des plus belles pièces, qui proviennent des musées soviétiques, l'histoire des négociations et de l'achat lui-même, entre 1928 et 1930, est le roman policier (ou du roman d'espionnage) : la vente était effectuée juridiquement à Leningrad, la remise des œuvres avait lieu à la douane de Berlin contre paiement en chèques bancaires émis en livres sterling à l'ordre de la représentation commerciale de l'URSS en France !

d'être réexpédiées sur un bateau français qui la débarqua quai d'Austerlitz, en 1930. On peut imaginer aisément les difficultés de l'opération : concurrence avec les autres acheteurs, difficulté d'évaluation, nécessité de l'emballage, le nuit à la lumière des bougies... Dès 1924 pourtant la transaction commerciale de l'URSS avait nié la possibilité de telles transactions évoquées par le projet de loi de l'achat de chefs-d'œuvre par Andrew Mellon, secrétaire du Trésor des États-Unis, affirmant « rumeurs démentées de fondement » et précisant que « les autorités de l'Ermitage et autres musées n'ont pas la moindre intention de vendre quel que objet que ce soit de leurs collections d'art ».

Superbe trait de caractère d'un collectionneur qui n'a jamais voulu envisager la valeur commerciale des œuvres d'art : « Je suis absolument convaincu que tous les prix payés représentent l'exacte valeur commerciale de mes objets si tant que l'on puisse évaluer commercialement des œuvres d'art » écrivait-il encore. Aujourd'hui, dans le bilan de la Fondation Gulbenkian, l'ensemble de la collection est symboliquement estimé 100 escudos (4 francs).

NICOLE ZAND.

L'Institut franco-portugais : un dialogue des cultures

À l'occur de Lisbonne, l'Institut franco-portugais représente un des plus grands investissements en matière culturelle entrepris en France à l'étranger, ces dernières années. Une bibliothèque, une salle vidéo, une régie, un amphithéâtre composent un espace toujours animé d'expositions de peinture, de photographies, d'affiches. Le projet vise à animer les échanges entre les deux cultures, pour célébrer le deuxième anniversaire de l'Institut, un peintre, un photographe et un compositeur-interprète français ont été conviés à découvrir Lisbonne. Pendant deux semaines, Esther Ferrer, Roland Layoye et Yves Simon ont déambulé dans la capitale portugaise. Leurs photos et leurs vidéos ont été exposés en décembre dernier. Le poème de Yves Simon qui évoque le poète Fernando Pessoa et les guitares portugaises qui « sortent de la nuit » pleurent « un air de mélancolie » a été gravé sur un disque. Au mois d'octobre prochain, un peintre, un photographe, un compositeur, un architecte et un chercheur spécialisé dans le domaine des nouvelles

technologies, tous portugais, séjourneront à Montpellier. Leurs œuvres et leurs analyses seront présentées en France, puis au Portugal. Echange aussi dans le domaine de la musique. En 1986, des musiciens portugais très connus comme Carlos Paredes et le groupe Os Tróvicos ont participé au Printemps de Bourges. En contrepartie, Gilbert Lafaille, Casaleggio et Yves Duteil ont fait le voyage de Bourges à Lisbonne.

« Et l'expérience va se reproduire », assurent M^{me} Nicole Bourdillat et M. Jacques Erwan au nom, respectivement, de l'Institut et du Festival.

Des spectacles de jazz, de rock et de la chanson traditionnelle française sont déjà programmés pour cette année ainsi que plusieurs coproductions franco-portugaises de théâtre et de danse. Un projet de collaboration entre des galeries de peinture portugaises et françaises, sous l'égide de l'Institut, est en élaboration, avec l'appui du gouvernement portugais et de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

La filière soviétique

Les achats, en effet, portaient sur des œuvres appartenant aux musées soviétiques, notamment l'Ermitage, et qui sont tous d'importants chefs-d'œuvre : orfèvrerie française d'artistes renommés (Abouillier, F.-T. Goumain), ayant appartenu à la Grande Catherine, à Rubens (portrait d'Hélène Fourment), Rembrandt (Pallas Athénée, Figure de vieillard), Quant à la sculpture fameuse de Houdon, Diane, elle fut envoyée à Leningrad à bord du paquebot Djerjinski

(1) Né à Soutari le 29 mars 1869 dans une riche famille de banquiers arméniens, Calouste Sarkis Gulbenkian avait compris très tôt l'importance de l'or noir et joua un rôle considérable dans l'exploitation du pétrole du Golfe persique, notamment lors du partage de la Turkish Petroleum Company entre quatre puissances, dont la Compagnie française des pétroles, qui obtint comme 23,75 % de la production, lui-même se réservant la différence. D'où son surnom : « Monsieur 5 % ». Quand il débarqua en Portugal en avril 1942 âgé de soixante-trois ans, son avocat conseil et ami José de Assis Figueiredo (aujourd'hui à quatre-vingt-dix ans) est le président de la Fondation) va la supervision d'installer sa collection à Lisbonne où il mourut le 20 juillet 1955.

PORTO CALEM

LA MARQUE LEADER AU PORTUGAL

A.A. Calém & Filhos, L.

Tél. : 24867 / Tél. 23535 Calém P
PORTO - PORTUGAL

ASSEZ GRAND POUR LA PETITE EUROPE

...jusqu'aux moindres détails de votre confort...
...jusqu'aux moindres gestes d'accueil...
...jusqu'aux moindres détails de votre confort...
...jusqu'aux moindres gestes d'accueil...

AIR PORTUGAL

Politique

La cohabitation et l'action du gouvernement

M. Chirac dans l'attente de jours meilleurs

Chaque semaine met en action les équipes diverses de la gauche, de la droite et de la gauche. D'où le contraste entre l'agitation qui trouble parfois la surface et le calme relatif de la profondeur française. Cette description de la situation nationale faite par le général de Gaulle le 12 juillet 1961, M. Jacques Chirac est, sans aucun doute, tenté de la faire sienne.

Bien que les enjeux qui se posent aujourd'hui au pays ne soient pas aussi dramatiques que pendant la guerre d'Algérie, l'agitation - mixte et mêlée - vient une fois encore de troubler la surface de la cohabitation. Toutefois, M. Chirac a tenu à faire savoir dès son retour à Paris, après trois jours de vacances qu'il n'entendait entrer dans « aucune polémique », et son porte-parole a répliqué : « Plus j'y pense, moins je crois que la cohabitation va s'arrêter ». Le premier ministre a repris - une fois de plus - le refrain de M. Chaban-Delmas dans son discours de clôture le 10. Le président de l'Assemblée nationale a eu l'effort de « clore le débat » sur « une note saine » qu'il soulignait « que les débats ne se reproduisent pas », rappelant que dans la « coalition » contre le terrorisme « le pouvoir est un ensemble » et qu'il « doit apparaître très uni ». C'est pourquoi M. Chirac refuse de participer à la polémique qui s'est instaurée en son absence, mettant en cause la responsabilité de M. Mitterrand dans l'attentat de 1981.

On fait remarquer à l'Élysée Matignon qu'un membre du gouvernement proche de M. Chirac n'a participé au « coup de feu » du dernier week-end. Au contraire, M. Séguin s'est publiquement désolidarisé de M. Toubon, mercredi 25 février sur Europe 1, en expli-

quant en substance que, après avoir réclamé le consensus dans la difficulté, en septembre, il faut le préserver dans les succès. Tout le monde dans la majorité ne regrette cependant pas cet incident qui rappelle opportunément que la cohabitation ne doit pas être entendue entre la droite et la gauche, que la cohabitation ne signifie pas, pour la majorité, la réhabilitation de la gestion socialiste antérieure, et que, la campagne électorale se rapprochant, chacun est prêt à dégriser ses arguments.

Ce zébrage n'est pas fait à l'Élysée Matignon, où, si on le compare, on l'estime néanmoins présumé. Ce zébrage n'est pas fait à l'Élysée Matignon, où, si on le compare, on l'estime néanmoins présumé. Ce zébrage n'est pas fait à l'Élysée Matignon, où, si on le compare, on l'estime néanmoins présumé.

De part et d'autre, on ne met pas cette polémique sur le même plan que les désaccords politiques, considérés comme naturels, et sur certaines questions comme la Nouvelle-Calédonie.

Compenser l'effet produit sur les sondages

M. Chirac est bien davantage préoccupé par le moment de se donner les moyens de remonter la pente d'ici la fin de l'année, et si possible plus tôt. Cela explique l'intensification de l'action du gouvernement avec la réunion, mercredi matin, de tous les ministres et secrétaires d'État autour de M. Chirac à l'Élysée.

Matignon pour traiter de la conjoncture économique, réunion suivie dans la foulée du déjeuner hebdomadaire de la majorité et de réunions de ministres sur des questions sociales précises. Le son de M. Chirac est de compenser l'effet produit par les mauvais indices (inflation, emploi) du début de l'année par des décisions positives et séduisantes dans le domaine économique et social susceptibles d'inverser la courbe des sondages.

D'ores et déjà on se félicite à l'Élysée Matignon du climat qui a précédé l'entretien accordé mardi à Paris au « Monde », et notamment de l'« effet favorable » exprimé par M. Bergeron aux propositions du premier ministre. Ce dernier admet que la situation est difficile et qu'il s'agit de la rendre plus favorable qu'il l'espère, peut-être en la rendant plus favorable à ses objectifs. Une telle révision, assure-t-on, ne serait que relativement modeste et « déclinatoire ». Selon lui, la conjoncture devrait redevenir favorable vers le printemps.

C'est pourquoi M. Chirac conserve intact sa confiance et sa volonté de poursuivre son action selon les mêmes orientations. Il trouve un encouragement relatif dans le sondage de l'IFOP publié par le « Monde » du 25 février, dans lequel il est constaté que la faveur de l'opinion pour la majorité RPR-UDF progresse d'un point en février par rapport à janvier (40 % contre 39 %) tandis que les partisans de l'opposition de gauche passent de 38 % à 36 %. De même, les prévisions faites par les personnes interrogées sur le proche avenir montrent que l'optimisme passe de 39 % à 41 % tandis que le pessimisme ne recule que d'un point (de 57 % en janvier).

Ce frémissement dans un contexte négatif est sans doute trop faible pour être perçu comme un angure fiable. Il est cependant suffisant pour convaincre M. Chirac de ne pas relâcher son activité et même d'intensifier celle du gouvernement non seulement dans le développement de « dialogue social » mais aussi pour la maîtrise des évolutions économiques.

Bilan négatif du gouvernement selon l'IFOP

La perception de l'état de l'opinion du gouvernement dans l'opinion d'est encore dégradée, ce mois-ci, selon les résultats du sondage réalisé par l'IFOP et publié, le mercredi 25 février, dans le « Monde » (1). Quarante-huit pour cent des personnes interrogées (sur un échantillon de 1 000 personnes) ont jugé le gouvernement « mauvais », contre 36 % en janvier. Les Français se sentent davantage proches de la majorité RPR-UDF que de la gauche : 40 % des sondés ont leur préférence pour la majorité, tandis que 36 % se sentent proches de l'opposition. L'opinion, en outre, demeure sceptique sur les capacités de la gauche à obtenir de meilleurs résultats que la droite si elle était au pouvoir. Vingt pour cent des sondés estiment que la gauche enregistrerait de meilleurs résultats, 22 % de moins bons et 45 % des effets identiques.

(1) Sondage effectué du 9 au 15 février, après un échantillon représentatif de neuf cent dix personnes.

Invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2

Des questions pour M. Georges Marchais

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, est invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, ce mercredi 25 février. Aux côtés de François-Henri de Virvies, Alain Duhamel et Albert de Roy, Claude Sarrante, journaliste au « Monde », interrogera le dirigeant communiste.

Les dirigeants du PCF se plaignent souvent d'être les mal aimés du service public de la communication. Ils seraient victimes, à les en croire, d'un ostracisme de la part de la radio et de la télévision. Leurs passages sur les médias ont été, ces derniers semaines, en pleine tendance à démentir ce reproche. Les responsables du parti rétorquent en substance que ces interventions, en raison des questions posées par les journalistes, ne portent pas sur les problèmes de fond de la société et les propositions communistes, qui, selon eux, sont soit passées sous silence, soit déformées par les médias. En clair, la presse s'intéresse trop aux questions du PCF, qui, il faut bien le reconnaître, occupent une place importante dans l'activité du parti.

Pourtant, la presse n'a ni fomenté les démissions récentes de MM. Claude Poperen et Marcel Rigout des instances dirigeantes, ni fabriqué le « manifeste » des « rétro-viseurs » (accusés par M. Marchais à la télévision d'être des « liquidateurs ») ni inventé la « normalisation » qui frappe la fédération communiste du Finistère, ni suscité la candidature de M. Alain Amicible, ancien dirigeant fédéral « renouveau » de Brest, à une prochaine élection cantonale, si elle n'est pas la conséquence de la démission de M. Marchais.

Conscience de ces faits de fait, l'« Humanité » du 11 février a « cadré » « L'heure de vérité » en indiquant que « l'actualité politique est suffisamment fournie pour penser que les animateurs du débat (...) voudront s'enquérir de l'attitude du PCF par rapport à des problèmes aussi importants que l'aggravation du chômage, les menaces contre la Sécurité sociale, la vente des télévisions, les changements en URSS, la place du PCF dans la lutte, etc. »

Il n'empêche que les « animateurs du débat » voudront peut-être aussi

s'enquérir de la façon dont les membres du bureau politique et du comité central chargés de « suivre » les départements ont sondé les directions fédérales, du samedi 31 janvier au lundi 2 février, pour savoir comment étaient ressenties les démissions de MM. Poperen et Rigout, intervenues lors de la réunion du comité central, quelques jours auparavant.

Une action « réfléchie » ?

Les plus audacieux voudront peut-être savoir si la tactique élaborée par l'équipe de M. Marchais, au cours de la réunion du bureau politique du mardi 3 février, était ou non « montrée » que ces démissions entrent dans le cadre d'une action « réfléchie ». Comment expliquer autrement la mise en valeur, par les dirigeants communistes, de « désaccords » avec MM. Poperen et Rigout remontant à... 1984. M. Marchais est allé jusqu'à dire, le 5 février sur RMC, que ce n'était pas « un hasard » si ces démissions tombaient dans une phase, selon lui, de redressement interne du parti.

Le secrétaire général aura peut-être le cœur de donner les grandes lignes du document interne, d'une cinquantaine de pages, préparé depuis mai 1986 par une commission d'une trentaine de personnes et dirigée par M. André Lajoie, un vu du conseil national qui doit se tenir les 14 et 15 mars prochains. Ce texte qui fait une analyse de la situation politique « ne satisfait personne », de l'avis d'un membre de la commission. De même, il pourra aussi donner les précisions sur la santé financière du parti, dont le budget a été étudié lors de la réunion du bureau politique du mardi 24 février. Il s'agit de cet égard du projet de journal destiné aux jeunes mais moins ambitieux que prévu, et les exemplaires envoyés aux fédérations « en fonction de leurs possibilités » anticipées.

Enfin, abordant les questions économiques, M. Marchais pourrait peut-être confirmer qu'il assiste à la section économique du parti, dirigée par M. Philippe Herzog, un rôle de propagande au détriment d'un rôle de recherche, question qui a également été abordée lors de la dernière réunion du bureau politique.

OLIVIER BIFFAUD.

Débats et polémiques au sein du PS

M. Chevènement à Sciences Po Sept ans, c'est trop long !

M. Jean-Pierre Chevènement était, le mardi 24 février, le premier invité du « Grand oral » organisé à l'invitation de quelques hommes politiques par l'association de l'Institut d'études politiques de Paris du Club Espérons 88.

Le « Grand Oral », figure emblématique de Sciences Po et de l'ENA. Toujours cité, souvent imité, jamais égalé. On retrouvait bien, mardi, dans le vénérable amphithéâtre Emile-Boutmy, le principe un peu sévère : une question très précise posée, puis à est soumise à l'interrogation du jury, et enfin livré aux interrogations de la salle. Le scénario se renouvela trois fois en une heure et demie. Mais il manque l'un des ressorts essentiels de l'authenticité « Grand Oral » : la surprise.

Dans la salle à l'issue de ces entrecroisées les questions, M. Chevènement pêche successivement : « L'élection présidentielle : pour ou contre Mitterrand ? » et « Faut-il réviser la Constitution ? » et « Quel PS pour demain ? ». Pas de quel déstabiliser un dirigeant socialiste.

Première question : l'élection présidentielle. L'invité du jour réfléchit. Il se lève : « L'élection présidentielle est une élection bien particulière... Une série d'approfondissements sans cesse forte parole. Au fil des questions quelques fois ironiques - et vous direz que sept ans c'est un peu long et vous voulez que François Mitterrand

reste sept ans. N'y a-t-il pas une contradiction ? - M. Chevènement développe des variations sur un même thème : « François Mitterrand, dit-il, a fait un long parcours avant d'arriver à l'Élysée. On ne devient pas président de la République sans avoir fait un long parcours. Ceux qui ne s'en sont pas aperçus éprouvent quelque difficulté. C'est pourquoi je voudrais que la présidence à ceux qui s'adonneraient à cette expérience. »

L'ancien ministre juge que « s'il s'agit d'une inclination propre, François Mitterrand ne serait pas candidat ». Mais il le sera « s'il estime que c'est son devoir ». « Son devoir vis-à-vis de qui ? », lui demande un étudiant. « Vis-à-vis de la France, bien évidemment », répond-il, « c'est évident ».

Régime présidentiel

Deuxième thème : la révision de la Constitution. Le député du Territoire de Belfort réaffirme sa préférence pour le quinquennat - « Un septennat de sept ans, c'est trop long », lance-t-il, déclenchant des rires dans la salle, car « la France a besoin d'être dirigée et c'est un mandat de cinq ans (...) donne [un président] le force de diriger ».

Au-delà, M. Chevènement envisage un régime présidentiel. « Il y a le régime présidentiel, et il y a le régime présidentiel ».

Les autres thèmes : « Quel PS pour demain ? » Le député de Belfort et Béziers, qui s'inscrit de l'avis d'une « société du partage » (le Monde du 25 février) lancée par les experts de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS. M. Chevènement est « pour le partage de l'effort, pas de la pénurie ». La lutte contre le chômage ? Ce n'est pas, dit-il, en « déclinant le chômage à la mode », en accusant l'idée de « nous partager les restes » que l'on pourra vaincre le chômage.

Conclusion ? « On ne peut pas oublier, s'écrie l'ancien ministre, que c'est le monde qui est mal fait, et que c'est, en conséquence, le monde qu'il faut changer ».

J.-L. A.

Dans le Finistère

Les communistes de Brest « repris en main »

BREST de notre correspondant

Comme il fallait s'y attendre, la conférence de section du Parti communiste de Brest, réunie samedi 21 février, a voté à l'unanimité la création d'une section unique. Les sections de Brest-Centre, Brest-Rive droite et Brest-Nord sont donc dissoutes.

En revanche, celle de l'arsenal, unique section d'entreprise dans le Finistère, en opposition avec la direction fédérale, est maintenue. « Il est exclu », a souligné Fimé Rannero, secrétaire fédéral, de la faire disparaître.

M. Patrick Gardet, secrétaire parlementaire de M^{me} Sylvie Le Roux, député européen, a été élu à l'unanimité secrétaire de section. Officiellement, la création de cette unique section de Brest a été décidée dans « un souci d'unité et d'efficacité » afin « d'avoir un Parti communiste apte à être mieux encore le moteur des luttes ». Il faut souligner les leurs appréhensions des problèmes brestois.

Mais ce changement de structure est surtout le résultat d'une

reprise en main du parti à Brest par la direction fédérale qui se situe dans la ligne du PCF. Le vote intervenu samedi a en fait légitimé la commission mise en place en octobre dernier pour contrebalancer les opposants brestois à la tête desquels se trouve M. Louis Aminot, permanent politique licencié du parti.

Mais certaines cellules ont refusé de participer à cette conférence, estimant qu'elle aboutit à « l'exclusion de centaines de communistes de Brest », dans la mesure où les contestataires sont désormais privés de section.

Par ailleurs, selon les opposants, trois cents communistes brestois réclamaient plus de démocratie dans le parti, n'ont toujours pas reçu leur carte, un chiffre qualifié de « grotesque » par la fédération.

Il reste, pour la nouvelle direction brestoise, à régler le problème posé par la cohabitation au conseil municipal entre les trois élus communistes mis à l'écart (MM. Louis Aminot, Yves Pichavant, Yves Lagarde) et l'élu de la ligne, M. Louis Le Roux, conseiller régional et membre du comité central. Le comité de section doit se réunir à ce sujet cette semaine afin de prendre une décision.

Démonstration est faite que les opposants, malgré leur situation majoritaire à Brest, ne font pas le poids devant l'appareil du parti.

Cette normalisation semble, du moins, franchir les frontières du port breton. L'un des adjoints au maire communiste de Concarneau a annoncé, mardi 24 février, qu'il avait été démis de ses fonctions de secrétaire de la section de la ville, la semaine précédente, par la direction fédérale. M. Claude Stéphan, cinquante et un ans, adjoint au maire depuis 1969, a déclaré à l'AFP qu'il avait été mis à l'écart car il n'acceptait pas, selon lui, « les mesures autoritaires de la direction fédérale ».

GABRIEL BONON.

Bouches-du-Rhône : un « pezetiste » prend la présidence du plus important office d'ILM

MARSEILLE de notre correspondant

M. Jean-Noël Guérini, maire (PS) des 2, 3 et 7^e arrondissements de Marseille, conseiller général des Bouches-du-Rhône, vient d'être élu président de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) des Bouches-du-Rhône en remplacement de M. Philippe Sammarco, qui occupait ce poste depuis plus de quatre ans. En soi, la nouvelle serait banale si elle n'était inscrite dans le contexte politique marseillais de l'après-Belfort et ne marquait un nouvel épisode de la bataille qui a commencé avant même la mort de celui qui présida aux destinées de la ville durant plus de trente ans.

Analyses divergentes

En effet, M. Sammarco n'est vu que par le profit des Bouches-du-Rhône - qui l'avait désigné au conseil d'administration de l'Office en 1984 comme son représentant - le non-renouvellement de son mandat. Il fallait donc désigner son suc-

cessor, et un vote préalable a eu lieu au sein du PS marseillais pour désigner M. Jean-Noël Guérini comme candidat.

A partir de ce fait, les analyses des politologues marseillais divergent. Certains, dans l'attente de M. Sammarco d'un poste traditionnellement confié à un politicien - alors qu'il s'agit d'administrer un parc important d'ILM - le premier coup est buté sur M. Michel Fauriol pour affaiblir son adversaire direct au sein du PS : le nouveau président est en effet réputé « pezetiste ».

D'autres, plus subtils encore, voient dans la mise sur la touche de l'ancien dauphin du maire défunt une manœuvre habile de M. Guérini lui-même, qui, par l'intermédiaire du commissaire de la République, affaiblit la position de M. Sammarco et fait, ipso facto, le jeu de M. Pezet. En favorisant le retour de ce dernier, M. Guérini le désigne implicitement comme son adversaire aux prochaines élections municipales et évite ainsi un éventuel combat contre un « parachuté » de plus grande envergure.

JEAN CONTRUCCI.

Var : M. Goux critique les conseillers généraux de son parti

TOULON de notre correspondant

Le budget primitif du conseil général du Var a été voté le 21 février, malgré l'opposition des trois conseillers généraux communistes et l'abstention des trois socialistes sur une assemblée de vingt-neuf membres.

Avant le scrutin, le socialiste André Delpeu, maire de Bargemon et ancien rapporteur du budget au sein de la précédente assemblée à majorité PS conduite par M. Edouard Soldani, n'a pas vraiment attaqué ce budget de 1 532 millions de francs se traduisant par une augmentation de la pression fiscale de 420 points. « Ce que vous faites, s'est-il écrié, c'est ce que nous avons prévu : les dépenses ne sont que le fait de la décentralisation ».

Dans l'assemblée, on aurait été à peine surpris de voir le groupe socialiste se rallier à la majorité, mais le sénateur Maurice Janetti présenta la position du groupe socialiste par une subtile manœuvre : « C'est avec vigilance que notre groupe s'abstient de voter le budget ». D'où la réflexion de M. Maurice Arvex, sénateur et président UDF-PR du conseil général : « Votre abstention n'est pas un vote négatif ».

JOSÉ LENZINI.

5 %

PORTO CALEM

AIR PORTUGAL

سكنا من الاصل

سكزا من الالصل

Communication

La presse écrite et TF1

Ce qui est en jeu

par Manuel LUCBERT
président de la Fédération
des rédacteurs de presse

« La télévision rend fou, mais j'en suis sûr. » Auteur de cette boutade, Bruno Mesure, présentateur-vedette du journal de 20 heures sur TF1, a dit ce qu'il pense (1). Raison de plus, dans l'effervescence qui secoue le paysage audiovisuel français, pour ne pas être inconsidérément passionné.

Fallait-il privatiser TF1 ? Rien n'est impossible. Le pouvoir politique issu des urnes, le 17 mars 1986, a voulu ainsi. Mais demain ? Et pour longtemps ? Qu'en disent publiquement les responsables ?

M. Robert Maxwel a déjà, comme on l'a écrit ici ou là, l'homme le plus influent de France ? Une certitude : ce patron de presse qui passe son temps depuis quelques années à acheter des journaux comme on ramasse des coquilles, est depuis longtemps le maître de la cinquième chaîne de télévision. Un régime dévoyé peut justifier l'injustifiable. Ainsi va la vie, comme dit M. Maxwel.

L'attribution de la 5 à la CLT, l'un des géants de l'audiovisuel européen, associée à la Lyonnaise des eaux, dirigée par un proche du maire de Paris, va rendre la concurrence encore plus dure.

Face à une telle situation, on peut gémir ou s'indigner. Il y a de quoi. Mais la réaction la plus sage, c'est de réfléchir à ce qu'on veut. On ne peut pas tout avoir. Pour le pluralisme, pour la pluralité de l'information, de l'assistance de la presse, nationale

et régionale, indépendante, peut décider d'agir.

Comment la presse libre peut-elle trouver sa place naturelle sur la seule chaîne de télévision, dont le sort n'est pas encore fixé, TF1, puisque tel est aujourd'hui le problème posé ?

La réflexion des futurs éventuels partenaires ne peut être guidée que par le bon sens. La prise en compte des intérêts collectifs des journaux en matière de publicité et de synergies promotionnelles, dans le respect des politiques éditoriales et d'information de chacun, illustre l'intérêt d'une démarche commune. Pour la presse indépendante, n'est-ce pas le seul moyen d'assurer, à long terme, sa survie, mais c'est probablement le plus urgent et le moins aléatoire. Ou bien faut-il se résoudre à contempler, vertueux mais impuissants, deux ou trois titans se partager le marché, assouissant ainsi leurs pulsions hégémoniques ?

Un bon journaliste voudrait que le partenariat, consenti de part et d'autre, soit soigneusement délimité, sur une coopération en matière de programmes et notamment en matière de publicité, ce qui ne peut être obtenu. Diverses formules peuvent être examinées, comme celle, par exemple, d'un contrat de production audiovisuelle pour la presse écrite, partie prenante, responsable. C'est le principe de dosage, de ciblage, de cadrage. Mais une vérité d'évidence, incontournable, comme on dit.

Dans cette aventure, le doute — voire le refus, — est incompréhensible. Les responsables de ce journal ne peuvent pas trop le regretter, car ils ont trop le sentiment de s'être engagés à l'aveu-

gier sur une voie qui n'aurait pas été préalablement balisée. Ils sont trop respectueux de leur propre indépendance, de leurs confrères de TF1, souvent chèrement payés et défendus par une presse et des journalistes similaires à la nôtre, pour l'entamer.

Mais l'enjeu du débat. Pour l'ensemble de la presse écrite libre. Enjeu économique, enjeu politique, enjeu journalistique.

Maîtres négociateurs, les journalistes ont l'habitude de respecter chacune des parties.

(1) Plon.

Après la mutation du responsable de FR 3-Corse

Grèves et manifestations dans l'île

Un millier de personnes à Ajaccio, trois cents à Bastia, se sont rassemblées, mardi 24 février, devant la préfecture, sous une unique banderole, « Pour la liberté de l'information ». Ces manifestations silencieuses, provoquées par la mutation du responsable en chef de FR 3-Corse, M. Sampiero Sanguinetti, accompagnèrent un mouvement

de grève qui a paralysé totalement le service public régional de la radio et de la télévision, et s'étendit à des radios privées. Des délégations de manifestants ont été reçues dans les préfectures où elles ont déposé une pétition signée par sept mille personnes réclamant le maintien de M. Sanguinetti.

AJACCIO
de notre correspondant

L'actualité corse est, depuis une semaine, totalement dominée par ce qui est devenu l'affaire Sampiero Sanguinetti, ce rédacteur en chef qui, malgré les floges de la présidence de FR 3 sur son « grand professionnalisme », a fait l'objet d'une mutation que chacun qualifie de politique. Trop de dirigeants de droite et du centre gauche ins-

taurés soutenus par MM. Charles Pasqua et François Léotard, avaient en effet demandé la tête de celui qui a institué le pluralisme sur les ondes de la télévision de service public.

M. Sanguinetti a reçu le soutien du personnel de FR 3, de tous les syndicats sans exception, des partis de gauche à même de M. Roger Palmieri, cet ancien vice-président de l'Assemblée de Corse, élu en 1982 sur la liste du Front national. En assurant Sampiero Sanguinetti de sa plus entière solidarité, M. Palmieri a déclaré : « étrange et surpré-

nant » qu'un gouvernement qui « prétend avoir instauré le pluralisme et surtout le libéralisme, fasse la démonstration que ses principes généraux ne concernent que l'Hexagone mais qu'ils ne sauraient être appliqués à la Corse ».

Une situation conflictuelle qui rendait difficile, voire impossible pour Gérard Fison, chef du service régional de FR 3 et président pour succéder à M. Sampiero Sanguinetti, d'accepter le poste. Il a donc décliné l'offre et le fait savoir samedi à sa direction, laquelle n'a pas encore trouvé de remplaçant.

L'affaire a donc pris, au fil des jours, valeur de symbole. A travers le chef de service, c'est la défense de la liberté d'information qui est considérée comme remise en question. Et l'opinion publique, très mobilisée, sans pour autant affirmer que la télévision corse est parfaite, admet mal ce qu'elle considère comme une injustice et un règlement incompte.

Nombres sont ceux qui souhaitent que M. René Han, PDG de FR 3, revienne sur son initiative. La Corse souffrirait-elle de cette situation ? Une telle pomme de discorde avec le pouvoir central, non plus que d'un abécé qui ne peut que fixer d'autres rancunes et provoquer des débordements fâcheux. Un nouveau préavis de grève a été déposé pour le mardi 3 mars, les personnels ayant voulu marquer une pause avant d'être reçus, jeudi 26 février, par M. René Han. Le comité régional de la communication audiovisuelle est également convoqué à Ajaccio en vue d'examiner l'affaire. Les insulaires sont très attachés au service public de l'audiovisuel et s'opposeraient à sa privatisation éventuelle.

FRANÇOIS CORNU.

P. S.

Guerre des quotidiens du soir à Londres

M. Maxwell lance le « London Daily News »

Patron de groupe Mirror, M. Robert Maxwell a lancé le mardi 24 février un quotidien du soir, le London Daily News, qui, prochainement, devrait être diffusé vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

LONDRES
de notre correspondant

La presse britannique, en pleine modernisation après des décennies d'immobilisme, aura rarement été aussi animée. Voici près d'un an, c'était la création d'un « tabloïd » populaire, procédant d'une technique révolutionnaire, Today. Puis à l'autonomie, la fondation d'un autre quotidien, The Independent, dans la catégorie dite « de qualité », qui pourrait s'attaquer au Times, au Guardian et au Telegraph. Et bientôt, en avril, paraîtra un nouveau journal du dimanche, on

day. Enfin, Rupert Murdoch, grand rival de M. Maxwell en Grande-Bretagne — puisque, en plus du Times et du Sunday Times, il possède le Sun (quatre millions d'exemplaires) concurrent du Mirror (trois millions) — n'aurait pas renoncé à un projet semblable à celui du London Daily News.

Le London Daily News s'attaque au marché de la capitale britannique, dans le London Evening Standard, paraissant l'après-midi, à la monopole. Le Standard tire à 510 000 exemplaires. Et M. Maxwell, tout en indiquant que son projet sera déjà rentable avec seulement 300 000 à 350 000 exemplaires, souhaite faire aussi bien, sinon mieux avec les éditions paraissant toute la journée.

As cours des jours qui ont précédé le lancement, M. Maxwell et les dirigeants du Standard se sont livrés à une petite guerre courtoise à

l'encre. Le Standard a notamment publié une caricature soulignant méchamment les opulentes rondeurs de M. Maxwell. L'enjeu de cet après-débat ? Outre l'investissement de 15 millions de livres consentis par M. Maxwell, et son budget de 5 millions de publicité, il semble porter plus précisément sur les très profitables marchés des petites annonces classées, que possédait, seul, jusqu'à présent, le Standard.

M. Maxwell a déclaré que le London Daily News serait « indépendant », c'est-à-dire neutre en principe, comme l'est le Standard. Il faisait ainsi allusion au fait que le Daily Mirror, sous sa houlette, est le seul quotidien britannique à soutenir résolument le Parti travailliste, l'exception toutefois de sa politique de défiance anticontraire qui est très controversée dans le pays et qui déplaît beaucoup à M. Maxwell.

FRANÇOIS CORNU.

Tension sur le marché du papier de presse

La fin du prix unique

Le papier journal, nerf de la guerre pour la presse écrite, ne peut échapper à la concurrence entre producteurs. Encore faut-il que celle-ci ne soit pas sauvage, afin de sauvegarder le pluralisme en ne pénalisant pas les petits journaux. Depuis 1947, le papier journal bénéficiait d'un prix unique. Mais cette réglementation ne réalisa plus aux coups de boutoir conjugués des papetiers étrangers et des journaux qui flairent l'abaîme dans les tarifs qu'ils leur proposent. La Société professionnelle des papiers de presse (SPPP), créée au lendemain de la seconde guerre mondiale, en a pris acte. Son conseil d'administration, où siègent les représentants de coopératives de journaux, de titres indépendants, et des pouvoirs

La solidarité et le pluralisme furent les maîtres mots présidant à la création de la SPPP. Conçue au sein de la Résistance, la société devait assurer l'approvisionnement de la presse en papier journal, sortir d'une époque de pénurie, et garantir le pluralisme de la presse. Pour atteindre cet objectif, le prix du papier journal était identique pour tous les titres, quels que soient leur tirage et leur lieu d'impression. Des réserves de papier étaient constituées (actuellement, elles permettent de « tenir » quatre semaines). En outre, afin de soutenir l'industrie papetière française, la SPPP s'engageait par un protocole signé en 1971, à acheter (avec un surcoût de 0,9 % en rapport par rapport à la norme internationale) la moitié de ses besoins en papier journal aux deux entreprises françaises qui le fournissent : les papeteries de La Chapelle-Darblay (Saint-Etienne-du-Rouvray) et Ledar (Saint-Girand).

Les journaux ont longtemps joué le jeu en achetant — à la SPPP le papier qui leur était nécessaire à ce « prix de péréquation ». Ce prix unique, réglementé, échappait même à la récente ordonnance de M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, sur la liberté des prix et de la concurrence.

Mais il y a quelques mois à la suite de la modification du marché du papier journal, la production étant supérieure aux besoins, des coups de canif ont été donnés au système mis en place par la SPPP. Les papetiers étrangers — notamment ouest-allemands et scandinaves — ont augmenté leur production (certains d'entre eux font ainsi tourner leurs machines à 93 % de leur capacité, ce qui constitue un record). Désireux de mieux écouler leur papier journal en France, ils ont pratiqué des tarifs inférieurs de 6 % à 10 % aux prix de la SPPP.

Certains titres n'ont pas résisté à l'appel de ces sirènes. Ce fut le cas,

publics, a dû constater, le 11 février, qu'il lui était impossible de poursuivre sa mission. Il a donc institué une commission composée de MM. Jean Gélamour (Bayard-Press), Jean-Pierre Coudrier (le Télégramme de Brest), Jean-François Lemoine (Sud-Ouest) et Bernard Wonts (le Monde). Deux représentants de la Fédération nationale de la presse française s'y sont joints : MM. Jean Mlot (le Figaro), président du Syndicat de la presse parisienne, et Albert Garrigues, président du Syndicat national de la presse hebdomadaire régionale d'information. La commission est chargée de transformer la SPPP en « centrale d'achat agissant dans un esprit contractuel, coopératif et pluraliste ».

« Nous sommes auditeurs au premier ministre. Le quotidien l'Humanité juge que « la décision de la SPPP que nous avons prise dans une période où le libéralisme sauvage veut se substituer au système coopératif » est la Fédération du livre, du papier et de la communication (FILPAC-CGT) dénonce « ce sabotage ». Quant à M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, il s'est déclaré « préoccupé par le manque de cohésion de la presse face aux difficultés de la SPPP ».

En privé, des ministères mettent en cause, en effet, le « double jeu » de certains titres qui achètent à la fois du papier sur le marché libre et à la SPPP ou la volonté de M. Hersant de réunir la société, avec laquelle il avait un conflit il y a deux ans à propos de la dette de papier de France-Soleil.

Un constat certes alarmiste mais qui montre que l'approvisionnement de la presse en papier journal doit être reconsidéré. La commission devrait proposer prochainement une solution (ouverture aux journaux gratuits, modulation différente des prix du papier journal selon le coût du transport). Dans le souci d'une nouvelle réglementation qui préserverait à la fois la solidarité et le pluralisme.

YVES-MARIE LABÉ.

La concurrence sur les réseaux câblés

Une entreprise du Nord relève le défi de la DGT

Depuis quelques semaines, des dizaines d'élus locaux et de professionnels de la communication se rendent discrètement à Saint-André, dans la proche banlieue de Lille. Là, au sous-sol du siège social de la Compagnie générale de chauffage, devant un mur d'images de trente écrans, ils admirent un prototype de réseau capable de sortir le câble français de son impasse technique et économique.

La Compagnie générale de chauffage ? Le petit monde de la communication ignore totalement ce nom, jusqu'au jour où cette filiale à 80 % de la Générale des eaux arrache le câble d'exploitation du réseau câblé de Lille, au nez et à la barbe de la Caisse des dépôts et consignations, qui menait l'irrité de faiblesse depuis deux ans. L'affaire fait grand bruit : M. Pierre Mauroy, le maire de Lille, n'est-il pas un proche de M. Robert Lion ? Mais, implantée sur le terrain depuis cinquante ans et connaissant les lieux locaux sur le bout des doigts, la Compagnie générale de chauffage semble se jouer des obstacles politiques. Quelques mois plus tard, sa filiale Région Câble devient l'opérateur du réseau de Tourcoing et de Roubaix, où le sénateur maire André Diligent (CDS) rêve d'implanter un centre international de la communication et un téléport. Puis c'est Valenciennes, la ville du sénateur RPR Pierre Carous qui, pour plus de 50 % d'entre eux, sont prêts à faire de même pour le câble et le tarif dépasse 100 F. N'oubliez pas qu'à 10 kilomètres d'ici, nos amis Belges reçoivent dix-huit chaînes sur leurs réseaux. Le câble de la DGT, avec ses quinze canaux, n'est pas suffisant. Cette technique, les responsables de la Compagnie générale de chauffage la trouvent à Windsor TV, en des nouveaux réseaux câblés de la banlieue de Londres. UEL, le câble fabricant des palettes graphiques Quantel, y développe un système mariant habilement la technique classique du coaxial et l'architecture en étoile, l'intelligence informatique répartie des réseaux modernes.

Le résultat est saisissant. A partir d'un tout petit boîtier et d'une télécommande, le téléspectateur peut accéder à vingt-cinq canaux de télévision et à vingt-cinq canaux son. La même télécommande sert à composer le code de Canal Plus ou de tout autre chaîne payante. Elle peut aussi gérer une consommation de programmes à la carte (pay per view) et permettre de répondre à des sondages en direct. Avantage

sur le réseau coaxial classique : l'interactivité ne passe pas par l'achat de terminaux coûteux, de téléphones ou le minitel. Avantage sur la fibre optique : une même prise peut alimenter deux récepteurs de télévision et un magnétoscope.

« Nous avons pris une participation de 20 % dans Windsor TV, précise Frédéric Vinzia, directeur de Région Câble, pour profiter de leur savoir-faire. La fabrication du réseau pourra s'effectuer en France sous licence et nous avons déjà pris contact avec des industriels. Ce système peut gérer 100 000 foyers sur quelque cinquante kilomètres de zone urbaine ou rurale. Nous parvenons à un coût moyen de 500 000 francs par abonné, soit 50 % moins cher que les réseaux coaxiaux de la DGT et trois fois moins que les réseaux en fibre optique. »

L'affaire embarrasse la DGT. Si la puissance administrative souhaite, pour des raisons stratégiques, se désengager du Parisien plan câble de 1982, elle ne s'attendait pas à être concurrencée aussi vite ni à un tel rapport qualité-prix. Région Câble risque de démontrer que le câble est rentable et de remettre en question un certain nombre d'accords passés entre la DMT et cinquante-deux villes. Déjà Lille, Roubaix et Tourcoing, qui s'apprêtent à adopter des réseaux DGT, s'interrogent : comment pourraient coexister sur la même région des réseaux proposant, au même tarif de 140 francs par mois, des performances radicalement différentes ?

Théoriquement, la DGT ne peut plus grand-chose pour s'opposer au libre jeu de la concurrence. La loi précise que ce sont les communes qui choisissent maître d'ouvrage comme opérateur et que la CNCL donne son avis sur les normes techniques et l'autorisation d'exploitation. Mais la loi limite aussi la télévision par câble à la simple distribution de programmes et renvoie les services interactifs à des professionnels au ministère des P et T en attendant une prochaine réglementation. Or les nouveaux projets par Région Câble ont un fort potentiel d'interactivité.

M. Gérard Longuet, ministre des P et T, va donc se retrouver en position d'arbitrage. Il semble difficile qu'il puisse renier ses professions de foi en faveur de la concurrence sur le câble. D'autant que la pression des élus du Nord-Pas-de-Calais, toutes tendances politiques confondues, est loin d'être négligeable.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le Monde
sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Nouvelles mesures contre le SIDA : les réactions des lecteurs.

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

Société

Le procès de Georges Ibrahim Abdallah

Les silences de la DST

Le procès Abdallah — sans Georges Ibrahim Abdallah, qui a refusé de paraître devant ses juges, — c'est un peu le spectacle dont la vedette attendue et annoncée flanche dès la première représentation. Sans elle, le public flambe aussi. Il a peut-être tort car, en tout état de cause, que Georges Ibrahim Abdallah soit là ou non ne change en vérité pas grand-chose. Présent, il est sûr et certain, et chacun le savait depuis qu'à Lyon, le 3 juillet 1986, devant le tribunal correctionnel qui le jugeait pour association de malfaiteurs, il n'avait jamais répété une seule fois : « Je suis un combattant arabe ».

Ainsi, à toute manière, le président Maurice Colomb attendait à devoir monologuer. Il reste que le dossier à Paris, dans lequel Abdallah est accusé de complicité dans deux assassinats et une tentative d'assassinat, n'est pas pour partie du dossier de Lyon, est infiniment plus vaste et, surtout, retrace les péripéties d'une série d'enquêtes qui montrent toutes les imbrications et les ramifications de la plupart des affaires de terrorisme de ces dernières années.

On en était resté, la veille, à la perquisition opérée par la DST, le

2 avril 1985 à 10 heures du matin, dans le studio de la rue Lacroix à Paris, et à la découverte, dans une cantine grise, de pistolets-mitrailleurs d'origine soviétique calibre 7,65, dont les experts allaient dire que c'était l'arme utilisée pour l'assassinat de Robert-Charles Ray, le 18 janvier 1982, et de Yacov Barsimentov, le 3 avril suivant. Il y avait aussi, dans ce même studio loué par Abdallah, deux pistolets-mitrailleurs avec leur chargeur, des boîtes de cartouches 7,65, une centaine de paquets d'explosifs d'un poids total de 25 kilos, des systèmes de télécommande, des carnets portant des annotations de la main de l'assassin, des photocopies de pièces d'identité le concernant ou établies en son nom de son frère libanais, des livres des titres, une série de plans de villes, dont un du quartier de la Défense où, bien plus tard, serait commis un attentat; le 10 septembre 1986, sans parler d'un façon de Corrocher portant ses empreintes digitales.

En 1982, en 1985, imputait un groupe Abdallah les noms de Robert-Charles Ray et de Yacov Barsimentov. Pour ce fait, M. Tchividjian avait pas, en tant que public, avec les silences.

« La DST, a-t-il dit, reçoit des quantités d'informations. Elle fait son travail, et nous, nous faisons le nôtre. Elle devait avoir ses raisons pour ne pas faire connaître plus tôt ce dont elle disposait ».

Comme l'avocat général, M. Toullette, avait demandé que le procès soit tenu à la DST, il convenait d'insister sur le fait que ses représentants soient à la barre, M. Kiejman répondit : « Je ne doute pas que la DST, pour des raisons infiniment respectables et conformes à sa mission, ait agi comme elle l'a fait. Mais je m'adresse à des juges et je ne puis regretter que le judiciaire, dans cette affaire, ait été tenu par elle si longtemps pour quantité négligeable ».

Faute d'avoir reçu communication des renseignements détenus par la DST, la brigade criminelle est restée « dans le brouillard le plus total », pendant trois ans, dans son enquête sur l'assassinat d'un diplomate américain en 1982

A cela s'ajoutent les autres découvertes en septembre 1985, toujours par la DST, dans une voiture CK abandonnée à Belgrade, et qui avait été achetée à Lyon, toujours par Abdallah et Jacqueline Eber. C'est là qu'apparaît le plan de Strasbourg annoté, selon les experts, de la main de l'assassin et portant désignation de rue, dont celle où habitait Robert Homme, le consul général des Etats-Unis victime de la tentative d'assassinat le 26 mars 1984. On trouve encore, parmi des cartes d'Espagne, de France et d'Italie, un plan de Genève encore annoté de sa main et paraissant désigner à côté des « sites » israéliennes.

M. Vergès a beaucoup insisté sur ces découvertes, sur le caractère « de clandestinité qui induit tout ce qu'il va faire, sans pour autant avoir tout fait ». « C'est un tout, lui a répliqué M. Kiejman. Si des câbles n'ont pas été arrêtés, et Robert Homme lui, a bien été victime d'une tentative d'assassinat ».

Telle est donc la toile de fond. Il restait à voir, pour commencer, en quoi dans tous ces éléments il peut y avoir matière à étayer une accusation de complicité d'assassinat.

Dans le brouillard

Lorsque Robert Charles Ray est tué, le 18 janvier 1982, en sortant de son domicile, boulevard Emile-Augier à Paris, la brigade criminelle chargée de l'enquête ne trouve pas grand-chose pour progresser. Elle dispose de quelques témoignages donnant un signalement vague du criminel, d'une douille déformée de marque Geco et de calibre 7,65, et enfin de la revendication de cet assassinat par les Fractiones armées révolutionnaires libanaises (FARL). Mais les FARL sont, à l'époque, inconnues de la brigade criminelle. Elle recherche plutôt en direction d'Action directe, que, en revanche,

fort dépourvue. Elle disposait certes d'un signalement, celui d'une jeune femme décrite par ses témoins comme petite mais avec de fortes hanches. C'est l'exacte silhouette de Jacqueline Eber, mais la brigade criminelle ne savait rien de l'époque. Elle disposait cependant d'une revendication du crime par les FARL, revendication imprimée par les soins de la Documentation communiste (DOCOM), comme pour ses liens avec l'Action directe.

Du coup, on a enquêté dans diverses imprimeries, dont une à Grenoble et une autre en Belgique. On a même interrogé Jean-Març Rouillan, qui alors était libre. Il a affirmé n'être pour rien dans cette affaire. Là encore, c'est la DST, plusieurs années après, qui devait apporter son concours. Elle disposait d'un renseignement de source très sensible — selon lequel plusieurs entretiens avaient eu lieu à Grenoble entre Mohand Hamami, membre d'Action directe, et Georges Ibrahim Abdallah au domicile d'une sympathisante, M^{lle} Martine Toullette. Par la suite, Hamami avait été arrêté. Il fut libéré à la fin de 1981, et Martine Toullette, selon l'exposé du président Colomb, avait mené campagne pour sa libération. C'est le 3 avril 1982, soit le jour même de l'assassinat de Yacov Barsimentov, qu'elle aurait donc remis à Hamami le texte de la revendication par les FARL reçu de Georges Ibrahim Abdallah.

Une famille

Une suite nous est donc promise, M^{lle} Vergès lui ayant fait savoir qu'il ne s'immiscerait « pas dans cette querelle, laissant à la partie civile le soin de sa faire accusatrice ou défensive de la police selon ses heures et ses humeurs ».

La cour, après ces échanges, devait entendre la veuve de Robert Charles Ray. Ce fut une déception. M^{lle} Sharon Ray, à la barre des témoins, c'est-à-dire devant la vitrine des pièces de conviction dans laquelle se trouve le pistolet qui a tué son mari, se pose des questions. Elle se demande si le diplomate, catholique comme elle, qui avait couru à Paris un prêtre de Notre-Dame, n'a pas pu être victime de cette amitié. Pourquoi? Parce que ce prêtre, qu'elle avait invité chez elle, les avait à son tour à une réunion où il présentait Robert Charles Ray à de jeunes Libanais dont il s'occupait. Qui étaient ces jeunes gens présents comme des étudiants à la faculté catholique? N'a-t-il pas pu se trouver parmi eux des amis de Georges Ibrahim Abdallah?

Elle a ajouté : « Mon mari, c'est moi qui n'ai pu aller à son mariage. Il m'est impossible aujourd'hui d'expliquer à mes deux enfants pourquoi il n'est pas venu. Même moi, je ne peux pas parvenir à comprendre cela. Ce crime n'a rien changé à la politique des Etats-Unis, mais il a changé notre famille, mais nous ne l'avons pas oublié. Mon mari a travaillé depuis 1960. C'était un homme admirable, plein de projets, un père merveilleux. Il aurait dû vivre encore longtemps ».

La famille de Yacov Barsimentov ne s'est pas constituée partie civile. M^{lle} Barsimentov et son fils, cités comme témoins, ne viendront pas. L'avocat général avait expliqué, la veille, que cette attitude n'était pas commandée par la peur, mais par un désir d'oubli, une volonté formelle.

Un enjeu important

Yacov Barsimentov fut assassiné, le 3 avril 1982, devant la porte de Hamami, à son immeuble, rue Ferdinand-Buisson, à Boulogne-Billancourt. Là encore, la brigade criminelle s'est longtemps

Un enjeu important

Un enjeu important

Une documentation considérable

Au Quai des Orfèvres, on indique que les carnets et les papiers au domicile des dirigeants d'Action directe constituent une documentation considérable qui fera plusieurs mois pour analyser. Parmi ces papiers, une soixantaine de cassettes vidéo ont été placées sous scellés en attendant leur décriptage. Au cours des perquisitions, les spécialistes de la lutte antiterroriste ont aussi découvert des tampons servant à imprimer une étoile à cinq branches — l'emblème du groupe Action directe — et des photocopies des revendications de plusieurs attentats. Il s'agit, entre autres, de ceux commis contre l'ingénieur général de l'armement René Audran et contre Georges Besse, et de ceux qui furent des « échecs » pour le groupe clandestin, contre le contrôleur général des armées Henri Blandin, en juin 1985, et contre le vice-président du CNPF, M. Guy Bruas, en avril 1986. Les enquêteurs ont aussi retrouvé les photocopies des revendications des attentats contre les sièges d'Interpol et de l'OCDE commises en 1986.

Pour l'instant, les meilleurs judiciaires se refusent à confirmer l'importance de l'information libérée laquelle les membres d'Action directe projetaient le 10 février de la soirée à l'Alcazar et Cie, une soirée d'armement aéro-nautique dans les salons de l'Alcazar par le « service défense », mais se gardent bien de divulguer l'information.

Précision sur l'amnistie de Jean-Març Rouillan. — Dans son article « Un procès injuste » (Le Monde du 25 février), manquait une précision qui n'est pas de soi, pour les membres de l'Action directe : quand Jean-Març Rouillan fut arrêté, en 1981, de l'amnistie présidentielle, il n'est devenu depuis sa troisième condamnation, par les Renseignements généraux, le 13 septembre 1980. Auparavant, il avait déjà été arrêté, puis remis en liberté à deux reprises : le 9 décembre 1974 (pour transport d'explosifs, attentats à l'explosif, attaques de banques et enlèvement d'un banquier espagnol), puis relâché, sans jugement, le 25 mai 1977 et le 22 mars 1978 (pour détention d'armes), puis relâché à nouveau sans avoir été jugé. Le sigle Action directe fut publiquement dévoilé l'année qui suit avec, le 18 mars 1979, la mitrailleuse, que Jean-Març Rouillan et Nathalie Ménigon, de la façade du mouvement de la coopération.

L'avocat général est ici intervenu : « Je révoque moi, que lorsque M^{lle} Toullette a dit admettre qu'elle connaissait Abdallah et qu'on lui a demandé où elle l'avait connu, elle a répondu que c'était à Rome, dans un café. Or c'est un détail que l'on retrouve précisément dans le renseignement qu'avait reçu la DST, ce qui me permet d'y accorder quelque crédit ».

La longue discussion qui s'est ensuivie — en attendant qu'elle fût interrompue lorsque M^{lle} Toullette a déposé — montre que chacun sent bien l'importance de l'enjeu : si Georges Ibrahim Abdallah a bien travaillé à Mohand Hamami une revendication par les FARL de l'assassinat de Yacov Barsimentov, c'est assurément un élément qui comptera pour apprécier une éventuelle complicité.

JEAN-MARC THÉOLÉVRE.

L'interrogatoire des quatre responsables d'Action directe

Plusieurs témoins de l'assassinat de Georges Besse ont reconnu Nathalie Ménigon

Les quatre dirigeants d'Action directe, arrêtés le samedi 21 février au soir dans une ferme isolée près d'Orléans, ont été confrontés mardi avec les témoins de l'assassinat du PDG de la Régie Renault, dans les locaux de la police judiciaire, à Paris. De leurs déclarations, on indique que « plusieurs témoins » ont reconnu Nathalie Ménigon, mais, comme il est évident que des jeunes hommes qui ont été sur Georges Besse, le 17 novembre 1986, devant son domicile parisien.

De source proche de l'enquête, on précise que d'autres témoins ont reconnu Nathalie Ménigon et ses camarades, et que l'un de ces témoins n'est pas que le serviteur en chef du PDG de la Régie Renault, mais aussi dans la ferme de Vitry-aux-Loges.

Les quatre responsables d'Action directe opposent un mutisme complet aux questions des enquêteurs lorsque leurs noms ont été cités à être retravaillés dans les procès-verbaux. En revanche, Jean-Març Rouillan, Nathalie Ménigon, Julie Auber et Georges Cipriani ont répondu à l'interrogatoire avec les policiers de leurs idées politiques et affirmé qu'ils ont été dans quelques circonstances d'ordre général hors procès-verbal. C'est ainsi que Jean-Març Rouillan a évoqué le nom de M. Robert Hersant, PDG du Figaro, et de plusieurs autres personnalités, sans indiquer toutefois s'il leur réservait un « procès populaire ».

Un policier précise que Rouillan ne s'est pas exprimé sur son rôle dans l'assassinat de Georges Besse, c'est-à-dire dans les locaux de la Régie Renault, mais qu'il a été vu à la fin de la garde à vue, fixée à l'heure 25 février à 20 heures.

Une documentation considérable

Au Quai des Orfèvres, on indique que les carnets et les papiers au domicile des dirigeants d'Action directe constituent une documentation considérable qui fera plusieurs mois pour analyser. Parmi ces papiers, une soixantaine de cassettes vidéo ont été placées sous scellés en attendant leur décriptage. Au cours des perquisitions, les spécialistes de la lutte antiterroriste ont aussi découvert des tampons servant à imprimer une étoile à cinq branches — l'emblème du groupe Action directe — et des photocopies des revendications de plusieurs attentats. Il s'agit, entre autres, de ceux commis contre l'ingénieur général de l'armement René Audran et contre Georges Besse, et de ceux qui furent des « échecs » pour le groupe clandestin, contre le contrôleur général des armées Henri Blandin, en juin 1985, et contre le vice-président du CNPF, M. Guy Bruas, en avril 1986. Les enquêteurs ont aussi retrouvé les photocopies des revendications des attentats contre les sièges d'Interpol et de l'OCDE commises en 1986.

Pour l'instant, les meilleurs judiciaires se refusent à confirmer l'importance de l'information libérée laquelle les membres d'Action directe projetaient le 10 février de la soirée à l'Alcazar et Cie, une soirée d'armement aéro-nautique dans les salons de l'Alcazar par le « service défense », mais se gardent bien de divulguer l'information.

Précision sur l'amnistie de Jean-Març Rouillan. — Dans son article « Un procès injuste » (Le Monde du 25 février), manquait une précision qui n'est pas de soi, pour les membres de l'Action directe : quand Jean-Març Rouillan fut arrêté, en 1981, de l'amnistie présidentielle, il n'est devenu depuis sa troisième condamnation, par les Renseignements généraux, le 13 septembre 1980. Auparavant, il avait déjà été arrêté, puis remis en liberté à deux reprises : le 9 décembre 1974 (pour transport d'explosifs, attentats à l'explosif, attaques de banques et enlèvement d'un banquier espagnol), puis relâché, sans jugement, le 25 mai 1977 et le 22 mars 1978 (pour détention d'armes), puis relâché à nouveau sans avoir été jugé. Le sigle Action directe fut publiquement dévoilé l'année qui suit avec, le 18 mars 1979, la mitrailleuse, que Jean-Març Rouillan et Nathalie Ménigon, de la façade du mouvement de la coopération.

Enfin, on sait aujourd'hui que les armes saisies dans la ferme de Vitry-aux-Loges comportaient un fusil d'assaut belge, un pistolet Smith et Wesson, un pistolet-mitrailleur, trois revolvers 45, un revolver 111 Magnum et un pistolet automatique 7,65. Un policier belge qui avait arrêté Jean-Març Rouillan à Bruxelles, en mars 1984, ainsi que ce dernier avait remis son véhicule de location dans une agence.

Les services judiciaires à Vitry-aux-Loges ont interrogé les quatre cent mille francs et sont restés dans de bonnes relations.

Deux anciens compagnons témoignent « Rouillan n'a jamais été un chef »

TEMOIGNAGE
de M. J. J. correspondant

Volontairement ou pas, sa mémoire des dates lui fait parfois défaut. Mais l'homme retrouve vite sa verve pour expliquer, pour tenter de justifier devant les autres d'un passé militant dont il veut préserver l'image. C'est l'époque de l'antifranquisme, de la lutte contre le franquisme espagnol. Et dans le fait-chaque, dans le passage pour les années du régime de Caudillo, terre d'opposants au nombre de millions, les hommes — et la plus grande à la plus grande — sont restés ensemble autour d'un idéal de résistance.

A cette époque, le mouvement de résistance n'était pas un mouvement de masse. C'est ce qui a permis à ce mouvement de résister, et ce qui a permis à GARI (Groupes armés révolutionnaires) de continuer à faire remonter ses compagnons d'ailleurs ont tous été acquittés par la justice française.

« Rouillan n'est pas le sanguinaire qu'on veut bien dépeindre aujourd'hui. Je ne sais pas ce qu'il a fait ou n'a pas fait avec Action directe, mais je me souviens de notre arrestation au cours d'un banal contrôle de police. Il était le seul du groupe à être armé. Il ne s'est pas servi de son pistolet. Plus tard, quand la police l'a piégé avec l'histoire Carlos, il n'a pas tiré, pas plus que l'autre jour dans la ferme. Franchement, je ne l'ai jamais vu se servir d'une arme ».

L'homme qui raconte ne se livre pas facilement. Méfiance à l'égard de la presse, prudence à l'égard de la justice, ce qui lui fait craindre d'être accusé de la suspicion de la police. Il ne s'est pas servi de son pistolet. Plus tard, quand la police l'a piégé avec l'histoire Carlos, il n'a pas tiré, pas plus que l'autre jour dans la ferme. Franchement, je ne l'ai jamais vu se servir d'une arme ».

Il affirme tous deux que leur relation s'est un jour séparée de celle de Jean-Març Rouillan, et probablement parce qu'il n'avait pas une formation politique suffisante et qu'il n'avait pas les mêmes idées que Rouillan. Mais ces idées des GARI qui ont fait, travail, et surtout, dans leur carrière d'antifranquisme.

Jacques Givet



UN DIABLE D'AVOCAT

Jacques Givet
Le cas Vergès

79 F

Lieu Commun

سكندرية

ARTS ET SPECTACLES

Un Américain de rêve

Clint Eastwood

Carmel, Californie, 4825 habitants, sanctuaire pour retraités, a un maire de choc: Clint Eastwood, qui vient ainsi d'ajouter une corde à son arc. Producteur, metteur en scène, interprète, son dernier film, Heartbreak Ridge (Je Maître de la guerre), sort le 4 mars. Crypto fasciste, néo-gauchiste? Est-il bon, est-il méchant? En tout cas, il est beau...

UNE si jolie petite plage, propre, pimpante, fleurie, une vraie ville de poupée, 4 825 habitants. Bien sûr, on y rencontre beaucoup de vieilles poupées, parce que Carmel est un sanctuaire de retraités... On y respire malgré soi un léger parfum de Hânes et d'Orléans, ce conte de fées où deux enfants perdus trouvent refuge dans une jolie maison, où une accueillante grand-mère les reconforte avant de tenter de les faire réintégrer au foyer... Dans la

librairie de la rue principale, un bon rayon cinéma. Des bouquins sur Brando, Cooper, Bogart. Rien sur Eastwood.

En revanche, à côté, le sous-sol tout entier du magasin de vêtements est occupé par des posters, des T-shirts, des casquettes, des slips même, dédiés au culte de Clint. Au choix, on peut arborer sur la poitrine ou sur les fesses le slogan « Clintville-by-the-Sea » ou « Clint for president ». Ou bien opter pour un portrait en pied, ou en gros plan, mal rasé ou imberbe.

Lancé pendant la campagne électorale, ces gadgets d'un goût discutable avaient une excuse: ils étaient vendus au profit exclusif d'une fondation locale pour la jeunesse. Maintenant, la campagne est finie et gagnée. Les T-shirts continuent de se vendre. Pas un seul bénéfice des jeunes nécessiteux. Et le maire commence à faire les gros yeux...

Le maire? Un impeccable bâtiment miniature niché au milieu des minimes et des eucalyptus, qu'on prendrait volontiers pour une chapelle baptiste. Sur le fronton, gravé en lettres gothiques: City Hall. Dans l'entrée

trône, d'une blancheur insolente, incongrue, une cuvette de WC. Le premier choc passé, on lit la pancarte qui précise: « La cuvette coûte 147,53 dollars et ne consomme à chaque usage que 13 gallons. » Révélation en trois dimensions du problème le plus crucial de la ville, la pénurie d'eau...

« Il a payé de sa personne »

Le maire partage un bureau de dimensions modestes avec une énergique « Mamie », son adjointe, Sue Hutchinson. Cheveux blancs, poigne d'acier, elle rappelle que son mari a obtenu une confortable majorité,

2 166 voix contre 789 à son adversaire, la maîtresse sortante, se souvient avec émotion de la campagne « très dure »: « Il a vraiment payé de sa personne, allant boire jusqu'à trois litres de bière », et évoque la première mesure courageuse qu'il a prise: supprimer un décret qui interdisait la dégustation de cornets de glace dans la rue.

Sur le bureau, une grande photo encadrée, fortement symbolique: Clint Eastwood sur une estrade, vendant aux enchères pour une œuvre de charité une grande photo encadrée de... Clint Eastwood.

A quelques pas de là, un restaurant rustique à l'enseigne de

Hog's Breath Inn. Littéralement: l'Auberge de l'haleine de cochon. Propriétaire: Clint Eastwood. A la carte, le Dirty Harry Burger ou le Sudden Impact (sauce polonaise grillée avec fromage fondu et pizzas, sur petit pain). Au fond du jardin chauffé aux infra-rouges, en ce tibia balbutiant de printemps californien, on vous montre une échelle de meunier. Elle conduit à une pièce secrète où « il » monte certains de ces films. Alors, que fait-il, va-t-il enfin arriver notre Pale Rider, et secouer cette impression d'irréalité cosmique qui émane de Carmel-sur-Mer?

« La perfection de l'homme en mouvement »

Soudain, il est là. Fringué comme un voyageur de commerce des Sixties, avec une chemise au col trop pointu, ces pantalons à la limite du « pat d'épi », il est là. Et c'est la perfection de l'homme en mouvement dès qu'il bouge, et la perfection de l'homme immobile lorsqu'il ne bouge pas. Aucun geste superflu, une économie de moyens qui confine à l'ascèse et débouche sur la grâce. Des mains de médecin ou de prophète - ni de fils ni de cow-boy. Cinquante-

sept ans. Pas de... Des rides d'harmonie comme il y en a d'expression. Sur la temps gauche, cependant, un méandre étonnant, une petite veine saillante, et qui bat. Il est là. Incroyablement présent et lointain, gentil et distant.

Da calme? Comment, du calme... Je voudrais vous voir. Et qu'on ne s'y trompe pas, l'effet Eastwood se fait sentir quel que soit l'âge, le sexe, les opinions politiques ou cinématographiques de son interlocuteur. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à un long article de Norman Mailer paru en 1983. L'auteur... Nus... les morts craque littéralement, écrivant: « [Clint Eastwood] a ce corps mince et discipliné qu'on ne voit que chez les meilleurs danseurs, les alpinistes, les skieurs de compétition et les funambules. Son visage a une pureté déconcertante. On pourrait... bien être devant un... que devant un... Et l'écrivain se pose la question: Est-il... beau? Répondant: « Je n'ai pas pour habitude de penser... hommes en... de beauté... L'affaire est entendue.

« Je suis



ce que vous voulez »

CLINT EASTWOOD vient d'acheter à Carmel une vaste propriété dont les prés descendent jusqu'à la mer. Ce n'est pas le syndrome du marquis de Carabas, plutôt celui du shérif écossais. Il n'a pas l'intention de faire grand-chose de sa Mission Ranch mais veut lui éviter la poche sacrilège des promoteurs immobiliers...

Tout de suite il dit que « son mandat de maire est un engagement civique », pas « politique » et assé: « C'est mignon, Carmel, n'est-ce pas une bonne idée d'y supprimer toutes les enseignes au néon? Ça repose, non? »

Ce n'est pas sa faute, mais on se sent un peu intimidé. Alors on commence, bêtement, par demander des nouvelles des enfants, le garçon, la fille, qui furent tous deux ses partenaires. Kyle est étudiant; Alison a quatorze ans et « elle est jolie ». Eastwood dit qu'il n'a pas rapporté qu'elle s'est lancée dans la pratique du trapeze volant sans filet. « Elle est jolie... Danger.

Pourquoi Heartbreak Ridge? Pourquoi, une fois de plus, un personnage si ambigu? « Je suis fasciné par les militaires, dit-il, leur fonction organique est d'aller à la guerre. Et je me suis toujours demandé ce qu'ils peuvent bien devenir lorsqu'ils n'ont pas devant eux un champ de bataille. La paix, pour eux, c'est la mort. Ça me semblait un bon ressort dramatique.

Highway se dit: tout ce que j'ai touché, je l'ai gâché. Personne ne m'attend, nulle part. Et lorsque l'officier lui propose de reprendre son vieux collier pour essayer de le passer au cou de jeunes chiens, il sait que c'est la seule solution. Highway est un dinosaure, je ne pense pas qu'il soit très intelligent, mais il est très instinctif. Il a appris la psychologie des rues.

Vous l'aimez bien? Oui. J'espère qu'on l'aimeira parce qu'il y a des gens qui... est, c'est parti, on extrapole... La psychologie des rues, n'est-ce pas celle qu'on apprend aussi le jeune Clint, suivant sur les routes de la grande dépression son « papa anglo-hollandais et sa maman hollandaise ».

Wendell...? C'était le temps, il le rappelle sans fanfaronner, sans amertume, « où il fallait faire beaucoup de petits boulots pour avoir un dollar en poche ».

Revenons à nos « marines ». Le personnage que joue Marsha Mason est très fort. Elle a passé ses meilleures années à attendre ce shérif de Highway...

Dans le script original, elle le voyait, et lui retombait assotée dans les bras. J'ai voulu qu'elle soit aussi dure qu'il l'est, lui.

Contrat tenu jusqu'à la fin du film, symbolique et poignant. Marsha Mason attend son « héros » rapé, elle agit un petit drapeau américain, un peu comme une fleur sur une tombe. Le musicien, martial à vomir, accueille les soldats « triomphants » de retour de la Grenade. Elle et lui s'en vont main dans la main, comme Charlie Chaplin et Paulette Godard dans « les Temps modernes », mais on n'y croit pas. Et Clint Eastwood non plus: « J'ai donné à Marsha comme indicatif: tu sais que vous allez avoir une bonne soirée. Mais demain, les bagarres recommenceront! »

« Le Cubain, c'est l'ennemi du jour »

Vous êtes le premier cinéaste à avoir montré l'intervention américaine sur l'île de la Grande...

Parce que c'est un engagement militaire récent, c'est tout. J'éprouve plutôt des doutes sur la façon dont tout ça a été matérialisé; mais, bon, c'est arrivé. Le Cubain, c'est l'ennemi du jour, hier, c'en était un autre...

Avez-vous été soldat vous-même, un bon soldat?

Je n'ai pas fait d'accès de noble et ai refusé de suivre l'école d'officiers... En fait, j'ai eu de la chance, beaucoup de chance, j'aurais dû aller en Corée, comme le sergent Highway. Mais lors d'un vol de liaison, mon avion s'est crashé, j'ai nagé sur une distance de 4 kilomètres pour rejoindre la côte. Après, on m'a demandé d'attendre la commission d'enquête. Mais il n'y a pas eu d'enquête... Et je n'ai pas été au front, devenant, puis-je le dire, un héros sans preuve de ma compétence en ce domaine, instructeur de natation...

Avez-vous consulté de véritables « marines »? Ont-ils été choqués, notamment par le langage pour le moins crâ qu'ils sont censés employer? Oui, j'ai eu des conseils et ceux qui étaient sur le film l'ont aimé. Au département de la défense, au Pentagone, c'a été plus... Une projection qui devait être organisée au bénéfice d'un régiment proche du camp où nous avons tourné a été annulée, le nom de l'événement vrais « marines » ont fait de la figuration à la fin du film du générique...

Pourquoi vous êtes-vous à ce point déguisé dans Heartbreak Ridge? Encore ce fameux machisme qui semble être un des ressorts de votre inspiration?

Clint Eastwood soupire, marque une légère lassitude, affirme que son sergent Highway a surtout été détruit moralement, à l'intérieur. Et que, pour montrer l'intérieur, forcément, il a été amené à en montrer l'extérieur. Ce qui est tellement plus facile, puisqu'il suffit d'un bon maquillage...

On s'accroche aux branches, on crache le mot fatal, « mais tout de même, votre image... Et lui, après un silence (il manie très bien les silences), laisse tomber la révélation, la confiance qui va laisser paraître ses agiles hagiographies, ses exigences exagérées: « Mon image? Mais je n'ai jamais eu d'image. Déjà dans les westerns spaghetti, j'étais crasseux, décati, mal rasé, puant, avec mes cigareilles dégueulasses, crachant sur les chiens... Bon, ça n'était pas moi. C'était le rôle. On me demande tout le temps: Vous êtes de gauche? Vous êtes de droite? Ou: Ne pouvez-vous pas que vous semblez? Ma réponse est simple, je suis ce que vous voulez.

« Clint for president »

Au fait, est-il de droite ou de gauche? Il rit. Affirme que son respect de l'individu et de l'individualisme l'excluent plutôt de toute allégeance à un groupe ou à un parti. Et que, oui, cette image droite la femme parfois, mais qu'il ne va pas essayer de se justifier. Puisque, c'est vrai, il n'est pas situé à l'extrême opposé. « Je ne suis pas un républicain conservateur », dit-il, « je suis un démocrate libéral. »

Coûteux, voilà ce qu'il est, et américain. Tellement. Un Américain de rêve. Et l'on comprend soudain pourquoi certains se prennent à espérer que l'histoire sache vraiment bégayer... Clint for president. Le dieu du cinéma nous en préserve.

Comment travaille-t-il lorsqu'il est à la fois metteur en scène et comédien? « C'est un job plutôt solitaire, où il est interdit de montrer le moindre sentiment d'insécurité, vous êtes au bout de la chaîne, si vous n'apparaissez pas sûr de vous, c'est un désastre. Pour savoir si j'ai bien joué une scène, il me suffit de regarder le visage du chef opérateur. Je ne souffre pas trop cependant, je ne

suis probablement pas assez compliqué pour ça. Pourtant, souvent, aux trois-quarts du film, m'arrivent les vraies questions, les bien douloureuses: « Mais qu'est-ce que tout cela peut signifier? Est-ce que ça ressemble à quelque chose? » Et aura-t-il sur terre un seul homme qui ait envie de voir ça? »

Seul-il pourquoi les films de lui que nous préférons, sont justement ceux qui, aux Etats-Unis, sont les plus mal aimés. Honey-toté Mann, Bronco Billy, Pale Rider? Il évoque le peu de « professionnalisme » d'une grande partie de la critique américaine, et précise que les films que nous aimons sont aussi ses favoris. Pour lui importe qu'ils fassent de l'argent ou pas. Il a gagné à coups de succès, à coups de Dirty Harry, le droit - relatif - à l'échec.

Il ne parle à personne, il ne parle pas aux patrons des studios, il ne parle pas à la presse, il ne possède pas de smoking, il en loue un lorsque le besoin s'en fait sentir. Ce sont ses privilèges.

A-t-il des projets? Oui, deux films où il se tiendrait seulement derrière la caméra, où il ne jouerait pas. « Pour se reposer. » N'envie-t-il pas d'incarner l'inspecteur Harry encore une fois?

« Si quelqu'un pouvait imaginer qu'il puisse encore arriver quelque chose d'intéressant à cet homme, pourquoi pas? »

Est-ce dur d'être libre? « Non, je préfère, dit-il. Tout le monde est très nostalgique... Ah! Le bon vieux temps! Ah! Le bon vieux Hollywood! Clark Gable, Carole Lombard! Mais ils étaient tous ligotés par des contrats, et peu de chances d'être responsables de leur destin. »

Est-il conscient d'être une star, une des toutes dernières? Il répond: « Si quelqu'un se réveille le matin en se disant, je suis une star, il doit avoir une vie bien assommante. » Puis il regarde le paysage, les monts noirs, le chien roux qui gambade et murmure: « Cette lumière merveilleuse ne durera pas très longtemps. Il faut en profiter tout de suite. »

DAMELE HEYMAN

LES DESSOUS DE LA FILIERE DIAMANT ECONOMIE

VO: GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES - GAUMONT OPÉRA - GAUMONT HALLES - GAUMONT PARNASSE - 14 JUILLET ODÉON 14 JUILLET PARNASSE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - CLUNY PARNASSE LE NOUVEAU FILM DE WAJDA Chronique des Evénements Amoureux LE 25 FEVRIER

سكنا في الامم

حکذا من الاجل

CINÉMA

« Chronique des événements amoureux », d'Andrzej Wajda

Le domaine enchanté

Andrzej Wajda a retrouvé l'inspiration intimiste du « Bois de bouleaux » et des « Demoiselles de Wilko ». Il a peint la Lituanie de son enfance...

Un train roule à travers une campagne verte et ensoleillée. De la portière de son compartiment, un garçon, Witack, en vareuses et casquette de lycéen, regarde défiler les prés et les bois...

En ce printemps 1939, revenant à lui, dans la région de Wilno, un Lituanien polonais, Witack, qui a le cœur en fête, voit, au fond, ce qu'il veut voir : des soldats-joueurs, une nature idyllique, le pays de ses jeux...

Car Witack va aimer, en perdant la notion du temps. Et les signes placés sur sa route - l'événement à la figure vieillie et décharnée que lui montre le contrôleur avec respect - sont un notable, l'inconnu brusquement surgi pour lui tenir des propos énigmatiques...

Witack retrouve ses amis, sa famille, les traditions du bois dans leurs grands jardins de chaque côté d'une rue aux allures de village forestier. Mais les allemands, juifs et biélorusses arrivent en bonne compagnie. Les deux copains de Witack sont mariés et mettent au air de cette époque la législation.

Lui tombe amoureux d'Aina, fille d'un bourgeois habitant la maison la plus bourgeoise et la plus fermée. Il se dresse de gainis pour s'y introduire. Et dans des moments de mélancolie lorsqu'il grimpe à la fenêtre de sa chambre...

et il regarde se déstabiliser. De temps en temps, l'inconnu du train - un fantôme, une vision - reparait. Il parle de son pays, de son lieu... de son lieu... de son lieu...

Auteur du roman dont le film est tiré, Tadeusz Konwicki tient ce film comme pour un aspect rêvé de l'histoire. Wajda, qui semble être revenu à l'inspiration intimiste (mais très nationale) du Bois de bouleaux et des Demoiselles de Wilko, a changé, en fait, la direction...

Inutile, alors, de chercher à retrouver les détails du passé exacts, à chercher sur le tableau d'une Pologne de l'Est au point de s'effondrer dans la guerre. Cette guerre, on ne parle mais personne n'y croit. Les adolescents au cœur d'enfant, aux sentiments volontiers excessifs, ont leur univers à eux : baigné de clair de lune tout autant que de soleil, univers du romantisme et de chimères où l'on va jusqu'à vouloir mourir au bord de l'eau dans un mariage blanc, pour échapper à l'incompréhension des adultes et jouer un rôle, plus solide pourtant que celui des adultes puisque - la dernière image symbolique ne le dit-elle pas ? - il résistera aux bombardements et à la guerre surgissant dans un envol de lanciers qui ont terminé leur quadrille.

Préface Myrarska et Piotr Wawrzyniak, interprètes merveilleux et touchés par la grâce, incarnent une jeunesse éternelle. Wajda n'a jamais été aussi sûr. Depuis qu'il a parlé en 1954, il a été dans bien des films le peintre des générations de souffrance et de lutte marquées par les horreurs de la guerre, la période stalinienne et, d'une façon générale, le déterminisme historique. Avec ses adolescents du domaine enchanté, il ne se repaie pas sur un passé idéalisé, il regarde autrement, au-delà de nouvelles portes, de nouvelles fenêtres.

J. S.

« Je voudrais encore m'engager »



APRÈS l'Homme de fer (1981), Andrzej Wajda avait tourné Danton en Allemagne hors de Pologne. Rentré dans son pays qu'il n'avait jamais envisagé de quitter, il travailla au cinéma avec Chronique des événements amoureux, adaptation d'un roman de Tadeusz Konwicki, œuvre non conformiste qui n'a toujours pas le droit de faire éditer ses œuvres dans le journal officiel.

« Au bout de trente ans, dit Wajda, je ne peux pas faire le naïf. J'ai présenté un projet de film que j'avais envie de réaliser et que je voulais pouvoir montrer au public. Si Tadeusz Konwicki a publié deux ou trois livres dans ce que nous appelons le deuxième circuit, c'est-à-dire en dehors de la censure, il n'est jamais parti du principe que c'était une voie unique. D'ailleurs, malgré cela, son dernier livre a été édité officiellement. Le système fonctionne ainsi, les artistes y ont introduit un certain dualisme. Et le projet de Chronique des événements amoureux a été autorisé parce que, à nous faire un film sous l'égide de la production d'Etat, d'une certaine manière cela nous le. C'est vrai, mais il n'y a pas d'autre solution possible pour le cinéma. Et les limites de la censure ne sont jamais rigides. Tout de même, il nous appartient de lutter pour une plus grande souplesse, une plus grande liberté.

« J'ai donc réalisé un film sur des impressions de jeunesse. Au début, j'avais voulu prendre des acteurs un peu plus âgés. Mais leurs visages étaient trop contemporains, avec cette agressivité de ceux qui se veulent tout de suite adultes et ne s'étonnent plus de rien. Je n'aurais pas pu trouver ceux qui, en fait, se trouvent dans la naïveté, la fraîcheur propres aux personnages du film. Ils auraient rajouté de l'idéologie ou feint l'innocence. Alors, j'ai cherché ailleurs qu'à Varsovie, le plus loin possible à l'Est. J'ai vu et choisi de très jeunes gens à l'âge du bac, qui avaient participé à des troupes de théâtre amateur. Ces jeunes gens de province correspondaient à mon imagination sur les visages, les attitudes, les sentiments des adolescents de 1939.

« J'ai soixante ans. En apparence, c'est un fait sans signification. Mais je commence à me dire que mes devoirs de cinéaste doivent être différents. Au début, je devais détruire des concepts erronés, surprendre, agir par tous les moyens pour attirer l'attention sur ce que j'avais à dire. Je l'ai fait longtemps. Mais lorsqu'on a soixante ans, il faut se poser des questions sur ce qu'on a à dire, plutôt que de le crier à tout le monde. Or, je ne sais pas s'il me reste tant de choses que cela à dire. Cela dépendra de la suite des événements. Y aura-t-il vraiment une accélération de ces changements que nous attendons tous ? C'est une possibilité.

« Tous les problèmes propres à la Pologne ont éclaté en même temps que cette guerre dont les gens disent, dans le film, qu'elle ne se produira pas. Je pense que la société polonaise n'avait pas conscience d'une vraie menace. Mon père était officier. Il ne nous aurait pas caché la vérité. Il devait penser que l'armée polonaise était assez forte pour se battre contre les Allemands, au cas où cela arriverait tout de même. Les discours de Hitler à la radio étaient peu écoutés. On se demandait pourquoi il criait tellement. Evidemment, nous vivions dans des illusions. Mais cela ne tient-il pas à nos « années enfantines » ? Les premiers Allemands que j'ai vus arriver avec leur matériel de guerre m'ont donné l'impression d'être des Martiens, des extra-terrestres.

« Je voudrais encore m'engager, c'est clair. Sinon, il me reste, en pratique, une nécessité : me tourner du côté des jeunes, et essayer, d'une certaine manière, de leur transmettre mon point de vue sur la vie, sur le monde. Point de vue qui, paradoxalement, s'est formé en même temps que se formaient les jeunes gens du film dans la naïveté et la foi en la vie. Oui, je voudrais m'adresser aux jeunes, pour faire encore quelques jeux d'enfants avec eux : cinéma, théâtre, arts. Tout cela n'a pas encore de formes déterminées. Mais je pense que là est mon dernier devoir.

Le 3 mars, Andrzej Wajda va commencer, en Pologne, le tournage des Possédés d'après Dostojewski.

Propos recueillis par JACQUES SEGLIER

Le débat sur la Cinémathèque

« Une crise ? non, une renaissance »

« Crise à la Cinémathèque : une nouvelle affaire Langlois ? » Sous ce titre, Jean-François Lacan évoquait la polémique soulevée par l'éventuel transfert du musée Langlois au Palais de Tokyo (Le Monde du 31 janvier). Le cinéaste Costa-Gavras, président de la Cinémathèque, exprime, au terme de son mandat, sa position.

AVEC l'appui constant d'une majorité des administrateurs, j'ai pu depuis cinq ans coordonner les efforts de redressement de l'association. Un exceptionnel soutien de l'Etat dont j'affirme qu'il fut appliqué dans un respect absolu de notre indépendance. Mon mandat, les crédits mis à notre disposition ont été multipliés par cinq, sans qu'aucun contrôle supplémentaire, aucune pression, aient été exercés en contrepartie. Avec une subvention de 25 millions de francs et la présence de trois représentants de l'administration au sein du conseil de vingt-quatre membres, la Cinémathèque n'a jamais été plus indépendante qu'aujourd'hui. De même, seule la politique de redressement et d'autonomie de décision poursuivie a permis d'attirer la confiance de nombreux partenaires privés qui ont offert leur concours financier ou technique.

Grâce à ces moyens financiers, grâce à cette indépendance matérielle nouvelle, nous avons pu enfin, et en toute liberté, nous attaquer aux tâches essentielles pour lesquelles tant de retard avait été accumulé. Parmi ces tâches. Combustion et dégradation naturelle des vieilles pellicules « nitrate » : les admirables collections amassées par Langlois étaient en danger de mort. Nous avons obtenu les entrepôts modernes indispensables, commencé à dresser enfin le catalogue scientifique de nos richesses, ainsi rassemblées. Surtout, nous avons organisé avec les crédits nouveaux l'activité de

« Au rythme, encore insuffisant, de cent titres chaque année, nous transférons sur des supports numériques les copies les plus précieuses et les plus menacées. Il fallait aussi préserver les collections de livres, de photographies, d'affiches, de décors, d'appareils, de costumes. Cela a été entrepris avec l'aide de la Fondation de France. J'ai obtenu de l'Etat un lieu où nous avons pu rassembler les bibliothèques de la Cinémathèque et de l'IDHEC, qui accueillent annuellement sept mille visiteurs. Plus de trois mille pièces du musée et des réserves ont été restaurées.

Le premier musée moderne. Nous avons également entrepris de discipliner la gestion. Les équilibres financiers ont été rétablis, des méthodes de fonctionnement strictes ont été adoptées, des ressources nouvelles ont été trouvées auprès de mécènes, tel le GAN.

Puis nous nous sommes efforcés, par l'édition de livres, la présentation d'expositions, la diffusion d'un journal, l'organisation de rencontres avec des créateurs de tous pays, de mieux informer le public, d'ouvrir nos activités vers de nouveaux partenaires à Paris, en province, à l'étranger, de collaborer avec musées, facultés, centres culturels, festivals. Enfin, nous avons préparé le projet d'extension de la Cinémathèque au Palais de Tokyo.

Mais tout cela, c'est hier. L'association va filer dans quelques mois un nouveau gouvernement. Au terme de son premier mandat, je souhaite que le prochain conseil soit en mesure de répondre en toute clarté à la seule question : quelle Cinémathèque veut-on ?

Le projet existe. Il est le même depuis cinquante ans. Langlois l'a inscrit au fronton de la salle de projection de Chaillot : « Musée du Cinéma ». En 1969, il écrivait : « Comme nous sommes loin du but ! De cette Cinémathèque idéale qui conserverait la production nationale et les salles de projection, celles qui en attendent le public, celles d'un musée qui ne

pas seulement le réceptacle de l'art cinématographique... mais également qui ferait connaître par des expositions temporaires et des présentations de films toutes les formes nouvelles du cinéma indépendant du monde entier. »

Le projet n'a pas changé : faire de la Cinémathèque le premier musée moderne et vivant consacré au cinéma. Ce qui a changé, ce sont les conditions de réalisation de ce projet : les formes de diffusion de la culture se multiplient, les techniques de conservation et de consultation évoluent, les exigences du public se transforment. Ce choix n'a jamais été remis en cause. Les représentants de l'Etat du conseil ne s'y opposent d'aucune façon. Mais faut-il en rester là ?

Le Palais de Tokyo, c'est d'abord deux salles offrant des conditions de projection parfaites, permettant la présentation d'un répertoire des créations majeures de l'histoire du cinéma : rétrospective d'œuvres complètes ; découverte du patrimoine au fur et à mesure de sa restauration ; programmation par thèmes, par périodes, par pays ; branches multipliant les points de vue d'auteurs, de critiques, de techniciens ; analyse de la production contemporaine. Au Palais de Tokyo, nous disposerons de trois nouvelles salles de cinq cents, deux cents et cent places.

Ensuite, des espaces d'expositions dotés de moyens muséographiques modernes. En 1986, nous avons exposé Méliès, Traumer, Fonckner, Langlois, Métropolis. Au Palais de Tokyo, 3 000 mètres carrés seront consacrés aux expositions.

Il faut aussi des équipements de recherche et de consultation des archives : salles de visionnage et bibliothèque. Dans un temps prochain, tout film devrait pouvoir être visionné, comme à la Bibliothèque nationale ou consulté tous les livres. Utopie, dira-t-on, mais n'a-t-on pas crié « utopie » quand, il y a cinquante ans, Langlois a décidé de sauver les films ?

Au Palais de Tokyo, nous disposerons de salles de consultation et du centre de documentation le plus important de ce jour. Enfin, il faut des lieux de rencontres. Alors

que Lubitsch et Bergman attirent plus d'audiences que les films d'un commercial, le cinéma muséographique consacré au cinéma devient, comme tous les grands musées le sont aujourd'hui, un espace vivant et populaire, lieu d'accueil, d'échanges et de débats.

Deux conceptions s'affrontent

Folie des grands, tentation bureaucratique ? Deux conceptions de la Cinémathèque s'affrontent. Masqué par une polémique sans fondement - l'indépendance de l'association n'est pas menacée, le démantèlement du musée Henri-Langlois n'a jamais été décidé - le débat véritable va s'imposer à nos successeurs. Je souhaite que toute la profession y contribue. Et que le choix adopté soit celui d'une Cinémathèque ambitieuse, ni technocratique ni idéologique, ouverte aux jeunes auteurs qui bouleversent le cinéma comme l'avaient leurs prédécesseurs des années 60 - mais qui contrairement à ceux-ci ne font pas partie de l'association, - dotée enfin d'institutions démocratiques renouées qui la préserveront de ses démons.

Le Palais de Tokyo est pour nous la chance de faire vivre l'héritage et de répondre à l'attente de ceux qui ont du cinéma l'âme la plus haute. Ce fut notre tâche de rendre possible cette chance. Ce sera la responsabilité de nos successeurs de la saisir ou non.

COSTA-GAVRAS.

Bernard Pagès Sculptures Galerie Maeght Lelong 13, rue de Téhéran, Paris 8^e

MUSÉE RODIN 77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne 60 DESSINS de RODIN Entrées : 10 h - 11 h 30 et 14 h 30 - 17 h Jusqu'au 04.10 mars

SERVICES CULTURELS DE BRÈGE 117, rue du Bac (7^e) Philippe SCRIVE Sculptures grand format 10 FÉVRIER - 3 AVRIL

CARRÉ SILVIA MONFORT cycle RACINE AU CARRÉ PREMIÈRE LE 27 FÉVRIER À 20 H 30 BRITANNICVS MISE EN SCÈNE DE JOHN BELLINGER MUSIQUE : DOMINIQUE BORG Musique : LIONEL BOURGEOIS LOCATION 45.31.28.34

CRETEIL Mairie des Pâtes EXPOSITION PATRICK LEFÈVRE LE QUATRIÈME MIKADO jusqu'au 5 avril 87 Tél. : 48 99 94 50 Métro : DUMAS

CHAILOT LA FOLLE JOURNÉE OU LE MARIAGE DE FIGARO BEAUMARCHAIS - JEAN-PIERRE VINCENT GRAND THÉÂTRE 47 27 81 15 Du 12 FÉVRIER AU 4 AVRIL 20H DIMANCHE 15H - Relâche DIMANCHE SOIR ET LUNDI

Théâtre de la Bastille CONTREDANSE CARL TAUBER 12 et 28 mars 20 h 30



CINÉMA

« Mosquito Coast », de Peter Weir

Un bon sauvage



Harrison Ford

Après l'Année de... les dangers et Witness, Peter Weir nous propose une parabole rousseauiste qui donne presque envie de militer pour le béton et le tout-nucléaire

DANS le précédent film de Peter Weir, Witness, Harrison Ford, fils mal embouché, se laissait séduire par la rigueur morale des Amish... une société d'origine allemande qui refuse la perméabilité et le confort de notre temps.

Bricoleur génial, il invente un réfrigérateur économique à hydrogène, que personne ne prend au sérieux. C'est trop. Il emmène sa famille dans une jungle roborative du Honduras.

Chemisette hawaïenne, cheveux mi-long tirés en arrière, regard myope derrière ses petites lunettes, ne serait-ce son sourire et sa voix, irrésistibles, on ne le reconnaît pas. Le physique n'est plus l'élément prédominant du charme.

malgré ses cheveux abîmés, et ses coups de soleil, elle reste aux côtés de son mari - le meilleur appartient au passé, reste le pire.

D'abord école bronillon et attendrissant, Harrison Ford en arrive à tuer de façon abominable trois desperados qui le gênent. Dieu manifeste sa colère en faisant exploser le réfrigérateur, mais ni cette mini-catastrophe nucléaire, ni la pollution de la rivière, ni l'abandon des bons sauvages, ni le typhon, rien ne peut arrêter le dangereux mystique, rien si ce n'est la mort par belle perdue. Et sa famille enfin peut redescendre la rivière dans une frêle embarcation, vers les misères de l'Amérique civilisée - on se croirait chez Werner Herzog, décliné en plus.

Mosquito Coast est un film impeccable. Le rythme du récit, les enchaînements, les alternances de suspense, de réflexion, de gentillesse, de rire, tout est bien dosé, merveilleusement filmé. Les catastrophes naturelles ou non, les paysages étouffants, la nature, la fatigue, tout y est, on s'y croirait, et en même temps - délibérément ou non - tout reste glamour, les couchers de soleil comme l'ébouriffage très haute coiffure des enfants, leurs moments harmonieusement trouvés comme les deux frères de la rivière, aussi belle qu'un dépliant touristique.

Peter Weir, réalisateur australien de Pique-nique à Hanying rock, de la Dernière Vague - contes troubles et fantastiques, - mais aussi de grandes machines comme l'Année de tous les dangers, manipule les grands sentiments. La manière dont il tourne en dérision les pauvres tentatives humaines pour trouver le bonheur et met en valeur l'exaltation de la bonne mère nature est crânement et donne envie de militer pour le tout-béton et le tout-nucléaire. Le pire est qu'il plusieurs reprises on pense à la sauvagerie appuyée, au simplisme de ses compatriotes Peter Fairman et Paul Hogan, metteur en scène et interprète de Crocodile Dundee. Talent en plus, mais quand même... COLETTE GODARD.

EXPOSITIONS

Peintres français du XVIII^e siècle

Pierre Subleyras, anachronique

On redécouvre au musée du Luxembourg un peintre de grand talent, Pierre Subleyras, « chaînon manquant » qui relie le classicisme du XVII^e siècle au néo-classicisme du XVIII^e finissant. Tandis qu'au pavillon de Flore triomphe le dessin français, de Watteau à Lemoyne.

PEINTRE du siècle de Louis XIV égaré dans celui de Louis XV, peintre provincial établi à Rome au moment où la Ville Éternelle cède à Paris son rang de capitale des arts, Pierre Subleyras a, sa vie durant, cultivé, à son tour parfois, le génie de l'anachronisme et du déphasage. Rarement artiste s'est engagé avec autant de constance à n'être pas de son temps et de son pays. Passe qu'il soit né d'une famille catholique en plein pays protestant alsacien, dans une période de dragonnades et de furieux ex « désert », en 1699. Passe encore qu'il se soit voué aux pinceaux et aux ovales de la peinture religieuse honnie des pasteurs - une tradition familiale puissante l'y incitait. Mais comme, les paradoxes se multiplient.

À commencer par celui d'une naissance presque exclusivement toulousaine. Attiré par la réputation - et les collections - de la ville, Subleyras entre dans l'atelier de Rivalz, grand maître local, et fait siennes ses admirations. Or celles-ci se rapportent bien moins à la peinture à la mode de Paris, le Paris de la Régence et de Watteau, qu'aux fondateurs du siècle passé, aux Le Sueur, Le Hyre et autres Champagne. S'il consent à exécuter des portraits fort gracieux, Subleyras aspire très tôt au sublime éloignement de ses modèles.

Il lui faut des compositions et construites en des sujets vants, qu'il tire de la mythologie ou de la Bible. Il les traite avec suffisamment de sérieux pour devenir célèbre, quoique sans gloire.

Quand il consent enfin à venir à Paris, il obtient le Grand Prix sans peine, quatre ans après Boucher, trois ans après Carle Vanloo. On peut alors le croire délivré de son éducation réactionnaire, tout prêt à s'abandonner aux délices carabamées chères aux Goncourt.

Erreur. Le Subleyras romain est plus étranger au goût du jour que jamais. D'abord parce qu'il décide de demeurer à Rome et refuse, malgré maintes offres, de s'en revenir en France comme d'aller régner à Madrid ou à Dresde. Rome l'enchaîne, il s'y marie, il se fait artiste italien. Comme Poussin, naturellement, Poussin dont il imite le dessin et, de temps à autre, le style. Mais comme un Poussin tenu par le mysticisme : loin de se passionner pour Ovide, Subleyras consacre ses efforts à ce qu'on pourrait considérer comme une restauration de la peinture d'église. Il peint un admirable saint Jean d'Avila, saint Benoît ressuscitant un enfant ou saint Camille de Lellis sauvant les malades lors des inondations du Tibre de 1598.

Pour Milan ou pour Rome, il travaille à des compositions de plus en plus vastes, de plus en plus sobres aussi. Les couleurs s'amoindrissent. Rome le blanc des surplis, le bistre des chairs, le rouge acide d'une étoffe. Une nature morte distrait parfois le regard, sans remettre en cause la sévérité de l'ensemble. Les lignes sont raides, les architectures s'élevaient la toile : Subleyras est un anti-Tiepolo, un contempteur des ornements superflus. Ses portraits eux-mêmes se teignent d'un peu



Subleyras : Saint Jean d'Avila.

d'inquiétude, témoin celui d'Honoré Walpole, les yeux écarquillés devant le peintre.

Quand il meurt, à cinquante ans, ayant eu sa Messe célébrée sur un autel de Saint-Pierre de Rome, son décès passe inaperçu. Ultime décalage, puisque quelques décennies plus tard, quelques pensionnaires de l'Académie de France découvraient à leur tour les rigorismes picturaux. Il n'est pas inutile que ce soient, parmi d'autres, les artistes

Subleyras qui conduisit le jeune Louis David à faire l'apôtre d'une réforme de l'art. L'anachronisme devenait alors révolution. Mais à Subleyras, la gloire de quelques chefs-d'œuvre austères, d'avoir eu raison trop tôt.

PHILIPPE DAGEN.

Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes, jusqu'au 26 avril. Un catalogue exemplaire, à la fois par sa clarté et par l'abondance des informations qu'il procure, accompagne l'exposition (382 p., 220 F).

Les plaisirs de la sanguine

ON a beau le savoir, il est chaque fois délicieux de le vérifier : le cabinet des dessins du Louvre est un vrai cabinet des merveilles, Wunderkammer de croquis, esquisses, premières pensées, projets, notes et portraits. Saison après saison, Roseline Bacou en révèle une anthologie, suivant l'ordre chronologique des filiations et des influences. La dernière en date réunit des œuvres exécutées dans le premier tiers du dix-huitième siècle et confronte le savoir-dessiner et les inspirations très différentes de quatre maîtres, Louis de Boullogne, Antoine Coppel, Antoine Watteau et François Lemoyne.

Ils ont en commun une virtuosité effrayante - on dirait presque accablante en songeant combien celle-ci s'est perdue par la suite. Ce serait peu de dire qu'ils maîtrisent leurs moyens : ils les possèdent et parfaitement qu'ils développent une science complexe où traits, rebuts et allusions colorées s'équilibrent et se complètent. Grands amateurs de papiers gris ou bleuâtre, particulièrement

Boullogne, ils ont de pierre noire, de sanguine en fonction du fond. Le plus souvent, ils emploient ces procédés simultanément, quitte à introduire quelques détails à la plume ou au crayon. Anatomie, physiologie, architectures et éléments leur étant familiers, l'exécution est d'une absolue facilité.

Coppel, esquissant ses décors monumentaux pour le duc d'Orléans ou ses grandes toiles religieuses, se livre à toutes les fantaisies de la contre-plongée, du raccourci, du mouvement tournant et de la chute. Il connaît Véronèse, il serait capable de l'égaler. Les lignes de Lemoyne plangent, sans souci de la vraisemblance : il n'importe, l'élégance y supplée.

Watteau n'est pas le moins adroit des ces praticiens imperturbables, on s'en doute. Cependant, dans la mesure où, comme Lancret, il se consacre dans l'étude de figure ou le portrait d'expression, enfants noirs ou fillettes joufflus,



Watteau : Étude d'homme en agonie.

il lui manque les envolées d'un Coppel. On le voit dans l'une de ses compositions les plus remarquables : cet incomparable spécialiste du détail échoue à en faire un placement de force, à l'instar d'autres. Coppel bien sûr, mais surtout Subleyras ou Boucher, témoignage de l'étendue de leurs connaissances. Sans doute ces derniers récitent-ils ce qu'ils ont appris en Italie, mais ils le récitent avec une telle fougue que le pasticheur ne devient convaincant. Heureuse époque.

Ph. D.

Pavillon de Flore, musée du Louvre, jusqu'au 1^{er} juin.

Trois volumes

Le premier de la série est Abel de Pujol son Égypte sauvée par Joseph ; le deuxième (Henri) pour son Laboureur en Égypte. Entre ces deux noms il y a une longue histoire. Le catalogue complet des peintres français conservés au musée du Louvre est au musée d'Orsay. L'entreprise était nécessaire et urgente. Elle a été menée à bien, et tout amateur de l'histoire de l'art français, par une alphabétique d'artiste, chaque œuvre reproduite en noir et blanc d'une manière soignée.

Au reste, il ne s'agitait pas de publier un instrument de travail à consulter, un répertoire exhaustif et précis, qui comptabilise et décrit. C'est un ouvrage de référence, création de peintres, d'innombrables œuvres parfaitement oubliées accidentées enfin à une minute de la vie : Poterlet, Poussin, Delance suit Delacroix dans ce registre soigné.

Un troisième volume contient les index - dont un prodigieux index iconographique, - les provenances et l'énumération des dépôts, toutes indications utiles. Il met un terme à l'entreprise de catalogage commencée il y a une dizaine d'années - car il a fallu ce délai pour venir à bout de cinq siècles d'œuvres du Louvre et d'Orsay... Ph. D.

Trois volumes, par le Réseau des musées nationaux, 334, 334 et 398 p., 700 F les trois.

Une joyeuse association de vrais talents. Une société à volonté illimitée de faire rire. Bruno Sotr

Une mécanique de haute précision dont le fonctionnement nous enchante. LE FIGARO

Le meilleur du cinéma français dans le domaine du rire. Le Figaro

ASSOCIATION DE MALFAITEURS

UN FILM DE CLAUDE ZIDI

20 h 45 AU THEATRE DE L'ESCALIER D'OR à partir du mardi 3 mars création COUKI ET LOUKI SONT SUR UN BATEAU DENISE CHALEM MISE EN SCÈNE MARTINE FELDMANN Coproduction Théâtre de l'Escalier d'Or / Théâtre de la Ville / Comédie de St-Etienne 2 PL. DU CHATELET 18 RUE D'ENGHEN 45 23 15 10

ngager... renaissance...

سكزا من الاصل

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sanf mardi, de 12 h à 22 h; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche. (42-77-1233).

Musées

LE TROISIÈME CIEL DE JACQUES-HEINRI LARTIGUE, photographes au Grand Palais, avenue Winston Churchill. Sanf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mai.

L'ARCHÉ DE NOÛ. Jusqu'au 3 mai. LES ACQUISITIONS DES XVIII^e ET XIX^e SIÈCLES. Jusqu'au 22 mars; Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sanf lundi et mardi, de 12 h à 18 h; dimanche de 11 h à 18 h.

Galeries

ARTE POVERA. 1962-1971. Galerie Liaison et Michel Durand-Dassat, 3, rue des Harodiers (42-71-43-60). Jusqu'au 7 mars.

RENÉ FEURER. Espace Claude Broquet, 10, passage Turquetil (42-79-14-43). Jusqu'au 11 mars.

En province

ANGERS. Trinquart, Musée des Beaux-Arts, 17, rue du Musée (41-63-44-45). Jusqu'au 22 mars.

NAV BOURDETTES. L'acte de photographie. Salle d'honneur de l'Hôtel-de-Ville (59-61-04-89). Jusqu'au 21 mars.

En région parisienne

BOULOGNE-BELLAUCOURT. Le belvédère en Oise et en Occident. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Fortelle. Jusqu'au 29 mars.

ANGERS. Trinquart, Musée des Beaux-Arts, 17, rue du Musée (41-63-44-45). Jusqu'au 22 mars.

En province

ANGERS. Trinquart, Musée des Beaux-Arts, 17, rue du Musée (41-63-44-45). Jusqu'au 22 mars.

ANGERS. Trinquart, Musée des Beaux-Arts, 17, rue du Musée (41-63-44-45). Jusqu'au 22 mars.

En province

ANGERS. Trinquart, Musée des Beaux-Arts, 17, rue du Musée (41-63-44-45). Jusqu'au 22 mars.

Advertisement for 'L'AMOUR DE LA MUSIQUE ENREGISTRÉE' featuring 'fnac' and 'Le Monde de la Musique'. It promotes two days of 'auditions commentées' with a program of compact disc classics and jazz. Artists mentioned include Allison, B & W, Cabasse, Ditton-Celestion, Elipson, JBL, JM Lab, KeF, Luxman, Magnat, and Yamaha. The event is presented by 'Le Monde de la Musique' and takes place at the Auditorium of Fnac Forum - 1 à 7, rue Pierre Lescot - Paris 1^{er} niveau 3.

Advertisement for 'VOTRE TABLE CE SOIR' featuring a list of restaurants and their specialties. The ad is divided into sections: 'DINERS', 'RIVE DROITE', 'RIVE GAUCHE', 'SOUPERS APRÈS MINUIT', and 'LES RESTAURANTS DE LA NUIT OUVERTS MÊME LE JOUR'. Restaurants listed include Armand, Cateau-François-Villon, Rivoli Park, Darboum, Lesariadai, Ty Coz, Au Petit Riche, Cracovia, Closerie Sariadai, Babotcheva, Le Maharaiah, Le Jockey, Chez Françoise, and Restaurant Troumieux. Each listing includes the restaurant's name, address, phone number, and a brief description of its offerings.

Handwritten text at the bottom of the page: 'صكزامن الأصيل'.

سكنا من الامم

INTERNATIONAL

REPRODUCTION INTERDITE

Vista Chemical Company

is a major integrated U.S. producer of commodity and specialty chemicals, employing 1500 people worldwide.

The European office located in Brussels is responsible for the marketing of the company's product in Europe, Africa and the Middle East. Due to its expanding export activities, the European office is now interviewing candidates for the position of:

MARKETING REPRESENTATIVE VISTA

Reporting to the commercial director, the representative will be responsible for developing new markets for a range of petrochemical products manufactured in the U.S.A. and Europe.

The ideal candidate will fit the following profile:

- Background in chemistry, chemical engineering or economics (MBA)
- Energetic and enthusiastic personality
- Capable of working independently and as part of a team
- Good command of English; additional major European language an advantage
- 2-5 years experience in the chemical industry

The position will include a substantial amount of foreign travel. Vista Chemical offers an attractive remuneration package, including a bonus arrangement.

Candidates interested in this position should write, including a curriculum vitae, to:

Human Resources, Vista Chemical Europe
Hilton Tower, Bldg Waterloo
1000 Brussels, Belgium

BIAO AFRIBANK

la BIAO-Mali
Recrute par voie de concours

UN AGENT D'ENCADREMENT

Ce concours est ouvert aux ressortissants : MALIENS
Jouissent de leurs droits civiques et ont atteint de trente ans.

Les candidats doivent avoir une solide formation économique et comptable attestée par la détention de l'un des diplômes suivants :

- diplôme de licence es-sciences économiques (gestion)
- diplôme d'un Institut Supérieur de Gestion
- diplôme de Gestion Comptable et d'Expertise Comptable
- diplôme de Gestion des Entreprises et Economie Monétaire
- diplôme d'un Institut d'Administration des Entreprises
- diplôme d'Etudes Supérieures de Banque
- diplôme d'Etudes Supérieures de Statistiques
- diplôme d'un Institut Supérieur de Statistiques
- diplôme de Centre d'Etudes Financières Bancaires...

ou d'un diplôme équivalent (Ecoles Supérieures spécialisées telles Ecoles Supérieures de Commerce, de Gestion et I.U.T.).

Les étudiants qui préparent actuellement ces diplômes sont également admis à concourir. Toutefois, leur inscription doit être subordonnée à l'obtention des grades universitaires requis et ceci au maximum de l'année scolaire 1986-1987.

Les dossiers devront être remis au Département Formation de la BIAO MALI au quai du Département Formation du Groupe :
BIAO - 9, avenue de Messine - 75008 PARIS

dès le 26 février
Les dossiers, dûment complétés, devront être déposés aux mêmes services le :
10 Mars 1987, dernier délai.

Rejoignez une équipe performante en Afrique.

SEMA-METRA CONSEIL, filiale de l'un des premiers groupes européens de conseil d'ingénierie informatique, recherche dans le cadre d'une mission de longue durée auprès de clients importants en Afrique francophone :

1. Un expert en gestion de personnel, chargé de la conception et de la mise en œuvre des outils d'administration et de gestion prévisionnelle du personnel. (Réf. 001).
2. Un expert en gestion de la formation, chargé de la planification, de la programmation et du suivi de la formation. (Réf. 002).
3. Deux experts financiers ayant une expérience opérationnelle dans une direction financière et une compétence confirmée en gestion et trésorerie. (Réf. 003).

Les candidats doivent faire preuve d'excellentes qualités relationnelles et d'une grande autonomie de travail. Une expérience en Afrique et une connaissance des domaines précités sont indispensables.

Merci de bien vouloir envoyer votre C.V. et une courte lettre manuscrite indiquant la référence choisie à Mme E. Bonan - SEMA-METRA CONSEIL, 70, rue Cortambert - 75016 PARIS

SEMA-METRA CONSEIL

Interpreter/Translator (English/French)

The International Institute of Tropical Agriculture (IITA) with headquarters in Ibadan, Nigeria, is an international agricultural research and training center. It is one of 13 centers supported by the Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR) whose secretariat is at the World Bank in Washington D.C., U.S.A.

The Institute has a vacancy for an Interpreter/Translator (English/French). Salary is negotiable and will depend on qualifications and experience. The appointee will be based in Ibadan on the IITA campus that has residential areas and excellent working and recreational facilities.

The requirements of the position are: University degree in conference interpreting, translation, or modern languages. The ideal candidate would preferably have been educated in French. Candidates should have proven ability to interpret English into French as well as French into English. Experience in word processing would be an advantage.

Applications should be addressed to: Manager, Human Resources, IITA, c/o Ms Maureen Larkin, L.W. Lambourn & Co. Ltd., Carolyn House, 28 Dingwall Road, Croydon - CR9 3EE, England.

15 CADRES ou INGENIEURS

désirant se former à :

L'EXPORTATION DE PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES VERS L'AMERIQUE DU NORD.

Dans le cadre de leur formation les participants :

- réaliseront des études pour le compte d'entreprises,
- participeront à un séminaire linguistique de 6 semaines en Grande-Bretagne,
- effectueront des missions commerciales aux USA ou au Canada.

Cette formation est prise en charge et rémunérée par l'ETAT.

ANFOPAR Rhône-Alpes - 3, place d'Artois
38200 VIENNE - Tél. : 0478 21 11 11

Inta/alna International urban development association

SEKS

SECRETARY GENERAL (BASED IN THE NETHERLANDS)

ANV serves professionals involved in large-scale urban development projects by providing the following services: seminars, study tours, annual conferences, publications and projects.

Applications invited from persons with some or all of the following qualifications: university degree or equivalent preferably related to urban issues or management, fluent in English and French, experience in conference organization and marketing.

The post will be vacated on 1 June 1987.
Salary is 200 000 FF per annum, tax free, to be matched to qualifications, age and experience.

Further details available from: M. Jean-Pierre Marchetti, treasurer - TEL.: 45-77-56-65 or telex: 206030 F GIE VNF.
Send c.v. and recent photo before 28-2-87 to:
INTA/ANV, WASSERHAUSEWEG 39
NL - 2596 CG THE HAGUE - THE NETHERLANDS.

CERN

European Laboratory for Particle Physics
Laboratoire Européen pour la Physique des Particules

Le CERN désire engager un

CHEF DE LA DIVISION DU PERSONNEL

qui sera chargé de ses services d'administration du personnel, assurés par une équipe d'une cinquantaine de collaborateurs professionnels et administratifs ayant pour principale fonction d'assurer la gestion administrative de plus de 3.000 membres du personnel du laboratoire et 3.000 visiteurs scientifiques universitaires, et qui prendra part, au niveau du Comité de management du CERN, à l'élaboration et à la formulation des politiques et des programmes en matière de personnel. Il sera responsable devant le Directeur des ressources humaines.

Les candidats à cet emploi de haut niveau devront avoir un diplôme universitaire; une qualification professionnelle en gestion du personnel ou dans un domaine administratif connexe serait un avantage. Il est demandé d'avoir une expérience d'au moins dix ans de la gestion du personnel et d'avoir occupé dans les trois à cinq dernières années de cette période un poste impliquant la responsabilité de toute la fonction personnelle dans une entreprise du secteur public ou privé.

Les candidats devront également avoir prouvé qu'ils possèdent les aptitudes aux contacts individuels, à la négociation et au commandement nécessaires pour répondre de manière efficace aux besoins variables d'une organisation intergouvernementale employant un personnel international et pluridisciplinaire. Une bonne connaissance du français et de l'anglais est requise.

Le candidat retenu se verra offrir un contrat initial de trois ans avec une rémunération et des prestations intéressantes, dont le détail pourra être communiqué sur demande.

Prière d'envoyer au Directeur des ressources humaines :
CERN, CH-1211 Genève 23,
en joignant un curriculum vitae
et en mentionnant la référence PE-01.

Le Monde CADRES

Grande agence de publicité
M^e Etelle
RECHERCHE MI-Temps

ASSISTANTE SOCIALE EXPERIMENTEE

1^{er} avril à la fin septembre.
Tél. : 47-20-99-06

Le cabinet de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) recrute un

DIRECTEUR

pour son Conservatoire de Musique et de Danse Classiques, 714 Avenue, 93 disciplines, 4 professeurs, heures musicales, concerts éducatifs, concerts.

Rens. au Secrétaire Général de la mairie de Choisy-le-Roi
Tél. : 46-53-11-77.

Sei critères de sélection rec. :
BACCALAUREAT
OPTIEN ESO admettant du étranger.
Séjour : 46-07-30-84 pour R.V.
ORGANISME DE PROTECTION SOCIALE - NEVRE

recherche

JURISTE

(Licence ou Maîtrise de Droit).
Lieu de travail : NEVERS.

Adr. lettre manus. C.V. et photo au BUREAU PUBLICITE sous n° 8371 M
5, r. Montcaumon, 75007 Paris.

DEMANDES D'EMPLOI

J.H. anglais 19 ans, parlant français, emploi comme professeur. Paris et sa région. Durée une année, logis, salaire négociable. Tél. : 19.44.227.3887/9 soirs.

Vous avez besoin d'une assistante sociale expérimentée. Je suis capable de vous réaliser : chqs, conseils, photographies et montage. Pour 1^{er} contact : Ecrire sous le n° 8380 M au BUREAU PUBLICITE, 5, rue de Montcaumon, Paris-7^e.

J.H. 24 ans, D.E.A. DROIT INTERNATIONAL, ch. stage, emploi temporaire temporaire international pour cause service national (août) ou octobre 87. Tél. : 46-30-40-27.

Ing. électronicien, 30 ans, 8 ans de maîtrise, informatique, français, allemand, anglais, néerlandais, étudie toute proposition de travail. Ecrire sous le n° 8389 M au BUREAU PUBLICITE, 5, rue de Montcaumon, Paris-7^e.

Future stagiaire en polytechnique ch. info internationale pr. le Centre : Jeanne B. - coord. financ. indus. région ind. Tél. : (16) 76-89-01-90.

Informations « services »

REPRODUCTION INTERDITE

secrétaires

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES PARIS 8 recrute

SECRETARIE ASSISTANTE Formation supérieure... 2 à 4 ans d'expérience...

Service relations publiques cherche SECRÉTAIRE

propositions diverses Les emplois offerts par la fonction publique dans toute la France sont nombreux...

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

LA TABLE DANS LE BON SENS Restaurant Boutiques travaux

commerciales

Recherches CAPITAUX pour développement groupe de sociétés diffusées

PLACEMENTS INTÉRÊTS 15 % Garantie s/immobles. 42-89-12-10.

PLACEMENTS INTÉRÊTS 15 % Garantie s/immobles. 43-48-77-83.

automobiles ventes de 5 à 7 CV.

divers A VENDRE VOLVO BREAK 2400, 1983.

L'IMMOBILIER

appartements ventes 1er arrdt PALAIS ROYAL

5e arrdt CENSIER études et ch. cabine, part. ch. 180.000 F. T. : 43-26-97-16.

14e arrdt DESBART rénové 4 p., et ch. et b. 1.750.000 F. 43-22-31-35.

18e arrdt 78 m² 730.000 F Rue Vauvray, rénové

91 - Essonne Corbeil, part. vd de pav. sept 2 p., cuis., w.c., s. d'eau

Provence Vds P2 neuf, St-Pierre-le-Mur (Vaucluse), vue s/mer

Ministère 30 000 offres Paris-province

appartements achetés Rech. 1 à 3 p., Paris, préfère 5e, 7e, 11e, 12e, 14e, 15e

IMMO MARCADET Recherche urgent apps chez surfaces même à rénover.

appartements occupés CAMBRONNE Appgs occupés les 48, dans bel imme. pierre de t. 390.000 F

locations non meublées offres Paris

Paris M. MONGE Imme. réno., et ch. 3e étage

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

locations MARGUETTES, dans imm. ancien, 2e et. avec auto. sans

villas 78 BOUQUAVAL très belle villa récente, prox. forêt, belle

maisons de campagne Vd maison de 4 pces dont une cuis. 22 m² et l'empilement

maisons de campagne LONGERE sur 10 ha de terrain

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

maisons de campagne BRITAGNE MANOIRS région - Porsco-G. 19e s., 8 p., 6 ba.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 123456789 I II III IV V VI VII VIII IX X XI

HORIZONTALLEMENT

I. Fait toujours un... saisiss... II. Cellule de fermes Joyau de la couronne...

VERTICALEMENT

1. Gardé avec soin... 2. Corne de « cocinelle »... 3. Haut lieu de la gastronomie...

Solutions du problème n° 4428

Horizontalement I. Entendu... II. Née, Inles... III. Nommé, Ura... IV. Endo, Bleu...

VERTICALEMENT

1. Enneigement... 2. Néon, Aves... 3. Hécaton... 4. Méridien...

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 25 février 1987 :

DES DÉCRETS

N° 87-123 du 19 février 1987 portant publication de la convention de sécurité sociale...

UN ARRÊTÉ

Du 18 février 1987 définissant les modalités de retrait de pièces de 10 F.

EN BREF

PARIS - Le loi Médiagénie... Le 23 février, les Français peuvent obtenir tous renseignements pratiques...

PARIS - Le loi Médiagénie... Le 23 février, les Français peuvent obtenir tous renseignements pratiques...

PARIS - Le loi Médiagénie... Le 23 février, les Français peuvent obtenir tous renseignements pratiques...

PARIS - Le loi Médiagénie... Le 23 février, les Français peuvent obtenir tous renseignements pratiques...

PARIS - Le loi Médiagénie... Le 23 février, les Français peuvent obtenir tous renseignements pratiques...

PARIS - Le loi Médiagénie... Le 23 février, les Français peuvent obtenir tous renseignements pratiques...

PARIS - Le loi Médiagénie... Le 23 février, les Français peuvent obtenir tous renseignements pratiques...

PARIS - Le loi Médiagénie... Le 23 février, les Français peuvent obtenir tous renseignements pratiques...

PARIS - Le loi Médiagénie... Le 23 février, les Français peuvent obtenir tous renseignements pratiques...

PARIS - Le loi Médiagénie... Le 23 février, les Français peuvent obtenir tous renseignements pratiques...

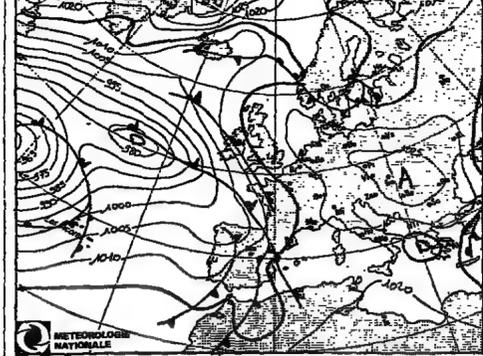
PARIS - Le loi Médiagénie... Le 23 février, les Français peuvent obtenir tous renseignements pratiques...

PARIS - Le loi Médiagénie... Le 23 février, les Français peuvent obtenir tous renseignements pratiques...

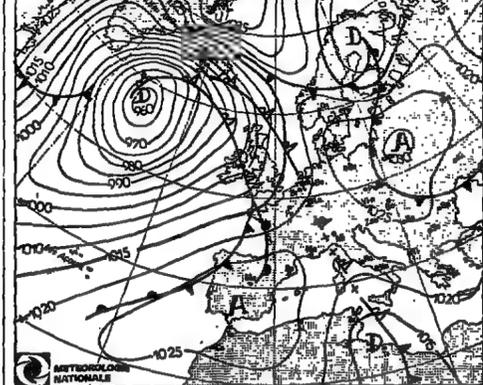
PARIS - Le loi Médiagénie... Le 23 février, les Français peuvent obtenir tous renseignements pratiques...

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 FÉVRIER 1987 à 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 27 FÉVRIER à 0 HEURE TU



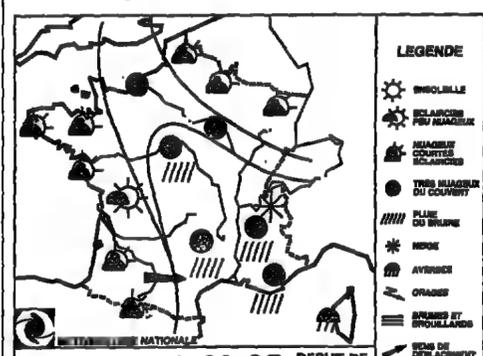
Evolution probable du temps en France entre le mercredi 25 février à 0 heure et le jeudi 26 février à 24 heures.

La perturbation qui a traversé les Alpes mercredi matin fera s'évanouir l'été du pays où elle sera suivie d'été.

Jedii, la matinée sera très nuageuse sur l'ensemble du pays. Ces nuages seront accompagnés de pluie du Centre aux Alpes...

Les températures maximales seront de 11°C à 14°C sur le sud du pays, de 5°C à 8°C de l'ouest au nord et au nord-est.

En cours de journée, un mistral et une tramontane modérés s'établiront.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 24-2 à 6 h TU et le 25-2-1987 à 8 h TU

Table with columns for FRANCE, TOULOUSE, BORDEAUX, NANTES, etc., and rows for maximum, minimum, and observed times.

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heures légales moins 2 heures en été ; heures légales moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

L'AGENDA

Concessionnaires

Citroën reprend 5000€ au moins votre voiture. Pour tout achat d'une voiture neuve...

Artisans

Arts

Bijoux

Bijoux BRILLANTS

Perronnopéra

Gillet

Luminaires

Reparation

Maquettes

Handwritten text: حكايا من الامم

هكذا من الاعمال

Le Carnet du Monde

Décès

- M. et M^{me} Robert Guieux, M^{me} Cécile Guieux, Les familles Levelut et Entraygues, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et parents, **Clémence ENTRAYGUES**, née Levelut.

Une bénédiction et la levée du corps auront lieu à l'hôpital du Val-de-Grâce, le jeudi 12 février 1987, à 9 h 15.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Bort-les-Orgnes (Corrèze), le vendredi 27 février, à 10 h 30, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

29, rue de la Jonquières, 75017 Paris.

- M^{me} Michel Gour, née Brigitte Renaud, a la douleur de faire part du décès de son mari, **Michel GOUR**, médecin.

De la part de : Nicolas et Patrice Gour, Carla et Eric Gour, M. et M^{me} Raymond Poitte, M^{me} Bernard Beauvais, M. Claude Gour, M. et M^{me} Jean-Claude Gour, M. et M^{me} Renaud et leur famille, leur enfants, grands-parents, parents, frères et beaux-parents.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 26 février 1987, à 10 heures, en l'église de Mareil-Marly (78750).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, square des Aubades, Mareil-Marly-le-Roi.

CARNET DU MONDE
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 69 F
Abonnés 60 F
Communicat. diverses 72 F

25, rue Bolleau, 85000 La Roche-sur-Yon

- M^{me} Léon Loué, Ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de **M. Léon LOUÉ**, agent EDF, en lettres et sciences humaines, survenu le 22 février 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 février, à 9 h 30, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, Le Chesnay.

77, rue du Maréchal-Foch, 78000 Versailles.

- Le président, Et les membres du conseil d'administration de l'Association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH), ont la douleur de faire part du décès de leur président d'honneur, **James MARANGÉ**, survenu le 20 février 1987, à La Verrière (Yvelines).

APAJH, 26, rue du Chemin-Vert, 75011 Paris. (Le Monde daté 12 février.)

- La Roche-sur-Yon.

M^{me} Eliane Montlahuc, son épouse, Nicole Montlahuc, Le docteur Marc Montlahuc et M^{me}, Catherine et Sabine, ses petites-filles, Les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-septième année, de **Fernand MONTLAHUC**, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques, survenu le 24 février 1987.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Saint-André-d'Ornay, à La Roche-sur-Yon, le vendredi 27 février, à 10 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

25, rue Bolleau, 85000 La Roche-sur-Yon

- Le docteur et M^{me} Louis Bertagna, Le professeur et M^{me} Dominique Roux, Le professeur et M^{me} Xavier Bertagna, Le professeur et M^{me} Michel Karatchkine, Le docteur et M^{me} François Bertagna, M^{me} Anne Lelen, Valérie, Natacha, Stéphane, Lorraine, Louis-Alexandre, Marion, Emilie, Laure, Antoine, Marie, Cécile et Edouard, ont la douleur de faire part du décès de leur père, beau-père, tante et grand-tante, **Madeleine SIDLER**.

La cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

- M. et M^{me} Pierre Stœtzl, M. et M^{me} Fernand Tisier et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Berty et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de **M. Jean STOETZEL**, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques et de Pologne Restitués, survenu le 21 février 1987, à soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 26 février, à 8 h 30, en la basilique Sainte-Clothilde, rue de la République, Paris-9^e.

- M^{me} Hélène Riffault, Le professeur Alain Gérard, La famille et le personnel des Faits et Opinions, ont la tristesse d'annoncer la disparition de **professeur Jean STOETZEL**, membre de l'Institut, professeur émérite à l'université René-Descartes Paris-V, cofondateur de Faits et Opinions.

25, rue Cambon, 75001 Paris.

- Le directeur et la rédaction de la *Revue française de sociologie* ont la tristesse d'annoncer la disparition de leur collègue honoraire, fondateur de la revue, **Jean STOETZEL**, membre de l'Institut.

59-61, rue Fouché, 75017 Paris.

- La Société des amis du Centre d'études sociologiques a la tristesse d'annoncer la disparition de son président **M. Jean STOETZEL**.

59-61, rue Fouché, 75017 Paris. (Le Monde daté 26 février.)

- M. et M^{me} Van Lanck, ses parents, Frère Roger, prieur de Talbot, font part avec peine de décès de **Frère WILHELM**, de TAIZÉ.

survenu le 23 février 1987, à l'âge de vingt-neuf ans, après une longue maladie.

La messe des obsèques aura lieu à Talbot, le jeudi 26 février, à 11 h 30.

71250 Talbot, commentant.

Communications diverses

- Une soirée de gala au profit des étudiants de l'île de la Réunion aura lieu le lundi 2 mars 1987, à 20 h 30, au Paradis latin. Au programme : menu régional et la revue complète du Paradis latin. Prix du dîner-spectacle : 500 F.

Réervations : Maison de l'île de la Réunion, 1, rue Vignon, 75008 Paris.

Ceux qui ne pourraient participer à cette soirée peuvent adresser leurs dons à l'adresse ci-dessus, les chèques étant libellés à l'ordre de : trésorier-payeur général de la Réunion. Compte n° 8 000 00 EL.

Soutenances de thèses

- Université Paris-I, le 28 février, à 9 heures, salle appartement Décanal, centre Panthéon, M. Georges Koukounas : « L'évolution des rapports collectifs du travail en Grande-Bretagne depuis 1968. »

- Université Paris-II, lundi 2 mars, à 9 h 30, salle des Commissions, M. Gilles Rostain : « Déplacements des plates-formes de forage. »

- Université Paris-I, le 6 mars, à 14 heures, amphithéâtre 102, M. Malher, M. T. Wignessou : « Étude comparée des littératures nationales et (ou) officielles de la Malaisie et de Singapour depuis 1941. »

- Université de Valenciennes, vendredi 13 mars, à 11 heures, amphithéâtre Collet, M. A. Moreau : « Contributions au traitement des informations subjectives dans les sports experts. »

- Université de Valenciennes, vendredi 13 mars, à 16 heures, amphithéâtre Collet, M. Temar : « Étude et réalisation ergonomiques de systèmes de transfert d'espace pour la conduite d'engins. »

- Université Paris-IV, vendredi 13 mars, à 14 heures, salles des Actes, M^{me} Michèle Issaï, nfe Pédalaborder-Angas : « L'Un et la Trinité chez maître Eckhart. »

- Université de Valenciennes, lundi 16 mars, à 11 h 15, amphithéâtre Collet, M. F. Grzesiak : « Représentation des connaissances et techniques d'inférence pour le maintien d'objets graphiques : application au système expert SYNOP. »

PARIS EN VISITES

VENREDI 27 FÉVRIER

« Le portrait à l'époque de la Renaissance italienne », 14 h 30, Vézère de Samothrace (V. Turpin).

« Du nouveau sur le procès de Louis XVI au Temple. Enquête sur la mort du roi. Les fausses décapitations. L'étrange rôle de Mirabeau dans la fin de la monarchie », 15 heures, sortie métro Temple (L. Hamlet).

« Versailles : histoire et évènements de Notre-Dame ; Paroisse royale », 14 h 30, façade de l'église, rue de la Paix (J. Masson).

« L'Opéra et son sous-sol », 17 heures, entrée (Ch. Marie).

« Le Musée d'Orsay », 11 heures, 1, rue de Belfort, ou 13 h 30, entrée souterraine.

« Le vieux village de Montmartre », 15 heures, sortie métro Lamarcq-Caulaincourt (Réurrection du passé).

« Montmartre connu et méconnu : le Bateau-lavoir et autres cités d'artistes, ses moulin, ses folles et jardins secrets, le château des bouillards », 11 heures ou 14 heures, métro Abbesses (M. Pajot).

« Côté ignoré du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarcq-Caulaincourt (Arts et curiosités de Paris).

« Décors et meubles du consulat », 15 h 58, rue d'Hauteville (AITC).

« L'Île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Martin.

CONFÉRENCES

Chaillet-Gallien, 28, avenue George-V, 15 heures : « Au Maroc, palais et villes impériales » (M^{me} O. Bouchet).

11, rue Coppler, 20 h 15 : « Commentaires disparus et antiquité de l'homme ».

VENTE A VERSAILLES

200 TABLEAUX MODERNES DES 19^e et 20^e s.

DIMANCHE 1^{er} MARS à 14 h

M^{me} Blanche, commissaire-priseur, 5, rue Ramasse, 78000 Versailles

TEL : (1) 39-50-35-05+

Expo. vend. 27, sam. 28 fév. 9/12 h-14/18 heures

11 VERSIONS: A VOUS DE CHOISIR



La Renault 21, c'est 11 versions avec différents niveaux d'équipements et de motorisations: de 1721 cm³ à 1995 cm³ essence, 2068 cm³ Diesel, Turbo Diesel. A vous de choisir, à vous la liberté.

Modèle présenté Renault 21 TXE avec options. Millésime 87 Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. DIAC: votre financement.

RENAULT précise elf

RENAULT 21: VOTRE LIBERTÉ.



chez I
210
90F

B-15E

Pour rétablir l'ordre, chez IKEA, on matraque pas.



210F

VIKTOR
Porte-chapeaux tube, laqué époxy noir ou blanc, patère 9 têtes plastique, L.90 - P.30 - H.28.

510F

GUTE 49 Armoire à chaussures, aggloméré laqué blanc, L.80 - P.40 - H.49.

290F

NILS
Armoire blanche en aggloméré, dos panneaux de particules, peinture plastique, L.60 - P.60 - H.180.

GUTE 87/4
Commode 4 tiroirs, placés pin naturel verni, tiroirs plastique / aggloméré, L.80 - P.40 - H.87.

590F

DURK
Meuble de rangement avec 6 boîtes carton aggloméré revêtu blanc, L.74 - P.37 - H.90.

GIGG Commode 3 tiroirs revêtus mélamine blanche, L.83 - P.30 - H.72.

KEN Armoire penderie, aggloméré mélaminé blanc, dos panneaux de particules, L.140 - P.58 - H.212.

1345F

250F

TIMO 78/4 Commode 4 tiroirs, pin massif naturel verni, L.70 - P.38 - H.78.

495F

Nous, on comprend. On comprend les bouquins qui s'empilent au milieu du séjour pour manifester votre culture. On comprend les vêtements qui s'accrochent aux poignées de porte et jouent les superpositions sur les dossiers de chaises. On comprend même les chaussures qui revendiquent en vrac sur la moquette le droit au cirage. On comprend, on vous dit... Mais il faudrait quand même voir à ne pas exagérer. Reprenons les choses dans l'ordre. Pour les bouquins, chez IKEA il y a plein de bibliothèques en bois, en métal laqué,

avec des étagères partout qui montent, qui montent et se montent jusqu'où vous voulez. Par contre les prix, eux, descendent. Pour les vêtements et les chaussures, c'est pareil. On a tout un choix de penderies, de placards, de rangements, dans toutes les tailles, dans tous les styles mais pas dans tous les prix : ils sont tous petits. En plus, on peut rajouter des étagères coulissantes ou réglables, des tiroirs, des tringles, des glaces, bref tous les accessoires possibles et imaginables. Vu leurs prix, ce n'est pas ça qui vous

empêchera de vous habiller chez vos stylistes préférés... Rétablir l'ordre avec des prix aussi compréhensifs, ça balaise autant les hésitations que la poussière, non ? Une fois toutes vos petites affaires bien rangées, bien à l'abri, vous verrez que ça a des avantages d'être un peu conservateur...



Ils sont fous ces Suédois

Prix valable jusqu'au 8 mars 1987 inclus, dans la limite des stocks disponibles.

IKEA PARIS NORD II - ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II TEL. (1) 48.63.20.25 - MAR. : 11-20 H - MER. JEU VEN. : 11-22 H - SAM. ET DIM. : 10-20 H - FERME LE LUNDI RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

IKEA EVRY LIBRES - ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY TEL. (1) 64.97.85.65 - LUN. MAR. MER. VEN. : 11-20 H - JEU. 11-22 H - SAM. : 10-20 H. DIM. : 10-19 H RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

IKEA LYON - CITE CIAL DU GRAND VIRE VAULX EN VELIN TEL. 78.78.23.26 - **IKEA VITROLLES** - RN 118 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

سكنيا من الاجل

Social

FO chez M. Chirac

M. Bergeron : « Une rencontre utile »

M. Jacques Chirac avait mis les pieds dans le plat dans les grands débats de la semaine dernière pour donner avec FO le coup d'envoi à sa coopération sociale officielle. Le premier ministre était entouré de cinq ministres (M.M. Séguin, Méhaignerie, Madelin, Arthur et Zeller), tandis que M. Bergeron s'est présenté avec la totalité de son bureau confidentiel, avec en plus M. Bouchet, le dirigeant des cadres FO.

A l'issue de deux heures d'entretien, M. Bergeron a pu afficher une satisfaction de bon aloi : « Cette rencontre était utile. Sur un certain nombre de points, nous avons obtenu des garanties importantes. Nos interlocuteurs sont manifestement soucieux de rétablir le dialogue social ».

Du fait, les règles du jeu de ces négociations « de person » ont été respectées. M. Bergeron qui avait mis à l'ordre du jour dix-sept questions, a eu son lot de mesures à confirmer ou à annoncer, avec en prime quelques perspectives de négociations ou de nouvelles consultations. A l'initiative de ses adhérents, M. Bergeron a pu assurer que M. Chirac n'entendait ni revenir sur le SMIC-jeunes, ni remettre en cause le droit de grève ou ce qui laisse penser à la proposition de loi de M. Fourcade - ni s'engager dans la voie d'une Sécurité sociale « à deux vitesses ». Mieux vaut le répéter dix fois qu'une.

M. Chirac a également permis à M. Bergeron d'annoncer la tenue prochaine d'« Etats généraux de la Sécurité sociale » réunissant les partenaires sociaux, les mutuelles et les professionnels de la santé. Généralement peu enthousiasmés par ce type de réunion, FO a jugé ce débat nécessaire. Ces « Etats généraux », qui pourraient durer plusieurs jours et être publics, se tiendront avant les congés d'été et avant toute nouvelle mesure. Pour M. Chirac - comme pour

M. Séguin, qui parle de « crise majeure », - il s'agit de mettre l'ensemble du dossier sur la table et de placer tout le monde « devant ses responsabilités » afin que « chacun retrouve ses manches ».

Si les désaccords et les divergences d'interprétation ont subsisté sur les salaires, M. Bergeron a obtenu quelques bons effets d'annonce. Ainsi un arrêté imminent va alléger l'allocation versée par le régime de solidarité (Etat) aux chômeurs en fin de droits de plus de cinquante-cinq ans sur celle de l'UNEDIC ; fixée à 86 francs par jour depuis le 1^{er} juillet 1985, elle sera portée à 90,78 francs, comme l'est celle de l'UNEDIC depuis octobre 1986. M. Chirac va également intervenir auprès du patronat pour qu'il accepte la suppression du « délai de carence » (de deux mois et demi à quatre mois) qui s'écoule pour le passage d'un chômeur en fin de droits du régime de l'UNEDIC à celui de la solidarité.

M. Bergeron avait demandé d'affecter les disponibilités dégagées par les mutations technologiques (sans que cette mission soit « nécessairement préalable », précise-t-on à Matignon, à l'engagement de négociations). La concertation sera poursuivie sur la réforme de l'apprentissage et une négociation envisagée sur la formation en alternance des chômeurs de longue durée. Prochain visiteur, jeudi, M. Maire.

M. N.

Dérogations dans les travaux publics Les délais de licenciement pourront être plus courts

La nouvelle procédure pour les licenciements économiques, issue de la loi du 30 décembre 1986, va être incontestablement applicable sans aucune difficulté juridique. Les indispensables décrets vont paraître ces jours-ci au *Journal officiel*, après avoir été soumis au conseil de prud'hommes, la semaine dernière. Les circulaires d'application, en cours d'examen par les services, seront rendues publiques au plus tard le 10 mars prochain. Toutes les dispositions réglementaires pour les contrats de concession sont arrêtées, et les ASSONIC de Paris, par exemple, ont déjà pu envoyer les premières conventions types aux employeurs qui les réclamaient.

Ainsi, les licenciements économiques intervenus depuis le 1^{er} janvier vont pouvoir s'effectuer selon toutes les conditions prévues par les partenaires sociaux dans l'accord interprofessionnel du 20 octobre 1986.

A cette occasion, il y aura toutefois quelques surprises, notamment à propos des travaux publics, qui vont bénéficier d'une dérogation à la réglementation commune. Un décret prévoit en effet que les délais de licenciement pourront être plus courts pour les entreprises de ce secteur d'activité, si l'employeur en fait la demande expresse à l'administration. Les directions départementales

de travail et de la main-d'œuvre, mais d'abord l'inspection du travail en réalité, disposeront de 14 jours pour faire connaître leur avis et devront motiver leur réponse.

Pour ce faire, l'employeur devra inviter l'accord de branche intervenu dans les travaux publics le 3 novembre 1986 entre la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) et les syndicats FO, CFDT, CGC, et donc admettre qu'il applique les autres dispositions conventionnelles. Il pourra alors licencier de 6 à 30 salariés dans un délai de 15 jours, alors que la loi, reprenant à son compte l'accord interprofessionnel, prévoit un délai de 30 jours pour 10 licenciements ou plus.

La possibilité d'une dérogation offerte aux travaux publics fin à une situation embarrassante (le *Monde* du 3 février). Des discussions suivies ont été nécessaires pour aboutir à une solution de compromis.

S'étant elle-même exclue de l'accord interprofessionnel, la Fédération nationale avait fait adopter de son côté des modalités moins avantageuses que la loi pour les licenciements entre six et trente salariés en contrepartie d'une amélioration pour le licenciement de six à neuf. Théoriquement, la disposition devait être considérée comme illégale et entraînant, selon les termes mêmes de l'accord, passé avec les syndicats, l'annulation de l'ensemble du texte.

Sur un autre point contesté - les fins de clients ne sont pas assimilées à des licenciements économiques - une circulaire d'application encore en préparation devrait apporter des précisions. Mais la FNTP n'avait pas réclamé cette possibilité, apparemment souhaitée par la Fédération nationale du bâtiment.

Dans les semaines à venir, les partenaires sociaux des travaux publics se rencontreront à nouveau pour analyser tous ces textes. Ils devraient définir ensemble les modes d'application.

A. L.

SPONSORING SPORTIF
MODE D'EMPLOI
ECONOMIE MARS

Transports

Onze mille suppressions d'emplois, vingt-cinq lignes secondaires menacées de fermeture

La direction de la SNCF prépare un nouveau plan d'économies

Bien que la SNCF se trouve en convalescence depuis la fin de la grève de trois semaines qui l'a paralysée en décembre et en janvier derniers, sa direction prépare un plan d'économies. Celui-ci sera présenté par tranches et, d'ici à la fin du mois de mars, au comité central d'entreprise (CCE) et au conseil d'administration.

Le CCE, réuni le mardi 24 février, a entendu de longues communications sur les médiocres perspectives de trafic pour les voyageurs. En septembre 1986, le projet de budget tablait sur 54,05 milliards de voyageurs-kilomètres en 1987. Au sortir de la grève, l'objectif n'était plus que de

52,45 milliards. Il s'établit désormais à 51 milliards. Par rapport aux résultats de l'année 1986 tout entière, ce chiffre signifierait un recul de 0,2%, alors que le budget initial prévoyait une progression de 2,1%.

Devant cette situation inquiétante, la direction a décidé de lancer des études en tout genre : sur l'amélioration de la communication interne et des relations humaines, sur l'élargissement des compétences locales, sur la fermeture possible de vingt-cinq lignes secondaires au trafic voyageur et sur la suppression d'un millier de points de vente qui ne génèrent pas assez de recettes.

Ces mesures ne suffisant pas à redresser les comptes, le CCE du 18 mars et les conseils d'administration du 25 février et du 25 mars devraient entendre parler d'autres mesures d'économies. Par exemple, de trois mille suppressions d'emplois - s'ajoutant aux huit mille déjà annoncées - et du transfert sur route du trafic marchandises réalisé sur 1 760 kilomètres de voie ferrée.

Pour parvenir tout de même aux résultats financiers prévus par le contrat de plan, soit une perte réduite à 2,2 milliards de francs, les responsables de la SNCF pensent se défendre d'un certain nombre d'accès, parmi lesquels les 24,97 % du capital d'Air Inter que la SNCF détient toujours.

Comme s'il n'y avait pas eu de grève...

A l'évidence, la direction se comporte comme s'il n'y avait pas eu à la SNCF des secousses sociales d'ampleur exceptionnelle. D'ailleurs, dans les sphères supérieures de la société nationale, le mot « grève » a été rayé du vocabulaire. Une fois de plus, l'état-major cheminant se livre à l'exercice désespérant qui consiste à équilibrer ses comptes en agissant uniquement sur les dépenses, tant il est vrai que les recettes lui échappent. On ignore toujours quelle augmentation des tarifs voyageurs le ministre de l'économie et des finances autorisera en 1987 et à quelle date elle interviendra. On ne peut manquer non plus d'être frappé par l'absence de discours global et mobilisateur de la direction de la SNCF. Après la tournée, on aurait pu penser qu'elle énoncerait le besoin d'établir avec l'ensemble du personnel un plan digne de ce nom, qui aurait fixé les objectifs techniques et commerciaux de redressement ainsi que les moyens pour y parvenir. L'état-major semble avoir préféré les traditionnelles mesures d'économies auxquelles il voudrait accoutumer le personnel en les présentant comme faisant l'objet d'études sans a priori.

Comment s'explique cette incapacité de la direction de la SNCF à se comporter comme une véritable direction d'entreprise gérant son personnel comme il se doit en 1987 et tenant tête à un gouvernement forcément fort de résultats à court terme ?

Pour M. Georges Ribell, chercheur à l'Ecole des ponts et chaussées, cette carence s'explique par l'existence d'une « Nomenklatura » du rail : « Une analyse fouillée du curriculum vitae des 1 244 cadres supérieurs (en 1985) révèle une structure concentrique autour du noyau des directeurs, polytechniciens pour l'essentiel, eux-mêmes hiérarchisés selon les corps d'origine. D'abord les mines, puis les ponts et chaussées, et enfin les autres. L'ancienneté étant un élément majeur de la promotion, c'est dans une population très façonnée par l'esprit maison, sur la culture d'aptitudes alignées sur la culture dirigée d'entreprises, que recrutent les directions. L'importance de l'héritage professionnel génère une culture monolithique portée au conformisme. Sondages et témoignages font apparaître l'importance de la pratique religieuse et le nombre élevé de mariages. Ces cadres ainsi modelés demandent une obéissance sans discussion

à leurs subordonnés et obtiennent sans barguigner aux injonctions du pouvoir, qui décide pour eux des tarifs ou des rémunérations. « Ce fort assujettissement de la SNCF aux tutelles administratives et politiques explique largement tant son déficit chronique que ses performances : la Société nationale, toujours en position d'accusée, ne peut répondre qu'en faisant de la productivité et en recherchant l'exploit technique ».

M. Ribell se dit frappé que la RATP, elle, ait réussi à s'émanciper économiquement alors que la SNCF attend toujours le petit doigt sur le contour du pantalon que le pouvoir décide pour elle. « Deux directeurs généraux qui n'étaient pas originaires de la RATP, Pierre Weil en 1962 et Pierre Giraudes en 1971, ont provoqué un renouveau décisif, déclare-t-il. Le premier, issu de la SNCF, a appliqué la règle de talents venus de tous les horizons professionnels. Le second, précédemment en charge de l'aéroport de Paris, a créé le plan d'entreprise qui a permis à la RATP de tenir tête aux grandes administrations. Si on avait écouté les pouvoirs d'alors, la RATP se retrouverait aujourd'hui avec un réseau hétéroclite, un aéroport vers Cergy-Pontoise et un métro de petit gabarit à la place de la ligne A du RER ».

La posture des routiers

Apparemment, la dernière grève n'a pas été l'occasion pour les responsables cheminots d'une prise de conscience de leur alignement économique et politique. Ils reviennent obstinément sur les objectifs financiers du contrat de plan alors que l'entreprise est moralement en crise. « Si rien ne change, une nouvelle explosion sociale n'est pas à exclure, comment M. Ribell. Il existe une posture en région parisienne : le monde des routiers, seuls en cabine de conduite, seuls dans les foyers, seuls dans leur famille qu'ils ne voient pas. Il n'y a plus à la SNCF de socialisation, plus d'émulation, plus de ressort, plus le sentiment de travailler sous l'étouffoir d'un encadrement aligné sur le sommet. Si la direction continue à ne gérer que le déclin de la SNCF, il y aura des réactions ».

Il existe de plus en plus de cheminots pour penser qu'un renouveau n'est impossible que si la direction générale est indispensable pour sauver la SNCF d'un confor-

misme à terme mortel. Le gouvernement, lui, se demande s'il est temps de confier à un seul homme les postes de président du conseil d'administration et de directeur général, pour en finir avec une dyarchie paralysante. Mais les échéances

électorales de 1988 risquent d'empêcher les changements d'hommes et les réformes de structures. En attendant, donc, un plan d'austérité s'avère au moins le contrat de plan...

ALAIN FAUJAS.

Agriculture

Les éleveurs de porcs menacent de bloquer la Bretagne

Les producteurs de porcs de Bretagne et des Pays-de-Loire ont décidé de bloquer les routes, les gares et les aéroports bretons à partir du 27 février, si le cours du porc, actuellement très déprimé, ne remontait pas. M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, a affirmé, pour sa part, qu'il revenait aux professionnels d'organiser leur filière, et que « la solution était aux mains des éleveurs ».

Campagne d'action des syndicats minoritaires européens du 25 février au 6 mars

La Coordination paysanne européenne, regroupement d'organisations agricoles minoritaires, mena entre le 26 février et le 6 mars une campagne d'action pour réclamer « une autre politique agricole » en Europe, ont annoncé, mardi 24 février, ses responsables lors d'une conférence de presse à Bruxelles. La coordination, qui rassemble une douzaine d'organisations de France, d'Allemagne fédérale, des Pays-Bas, de Belgique, de Suisse et d'Autriche, reproche aux mesures de réduction des excédents prises par la CEE de frapper tous les producteurs sans distinction, alors que, selon elle, la politique agricole commune a surtout profité aux gros agriculteurs et aux firmes agro-alimentaires, représentées par les organisations traditionnelles. Les membres français de la coordination, qui manifesteront le 6 mars, sont la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans, la Fédération nationale des syndicats paysans et le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne.

« Ces propositions sont tout à fait inacceptables et doivent donc être retirées », a déclaré M. Kichle. Nous sommes décidés à nous battre [...]. Nous ne participons pas au financement d'une communauté qui, en matière de prix agricoles, traite ses pays membres d'une manière aussi injuste. Nous ne participons pas au financement de la destruction de notre propre agriculture. Depuis 1984, les prix ont augmenté de 12,5 % en France, de 13 % en Irlande, de 16 % en Italie, mais ils ont diminué de 6,2 % en RFA ».

« La RFA critique les propositions agricoles de la Commission de Bruxelles... M. Ignaz Kichle, ministre ouest-allemand de l'Agriculture, a, au cours d'une conférence de presse tenue mardi 24 février en fin de matinée, à Bruxelles, après une nouvelle réunion infructueuse des ministres de l'Agriculture des Douze, critiqué en termes extrêmement sévères les propositions agricoles récemment présentées par la Commission (baisses des prix en ECU, suppression des montants compensatoires monétaires, mesures d'accompagnement qui conduiraient à des baisses de prix sensibles en RFA).

Cannes: les yeux braqués sur l'avenir.

Un millier d'ophtalmologues réunis à Cannes pour confronter leur expérience.

Cannes (de notre correspondant)

ces, projections sur la révolution de la chirurgie de l'œil.

Direction Générale du Tourisme et des Congrès, Esplanade Président Georges Pompidou - La Croisette 06400 Cannes. Tél. : 93.39.01.01.

Axé sur la nouvelle technologie de l'implantation intra-oculaire, le Congrès International de l'Ophthalmologie rassemble au Palais des Festivals et des Congrès des spécialistes venus de 32 pays. Durant 5 jours les 1.000 congressistes participent aux débats, conférences,

Deuxième Palais des Congrès de France, 60.000 m² de business, 8 niveaux d'activités, deux auditoria de 2.400 à 1.000 places, 11 salles de 40 à 300 places, 14.000 m² d'exposition, 121 techniciens, 18 corps de métiers, les Ambassadeurs pour réceptions, 121 hôtels, 4.700 chambres (dont 1.800 à moins de 900 mètres du Palais), 282 restaurants, 2 casinos, 20 pianos bars ou night-clubs et 3.000 heures de soleil.



C'EST ÉTONNANT, C'EST CANNES.

سكنة من الأحياء

سكنا من الاجل

Etranger

En Allemagne fédérale

Le gouvernement majore de 6 milliards de deutschemarks la première tranche d'exonération fiscale

BONN
de notre correspondant

Un mois après leur victoire aux élections législatives du 25 janvier, les trois partis de la coalition gouvernementale ouest-allemande se sont mis d'accord mardi à Bonn sur la réforme fiscale qui les s'engage à mener à bien au cours de la nouvelle législature. Cette réforme prévoit la mise en place d'un tarif linéaire progressif, la diminution du taux d'imposition sur les sociétés de 56 à 50 % et des coupes importantes dans les subventions et avantages fiscaux accordés aux entreprises.

Au total, l'ensemble des mesures adoptées entraînera un manque à gagner brut pour le Trésor public de 44,3 milliards de deutschemarks

(147 milliards de francs), et de 25 milliards (80,5 milliards de francs) net. Le gouvernement décidera d'ici à la fin de l'année de faire des coupes dans les subventions qui doivent permettre de retrouver les 19 milliards de deutschemarks (61 milliards de francs) nécessaires. Les libéraux et les chrétiens-sociaux de Bavière s'opposent à une augmentation des impôts indirects ou de la TVA, jugés indispensables par le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, bien conscient des difficultés qui l'attendent encore.

La mise en application de ces mesures est prévue pour le 1^{er} janvier 1990. Conformément aux engagements souscrits par la RFA, le week-end dernier à Paris, lors de la réunion du groupe des Six pour relancer la

demande intérieure, une première tranche d'exonérations, portant sur 5 à 6 milliards de deutschemarks (16,5 à 20 milliards de francs, selon le Flan-desblatt), sera toutefois avancée au 1^{er} janvier 1988. Cela portera à plus de 14 milliards de deutschemarks (46 milliards de francs) le montant total des allègements fiscaux programmés pour cette date. Dans un premier programme, arrêté en 1984, le gouvernement avait décidé de réduire la fiscalité de 11,5 milliards de deutschemarks — essentiellement au profit des familles avec enfants, — à des milliards supplémentaires, à échéance du 1^{er} janvier 1988.

Un nouveau barème

Le corps de la nouvelle réforme porte sur la mise en place d'un nouveau barème dans le calcul de l'impôt sur le revenu qui permettra d'éviter le gonflement, jugé injuste, de l'imposition des revenus moyens. Cette modification coûtera, à elle seule, près de 24 milliards de deutschemarks. L'essentiel des discussions a porté sur le point de départ et le point d'arrivée de la nouvelle courbe déterminée par le barème. L'alle société du Parti démocrate-chrétien, animée par le secrétaire général du parti, M. Heiner Geissler, et par son ministre du travail, M. Blum, s'est opposé avec acharnement à la réduction des taux d'imposition maximums, de peur de voir le gouvernement accusé de faire la part trop belle aux riches.

Les libéraux et les sociaux-démocrates de Bavière s'étaient, en revanche, engagés dans leur campagne électorale à réduire la fiscalité des entreprises, dont les bénéfices sont globalement taxés à environ 70 %, taux record dans le monde occidental. En raison du système d'imposition en pratique en RFA, les experts ont fait

taux maximal de l'impôt sur les sociétés sans en faire de même pour le taux maximal d'imposition des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu — tous deux fixés jusqu'à présent à 56 %. De nombreuses entreprises, surtout parmi les petites et les moyennes, sont en effet assujetties à ce dernier impôt.

La formule retenue prévoit finalement une diminution du taux de l'impôt sur les sociétés à 50 % et de la taxation des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu, qui bénéficiera également aux plus fortunés, à 53 %. La réforme ne touche pas en revanche aux autres impôts frappant les entreprises, notamment à la taxe professionnelle, que les libéraux auraient voulu, elle aussi, voir diminuer.

Pour faire bonne figure, l'alle société du Parti démocrate-chrétien a obtenu, en contrepartie, des mesures plus importantes que celles qui étaient prévues en faveur des bas revenus. Cinq cent mille personnes se verront dispensées de payer l'impôt sur le revenu en bas de l'échelle, à la suite du relèvement du taux minimal d'imposition, qui passe à 5 616 DM par an (18 645 F) pour un célibataire — + 466 DM, — et à 11 232 DM (37 290 F) pour un couple — + 932 DM. Le point de départ de l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire le taux d'imposition de la première tranche, est également réduit de 22 à 19 %, et, pour finir, le dégrèvement par enfant à charge est une nouvelle fois relévé.

Ces trois mesures coûteront au Trésor public la somme de 16,6 milliards de DM. Elles ont obligé les partenaires de la coalition à prévoir un montant total d'exonérations supérieure de 4,3 milliards à ce qui avait été envisagé au départ, ce qui oblige à couper d'autant en plus dans les subventions accordées à l'économie.

HENRI DE BRÉSSON.

L'Argentine réviserait sa position sur la dette

La décision du Brésil de suspendre le paiement des intérêts de sa dette continue d'inspérer la communauté financière internationale et amène d'autres pays endettés à réviser leur position. Alors que les titres des grandes banques américaines créancières du Brésil ont chuté à Wall Street, les quatorze principales d'entre elles ont fait savoir qu'elles n'accepteraient de renégocier la dette brésilienne, et s'efforcent de faire les nouveaux prêts dont Brasília a besoin, qu'à la condition que ce pays accepte les mesures imposées par le Fonds monétaire international. Une condition apparemment inacceptable pour le président Sarney.

Le président de l'Argentine fédérale américaine, M. Paul Volcker, qui témoignait devant le Sénat, n'a pas dit autre chose lorsqu'il a précisé : « Le Brésil a clairement besoin d'un nouveau plan de financement qui doit s'appuyer sur un nouveau programme économique », même si M. Volcker, qui cherche visiblement à déstabiliser la situation, a ajouté qu'il appartenait « au Brésil seul de mettre en œuvre un ensemble

de mesures économiques solides ». Les banques américaines pourraient se braver de nouvelles difficultés. L'Equateur, qui devait cette année rembourser 700 millions de dollars d'intérêts en quatre échéances, a décidé le 24 février de n'en verser que la moitié en un seul remboursement, et il sera effectué en septembre. Quant à l'endettement de sa dette en capital — 500 millions de dollars en 1987, — l'Equateur n'a pas l'intention d'y consacrer un seul dollar. Avec 17 % de ses recettes d'exportation affectées au service de sa dette, l'Equateur estime ne pas pouvoir faire plus.

Mais c'est surtout l'Argentine qui fait passer la mesure d'une « nouvelle position sur la dette » qui devrait être annoncée le 25 février. Buenos-Aires, dont l'endettement se chiffre à quelque 57 milliards de dollars, cherche actuellement à obtenir de nouveaux prêts à hauteur de 4 milliards de dollars (dont 2,8 auprès des banques privées). Or les banques sont actuellement très réticentes.

• Rivolve et Carret-Lustuara : le Cour de cassation en faveur du holding. — Nouvel et peut-être dernier épisode judiciaire dans le bataille qui divise depuis six ans les actionnaires du numéro trois mondial des pâtes alimentaires (1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires). Le holding en question, créé en 1987, possède 70 % de Rivolve et Carret et 70 % de Lustuara et est contrôlé à 58 % d'abord par la famille Carret, puis par le groupe Skali, et 42 % par la famille Carret-Millon (Lustuara). Les deux groupes familiaux restent propriétaires de 30 % de chacune des deux affaires mères. C'est Lustuara qui, dès 1981, a demandé le divorce, refusé par le tribunal de commerce de Marseille, puis accordé par le cour d'appel d'Aix-en-Provence, refusé à nouveau par le Cour de cassation, puis par le cour d'appel de Paris, et enfin une nouvelle fois par le Cour de cassation.

• La Fédération de la banque CFTD dénonce l'accord de Crédit lyonnais. — La Fédération CFTD de la banque a annoncé le mercredi 25 février, à la suite de la réunion la veille, de son conseil fédéral, sa décision de lancer une procédure de dénonciation de l'accord signé par sa section syndicale CFTD au Crédit lyonnais sur l'élargissement de l'ouverture des guichets le Monde du 14 février). Pour la fédération, qui avait pourtant donné un avis favorable avant la signature, cet accord s'apparente davantage à un accord de branche qu'à un accord d'entreprise et suscite trop de remous tant auprès des salariés du Crédit lyonnais que des militants de la CFTD. La fédération du SNB-CGC avait pris la même position.

Marchés financiers

PARIS, 24 février ↑ Soutenu : + 0,22 %

La Bourse de Paris a évolué le 24 février sur une note incertaine, l'indicateur de tendance évoluant dans un couloir très étroit, pour clore une très légère hausse (+ 0,22 %). Autour de la corbeille, les investisseurs affichent un optimisme modéré. Chacun est conscient de la partie limitée de l'accord monétaire intervenu le week-end dernier. Les nuances noires qui s'accroissent dans le conjoncture française ne précèdent pas non plus à une grande sursade. Le déficit commercial du pays, la baisse de la production industrielle et le dérapage des prix en janvier sont autant de handicaps qui alourdissent la tendance — « où va le marché ? » La question revient souvent sur les lèvres des boursiers. Certains restent malgré tout en capacité de résistance. La chute de 18 points observée la veille à Wall Street faisait dire à certains professionnels que Paris limiterait finalement assez bien les dégâts.

Parmi les valeurs les mieux orientées figurait American Motors (1,970 millions de transactions), Barron Enterprises (1,951 million) et DSM (1,79 million).

NEW-YORK, 24 février ↑ Amélioration

La Bourse de New-York s'est renforcée le 24 février, dans un marché relativement calme, où 151,3 millions de titres ont été échangés, contre 170,4 millions la veille. En clôture, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles gagnait 6,74 points, à 2 223,28. On notait 822 titres en hausse, contre 712 en repli et 433 inchangés.

Autour du Big Board, les informations s'étaient pourtant pas brillantes. La décision brésilienne de suspendre le paiement d'intérêts sur les prêts accordés par les banques internationales a continué de peser sur la demande. Les déclarations de M. Volcker, président de la Réserve fédérale, selon lesquelles l'inflation augmenterait probablement en 1987, en raison de la faiblesse du dollar, ont aussi défrayé les conversations des investisseurs. Mais que les valeurs bancaires se stabilisent, les pétroliers ont cédé de terrain, rajoutant aux difficultés de l'OLPEP à faire respecter l'accord visant un plafonnement des cours du baril.

Parmi les valeurs les plus actives figurait American Motors (1,970 millions de transactions), Barron Enterprises (1,951 million) et DSM (1,79 million).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SEMA-METRA
Résultats provisoires pour 1986
Progression de 40 % du bénéfice net

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire du Groupe Sema-Metra pour l'exercice 1986 s'élève à environ 1 400 millions de francs, en progression de 24 % par rapport à celui de 1985. Le résultat net global est de 40 millions de francs (38 millions de francs pour la part du Groupe), contre 28,7 millions de francs pour l'exercice 1985, soit une croissance d'environ 40 %. Compte tenu de la situation actuelle de son carnet de commandes et de ses objectifs d'amélioration continue de sa rentabilité, le groupe Sema-Metra prévoit pour 1987 une progression de 15 % de son chiffre d'affaires et de 25 % de ses résultats.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
18 bis, rue de Berri, 75008 PARIS
AVIS DE TIRAGE

Les porteurs d'obligations Caisse nationale de l'énergie provenant de l'indemnisation des biens transférés à l'électricité de France et de Gaz de France d'une part, et à l'électricité et gaz d'Algérie d'autre part, sont avisés que le trente-sixième tirage d'amortissement desdites obligations aura lieu le 18 bis, rue de Berri à PARIS-8^e le JEUDI 23 AVRIL 1987 à 16 h 30. Les obligations sorties à ce tirage seront remboursables à partir du 1^{er} juin 1987. Les opérations d'indemnisation et de regroupement facultatif des fractions d'obligations de 50 F et 10 F, seront suspendues à compter du 16 mars 1987 et reprises le vendredi 24 avril 1987.

FLASH BANQUE
A noter dans notre situation au 2 janvier 1987.
Un total de 5181 non consolidé de 61,6 milliards de F.
L'actif : 38,7 milliards de F de crédits à la clientèle soit 45,3% du total du bilan.
Au passif : 7,6 milliards pour les comptes à vue particuliers (+ 13,5% en un an) Les dépôts à vue entrent de 6,5%.
Les CERS s'élèvent à 7,9 milliards de F (+ 13,4%) les dépôts épargne augmentent de 21,4%.
Les capitaux permanents passent de 7,8 milliards de F à 9,7 milliards de francs (+ 25,6%).

Crédit du Nord

GROUPE CGE
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ 1986 EN PROGRESSION DE 12,5 %

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes réalisé en 1986 par le groupe de la Compagnie générale d'électricité s'est élevé à 80 903 millions de francs, contre 71 942 millions de francs en 1985.

Le taux de progression correspondant s'établit à 12,5 %. Cette évolution tient compte notamment des éléments nouveaux :

- Effet en année pleine de l'absorption-fusion de Thomson Télécommunications intervenue le 1^{er} juillet 1985 ;
- Incidence de la cession des activités piles grand public réalisée le 1^{er} septembre 1985 ;
- Entrée de la CGE dans le capital de Framatome à hauteur de 40 % en janvier 1986 ;
- Prise de contrôle en 1986 des sociétés étrangères Spracher Energie, Mecanica Pesada, Lynch Communication Systems et Société nouvelle des câbleries de Charleroi ;
- Cession en 1986 des sociétés Téléfilms et le Joint français.

Les activités de télécommunications apportées par ITT à Alcatel NV le 30 décembre 1986, et dont le groupe CGE assure la gestion à compter du 1^{er} janvier 1987, ne figurent pas dans le chiffre d'affaires de 1986.

La répartition par secteurs d'activité du chiffre d'affaires réalisé par le groupe en 1985 et 1986 est la suivante :

(Unité : millions de francs.)

Secteurs	Année 1985	Année 1986
Energie et transport	23 113	22 402
Nucléaire (1)	—	5 201
Accumulateurs	3 658	2 948
Télécommunications et communications d'entreprise	20 280	25 716
Câbles	9 905	10 591
Entreprises électrique et contrôle industriel	11 272	10 348
Services et divers	3 714	3 889
Total	71 942	80 903

(1) Le chiffre d'affaires de Framatome est retenu par intégration proportionnelle à hauteur de 40 %.

CHANGES

Dollar : 6,07 F-
Le dollar a été peu touché mercredi 25 février après un léger tassement de la veille, affichant, finalement, une grande stabilité à l'indicateur d'une étroite fourchette. La peur d'une intervention des banques centrales brita, de toute façon, les initiatives. A Paris, le cours du deutschemark glisse légèrement : 5,2829 F.

FRANCFORT 24 fév. 25 fév.
Dollar (en DM) : 1,34 1,338
TOKYO 24 fév. 25 fév.
Dollar (en yen) : 153,80 153,70

MARCHÉ MONÉTAIRE
(taux en %) (taux en %)
Paris (25 fév.) : 8 1/4
New-York (24 fév.) : 8 7/8

INDICES BOURSIERS

PARIS
(INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)
23 fév. 24 fév.
Valeur française : 1041
Valeur française : 1042
C^o des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)
Indice général : 421,1 421,5

NEW-YORK
(indice Dow Jones)
23 fév. 24 fév.
Industriel : 2 216,54 2 223,28

LONDRES
(indice « Financial Times »)
23 fév. 24 fév.
Industriel : 1 854,99 1 858,20
Ministère d'Etat : 313,78 316,30
Fonds d'Etat : 87,68 87,65

TOKYO
24 fév. 25 fév.
Nikkei : 20 875,1 20 883,3
Indice général : 1 765,8 1 766,5

MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 24 février
Nombre de contrats : 15 306

COURES	ÉCHÉANCES			
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87
Dernier	105,50	105,45	105,45	105,40
Précédent	105,40	105,35	105,35	105,30

AUTOUR DE LA CORBEILLE

ADMISSION EN BOURSE DES ACTIONS SAINT-GOBAIN FRANÇAIS DE L'OPPE. — Le conseil d'administration de Saint-Gobain a décidé le 24 février, à la suite de la réunion de son conseil d'administration, de faire admettre en Bourse les actions de Saint-Gobain Française de l'OPPE. Les actions de Saint-Gobain Française de l'OPPE ont été admises en Bourse le 24 février, à la suite de la réunion de son conseil d'administration, de faire admettre en Bourse les actions de Saint-Gobain Française de l'OPPE. Les actions de Saint-Gobain Française de l'OPPE ont été admises en Bourse le 24 février, à la suite de la réunion de son conseil d'administration, de faire admettre en Bourse les actions de Saint-Gobain Française de l'OPPE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURES DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.			
SE-U	6,070	6,070	+ 185	+ 128	+ 185	+ 215
SE-F	4,560	4,560	+ 28	+ 9	+ 68	+ 93
Yen (100)	3,040	3,035	+ 138	+ 145	+ 25	+ 283
DM	3,302	3,297	+ 116	+ 124	+ 233	+ 258
Flou	2,981	2,986	+ 71	+ 34	+ 137	+ 156
S.S. (100)	16,920	16,875	+ 44	+ 147	+ 34	+ 128
S.S. (1000)	3,925	3,920	+ 153	+ 175	+ 379	+ 318
L (1000)	4,613	4,613	- 36	- 42	- 172	- 185
F. temp.	8,532	8,533	- 245	- 284	- 415	- 339

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	3 1/8	3 1/8	6 3/16	6 3/16	6 3/8	6 1/2	6 5/16	6 3/16
DM	3 5/8	3 7/8	3 15/16	4 1/16	4 1/8	4 1/2	4 1/16	4 3/16
Flou	5 3/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 1/16	5 1/8
S.S. (100)	7 1/4	8 1/4	7 9/16	7 15/16	7 11/16	8 1/16	7 3/16	8 1/8
S.S. (1000)	7 1/4	7 3/4	7 3/8	7 3/4	7 3/4	7 1/8	7 1/16	7 1/8
L (1000)	9	10 1/2	9 3/4	10 1/4	10 1/4	10 3/8	10 1/4	10 1/8
F. temp.	11 1/4	11 1/2	11 1/8	11 1/4	10 15/16	10 15/16	10 1/4	10 5/8

Ces courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

24 FEVRIER

Cours relevés à 17 h 32

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' with columns for Valeurs, Cours, and various market indicators.

Comptant

Second marché

Large table section containing 'Comptant', 'Second marché', and 'SICAV' data with multiple columns for different financial instruments.

Table section containing 'Droits et bons', 'Cote des changes', and 'Marché libre de l'or' data.

Handwritten text at the bottom of the page: 'سكركا من الاموال'

سكزا من الاجل

Le Monde

ÉTRANGER 2 Grève incident à Beyrouth-Ouest. — La controverse sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. 3 Le scandale de l'« Irangate ». 6 Colloque sur l'énergie nucléaire en Italie.	POLITIQUE 13 La cohabitation et l'action du gouvernement. COMMUNICATION 14 Grève et manifestations en Corse après la mutation du responsable de FR 3.	SOCIÉTÉ 15 Le procès de Georges Ibrahim Abdallah. — L'interrogatoire des quatre responsables d'Action directe. 16 Le renforcement de la lutte contre le SIDA.	ARTS ET SPECTACLES 17 Clint Eastwood, un Américain de rêve. 18-19 « Chronique des événements amoureux », d'Andrzej Wajda ; et Moequito Coast », de Peter Weir. 19 Les peintres français du dix-huitième siècle.	ÉCONOMIE 28 Le gouvernement révisé son objectif sur les prix. 29 Campagne d'action des syndicats agricoles minoritaires européens, du 26 février au 6 mars. 30 La réforme fiscale en RFA.	SERVICES Radio-télévision 23 Annonces classées ... 24-25 Carnet 26 Météorologie 25 Mots croisés 25 Programmes des spectacles 20 à 23	MINITEL • Drogue : pour ou contre les seringues sans ordonnance à des toxicos réprimant à se servir de celles des copains, moi je trouve ça complètement irresponsable. Surtout quand on sait les précautions que prennent les grands de ce monde. Je pense au prince de Galles en visite au Kenya. Vous savez ce qu'il emporte dans ses bagages ? Je vous le donne en mille. Son service à thé ? Son eau minérale préférée ? Ses draps et ses tasses d'oreiller, comme sa mère, la Queen ? Vous n'y êtes pas. Plusieurs litres de son propre sang, au cas où... D'ailleurs, c'est pas compliqué, les hôpitaux ont ouvert des banques de sang privées. Il y a la queue aux guichets. Des médecins, des gens avisés qui viennent verser à leur compte des réserves de liquide. Au moins, comme ça, ils sont sûrs de ne jamais rien devoir à personne. CLAUDE SARRAUTE.
---	--	---	---	---	---	--

ESPAGNE

L'épiscopat espagnol se donne un président conservateur

MADRID de notre correspondant

Considéré comme le représentant des secteurs catholiques conservateurs, le cardinal Angel Suquia, archevêque de Madrid, a été élu le mardi 24 février président de la Conférence épiscopale espagnole. Il remplacera l'archevêque d'Oviedo, Mgr Gabino Diaz Merchan, plus proche des thèses rénovatrices, qui occupait la présidence depuis 1981 et qui se présentait pour la troisième fois.

L'élection de Mgr Suquia n'a été acquise qu'au cinquième tour, et de justesse : 39 voix sur 77. Mgr Diaz Merchan était d'abord arrivé en tête, mais il n'a pas pu atteindre le seuil de la majorité des deux tiers fixée par le règlement pour les prélats qui aspirent à un troisième mandat consécutif.

Durant ses six années à la tête de la conférence épiscopale, Mgr Diaz Merchan est apparu comme le continuateur de la ligne « conciliaire » de son prédécesseur, Mgr Enrique y Tarazona. Ce dernier avait joué un rôle fondamental à l'époque de la transition vers la démocratie. Il avait conduit l'Église à accepter sans réserve le nouvel ordre démocratique et à renoncer progressivement à cette étroite imbrication avec l'État qui l'avait caractérisée à l'époque du franquisme.

Mgr Diaz Merchan avait poursuivi cette politique. Grâce à lui, l'Église, tout en négociant durement avec les socialistes sur le sort de l'enseignement privé ou sur la pénalisation de l'avortement, avait tenté de maintenir un climat de dialogue et de ne pas infléchir sur les choix de l'électorat catholique.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 25 février

Léger gain : + 0,11 %

La Bourse de Paris a gagné un peu de terrain le 25 février, l'indice progressant de 0,11 % en matinée. Parmi les plus fortes hausses, on notait Synthelabo (+ 3 %), Moeilux (+ 2,6 %), Peugeot (+ 2,4 %). Au repli figuraient Casino (- 2,6 %), Crouzet (- 2,4 %), Casino ADP (2 %), Cetelem (- 2 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	536	538	534
Agip	2040	2050	2050
Air Liquide (L)	708	708	708
Banque Paribas	1010	1018	1014
Bouygues	2485	2480	2470
Bourgeois	1245	1245	1248
B.S.N.	4710	4710	4710
Carrefour	3640	3650	3650
Champs	1838	1840	1843
Club Méditerranée	878	878	878
Elf	1420	1425	1420
ELF-Ayrol	333	333	334
Esso	2680	2690	2685
Elf-Motors	1415	1415	1415
Michelin	2950	2945	2956
Mid (L)	1541	1541	1541
Mich-Hennessy	2425	2425	2425
Henri Hennessy	1054	1072	1082
Oréal (L)	3825	3940	3980
Parrot-Hennessy	1023	1023	1028
Peugeot S.A.	1310	1330	1341
Saint-Gobain CL	407	407	408 50
Sand	815	815	818
Source Paribas	752	748	748
Télécom	3510	3500	3500
Thomson-C.S.F.	1470	1483	1485
Total-C.F.P.	480	448	450
T.A.T.	2085	2085	2090
Veolia	502	502	502

La situation pourrait changer avec l'élection de Mgr Suquia. Agé de soixante-dix ans, originaire du Pays basque, l'archevêque de Madrid apparaît comme le porte-parole d'un secteur de la hiérarchie ecclésiastique inquiet et désorienté face à la croissance « laïcisation » de la société civile espagnole.

Une inquiétude que partage apparemment le Vatican. Le pape n'a jamais ménagé ses marques d'appui à Mgr Suquia, le seul prélat espagnol invité par Jean-Paul II au synode extraordinaire de 1985 à Rome. En outre, les nominations d'évêques ont dans l'ensemble favorisé, depuis l'installation de Jean-Paul II au Vatican, des secteurs les plus conservateurs de l'épiscopat espagnol.

Lors de son voyage en Espagne en 1982, Jean-Paul II avait invité l'Église et les fidèles à se montrer plus fermes, dans le débat public et politique, dans la défense des « valeurs chrétiennes ».

THERRY MALINAK.

A bord d'un camion sur une route du Tessin

La police suisse saisit 100 kilos d'héroïne

La police helvétique a effectué, samedi 21 février, la plus importante saisie de drogue jamais réalisée en Suisse : 100 kilos d'héroïne valant de 150 millions à 450 millions de francs suisses (soit 600 millions à 1,8 milliard de francs), selon une estimation du procureur du parquet de Bellinzona, M. Dick Marty.

Parmi les 100 kilos de drogue découverts à bord d'un camion intercepté sur une petite route du canton du Tessin, les policiers ont dénombré 80 kilos de morphine base (qualité 1) et surtout 20 kilos d'héroïne prête à la consommation (qualité 3). Le procureur a déclaré à la presse que quatre personnes — dont il n'a pas donné les identités — avaient été arrêtées.

Le schéma de la filière rappelle celui d'un vaste trafic connu sous le nom de Pizza Connection qui portait sur plusieurs milliards de dollars. Ce réseau, démantelé en 1983, s'étendait des champs de pavot turcs aux

Etats-Unis en passant par l'Italie et la Suisse, laquelle s'est révélée à cette occasion une véritable plaque tournante du trafic international de stupéfiants.

En 1982, la drogue était acheminée par bateau de Turquie en Italie. Il semble que les trafiquants, échoués par le démantèlement de la Pizza Connection, aient choisi l'acheminement de la drogue par camions, d'où l'opération spectaculaire réussie par la police tessinoise.

De plus, un « gros bonnet » du trafic en Europe, Mirza Ramadan, quarante-sept ans, de nationalité turque, vient d'être arrêté en Italie à l'occasion de la saisie effectuée en Suisse. Simultanément, dans le cours de la même enquête, la police italienne a effectué des perquisitions dans la banlieue milanaise, appréhendant trois personnes dont l'identité n'a pas été révélée et saisissant 14 kilos d'héroïne, du matériel, ainsi que des devises.

Devant les syndicats soviétiques

« C'est ou bien la démocratie, ou bien l'immobilisme » affirme M. Gorbatchev

Moscou (Reuter). — Prenant, mercredi 25 février, la parole au congrès des syndicats soviétiques, M. Gorbatchev a déclaré que la démocratie était essentielle à l'URSS pour empêcher un retour à la stagnation et « aux erreurs du passé ».

Il a répété qu'il existait encore une opposition dans le pays à son programme de réformes. « Mais il n'y a pas le choix, a-t-il dit. C'est ou bien la démocratie, ou bien l'inertie sociale et l'immobilisme. Il n'y a pas d'autre voie ».

Le secrétaire général du PC soviétique a rappelé que la réunion du comité central de janvier avait été reportée à trois reprises à cause des débats vigoureux au sein du parti au sujet des réformes. Avant la réunion de janvier, a-t-il dit, « beaucoup de gens se demandaient encore si la reconstruction que nous avons entreprise allait continuer. Maintenant, il y a une confiance accrue à ce sujet ».

M. Gorbatchev a invité les syndicats à participer eux-mêmes plus activement au processus de réforme, en leur demandant de renoncer au principe du nivellement des salaires. Il faut de meilleurs salaires pour les meilleurs travailleurs, a-t-il dit.

A la cour d'assises du Rhône

Klaus Barbie sera jugé à partir du lundi 11 mai

La date d'ouverture du procès de Klaus Barbie devant la cour d'assises du Rhône a été fixée officiellement au lundi 11 mai 1987, a annoncé, mardi 24 février, le procureur général de la cour d'appel de Lyon, M. Pierre Truche. L'ordonnance de renvoi de l'ancien chef de la Gestapo de Lyon devant les assises a été signée mardi, conformément au code de procédure pénale, par le premier président de la cour d'appel de Lyon, M. Jean Chouleur.

La date du 19 mai, préconisée il y a une dizaine de jours, a été avancée pour permettre aux débats de se dérouler intégralement avant la période des vacances d'été, a indiqué M. Truche. Les avocats de la partie civile, réunis pour la première fois à Lyon le 14 février dernier, avaient alors fait part de leur volonté que les débats « puissent se dérouler sans discontinuité et ne soient pas interrompus par les vacances ».

De son côté, l'avocat de Klaus Barbie, M. Jacques Vergès, s'est estimé « comblé », mardi soir, par la fixation du procès à la date du 11 mai. Quant à Klaus Barbie, il est toujours hospitalisé dans le service de médecine pénitentiaire de l'hôpital Lyon-Sud, après avoir subi une opération de la prostate le 5 février.

Après ses deux complices

Le troisième homme du hold-up de Champigny a été arrêté

Les enquêteurs de la brigade de répression du banditisme ont arrêté, le mardi 24 février à Paris, Maurice Limberger, cinquante-quatre ans, le troisième malfaiteur impliqué dans le hold-up de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) au cours duquel trois personnes ont été tuées le 31 janvier dernier : un adolescent, un convoyeur de fonds et un gangster.

Sur nommé Momo le gitan, Maurice Limberger, originaire de Nantes, s'était caché, 4, rue Damrémont (18^e), chez un ami, Jacques Talouchian, trente-trois ans, qui a été lui aussi interpellé.

En plus du gangster mortellement blessé lors de la fusillade et dont le corps a été retrouvé, tous les autres complices de Maurice Limberger avaient été arrêtés moins de trois jours après le hold-up (Le Monde du 5 février).

Visées de M. Berlusconi en Allemagne fédérale

M. Silvio Berlusconi était l'invité d'honneur du traditionnel banquet de la Saint-Mathieu, à Hambourg, qui a réuni, la semaine dernière, sous la présidence du bourgmestre de la cité hanseatique, M. Klaus von Donhanyi, les notables de la ville.

Hambourg est la capitale ouest-allemande des médias, et M. Berlusconi n'a pas manqué de faire des offres de service aux patrons de presse d'outre-Rhin qui se préoccupent de télévision privée en RFA : « Nous pouvons vous offrir un savoir-faire expérimenté sur le terrain », a-t-il déclaré à la prestigieuse assemblée, où se côtoyaient les dirigeants du groupe Springer, le plus important groupe de presse ouest-allemand, et de Bertelsmann, déjà engagé dans un projet de télévision privée par satellite avec RTL. L'enjeu : une place sur le satellite de télévision directe SAT 1, qui devrait offrir des canaux à des chaînes privées germanophones, et le marché publicitaire ouest-allemand, le plus important d'Europe.

Sur le vif

Bon sang ne saurait mentir

Je vais vous parler du SIDA, aujourd'hui, mais je vous en prie, restez calmes et ne recommencez pas, vous me faites le coup chaque fois que je vous parle de lettres égrillardes et suggestives sur l'art et la manière de donner du plaisir à son partenaire sans avoir à se servir d'un préservatif. Merci, j'étais au courant. Permettez-moi quand même de vous signaler que le SIDA, ça s'attrape aussi comme ça. Elle a raison, Barzani. Veillez d'ailleurs à ramener pour élargir l'opinion et lui donner ne serait-ce qu'une petite idée du danger.

Là, elle rigole, l'opinion, elle trouve ça plutôt marrant. Et payant. Figurez-vous, j'ai vu ça l'autre jour dans France Soir, que les entreprises dont le sigle forme par hasard ce mot fatidique, SIDA, loin d'en changer, en profitent à mort si j'ose dire. Elles n'ont jamais fait de meilleures affaires !

Alors de voir qu'il y a tout plein de pharmaciens, j'entendais ça ce matin à la radio, qui vont

faire jouer la clause de conscience pour refuser de vendre des seringues sans ordonnance à des toxicos réprimant à se servir de celles des copains, moi je trouve ça complètement irresponsable. Surtout quand on sait les précautions que prennent les grands de ce monde. Je pense au prince de Galles en visite au Kenya. Vous savez ce qu'il emporte dans ses bagages ? Je vous le donne en mille. Son service à thé ? Son eau minérale préférée ? Ses draps et ses tasses d'oreiller, comme sa mère, la Queen ? Vous n'y êtes pas. Plusieurs litres de son propre sang, au cas où...
D'ailleurs, c'est pas compliqué, les hôpitaux ont ouvert des banques de sang privées. Il y a la queue aux guichets. Des médecins, des gens avisés qui viennent verser à leur compte des réserves de liquide. Au moins, comme ça, ils sont sûrs de ne jamais rien devoir à personne.
CLAUDE SARRAUTE.

EN BREF

• M. Chirac et les maires. — M. Chirac recevra, le lundi 9 mars, le bureau de l'Association des maires de France, qui l'entreprendra notamment du problème des finances locales, qu'il juge « préoccupant ».

• Les harkis manifestent à Angoulême. — Deux cents harkis ont manifesté, le mardi 24 février, devant les grilles de la préfecture d'Angoulême (Charente), aux cris de « Vingt-cinq ans d'attente, ça suffit ! » Une délégation de l'Association nationale des anciens supplétifs rapatriés d'Algérie était venue exposer au préfet, M. Henri Hugues, leurs revendications concernant l'admission des biens laissés en Algérie, l'effacement des dettes contractées en France et l'emploi de leurs enfants. Mais le refus du commissaire de la République de les recevoir a suscité le mécontentement des Français musulmans présents.

• Jeunesse communiste : manifestation internationale contre l'apartheid le 9 mai. — Le Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF) organise, le 9 mai à Paris, avec d'autres organisations de jeunesse du monde entier, une manifestation internationale contre l'apartheid. « Depuis vingt-

ans, privé de liberté, Nelson Mandela tient bon », a déclaré M. Jacques Perraux, secrétaire général du MJCF, mardi 24 février ; le thème de notre initiative sera : « Maintenant, à nous de tenir bon ». Cette manifestation, clôture le congrès de cette organisation qui doit se tenir du 6 au 8 mai dans la banlieue parisienne.

• Fin de la grève au « Courrier de l'Air ». — Les neuf journalistes de la rédaction du Courrier de l'Air, un quotidien de la région de Bourges-Bressa, ont décidé, le mardi 24 février, la reprise du travail après une grève de trois jours pour protester contre le paiement de 30 % seulement de leur salaire au mois de janvier. La fin de la grève a été décidée après la réception, par les journalistes, des chèques correspondant à la part de salaire manquante. Le quotidien qui, depuis le 10 octobre dernier, est en redressement judiciaire vers le tribunal de commerce statuant vendredi sur son avenir.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

LA CRISE : ON EN SORT QUAND ?

SCIENCE & ECONOMIE MARS

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX ET DES SERVICES D'INTERNATIONAL COMPUTER LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.o. SCSI compatible 26.900 F HT 31.900 F TTC

INTERNATIONAL COMPUTER La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e 42.72.26.26 64, av. du Prado Marseille 6^e 91.37.25.03

Le Monde à Strasbourg

A partir du 1^{er} mars, le Monde publiera chaque semaine, dans ses éditions datées dimanche-lundi, une page spécialement destinée à ses lecteurs de Strasbourg et du Bas-Rhin.

En s'intéressant de façon régulière à Strasbourg, capitale de l'Alsace et capitale européenne, le Monde comme il le fait avec son édition Rhône-Alpes, souhaite renforcer sa présence dans les régions.

Le numéro du « Monde » daté 25 février 1987 a été tiré à 453 174 exemplaires

A B C D E F G

Le Monde sur minitel TeleMarket

achetez chez vous, hors de la cuisine.

36.15 TAPEZ LEMONDE

FNAIM

Un fichier de 21.000 appartements et maisons à vendre à Paris et région parisienne sur minitel

36.15 TAPEZ LEMONDE puis FNAIM

Après avoir donné vos impératifs, vous obtenez une sélection personnalisée d'affaires disponibles, ainsi que les coordonnées des Agents Immobiliers FNAIM responsables de leur vente.